Nairobi, 29 novembre-3 décembre 2004
Point 14 de l'ordre du jour provisoire révisé

**PROJET D'EXAMEN DU FONCTIONNEMENT ET DE L'ÉTAT
DE LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI,
DU STOCKAGE, DE LA PRODUCTION ET DU TRANSFERT DES
MINES ANTIPERSONNEL ET SUR LEUR DESTRUCTION: 1999-2004**

TEXTE RÉVISÉ

Document établi par le Président désigné

Introduction

1. L'objet même de la Convention est de mettre un terme aux souffrances et aux pertes en vies humaines causées par les mines antipersonnel. Le préambule de la Convention souligne que la voie à suivre pour atteindre cet objectif humanitaire passe par des initiatives dans le domaine de l'action humanitaire et du désarmement, en particulier par l'adhésion universelle aux interdictions générales prévues dans la Convention, la destruction des stocks existants de mines antipersonnel, le déminage des zones minées et l'aide aux victimes. Certaines questions y sont considérées comme essentielles pour que des progrès soient réalisés dans ces domaines, notamment la coopération et l'assistance, la transparence et l'échange d'informations, et l'adoption de mesures visant à empêcher et à réprimer les activités interdites ainsi qu'à faciliter le respect des dispositions de la Convention.

2. La Convention représente l'aboutissement d'un partenariat et d'une détermination sans précédent. Depuis son adoption à Oslo, le 18 septembre 1997, l'esprit de coopération qui la caractérise a perduré, ce qui a assuré son entrée en vigueur rapide et son application effective depuis plus de cinq ans. Bien que des progrès notables aient été réalisés, d'importants défis persistent. Le présent document est destiné à faire le bilan de ce qui a été accompli et des principales tâches auxquelles doivent s'atteler les États parties pour que la Convention réponde aux attentes qu'elle a suscitées.

I. Universalisation de la Convention

3. En application de l'article 15, la Convention a été ouverte à la signature de tous les États à Ottawa (Canada), les 3 et 4 décembre 1997, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 5 décembre 1997 jusqu'à son entrée en vigueur. Entre le 3 décembre 1997 et le 1^{er} mars 1999, date à laquelle elle est entrée en vigueur, 133 États ont signé la Convention, exprimant ainsi leur accord avec l'objet et le but de la Convention et leur intention de la ratifier.

4. L'article 16 prévoit que la Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des signataires, et qu'elle est ouverte à l'adhésion de tout État non signataire. Cet article dispose également que les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire – c'est-à-dire, conformément à l'article 21, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Entre le 3 décembre 1997 et le 3 décembre 2004, [143] États au total (dont 124 ont signé la Convention conformément à l'article 15), soit plus de 70 % de l'ensemble des États, ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général (voir l'annexe I).

5. Selon l'article 17, la Convention devait entrer en vigueur le premier jour du sixième mois suivant celui au cours duquel le quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion serait déposé. Le Burkina Faso étant le quarantième État à avoir déposé un tel instrument le 16 septembre 1998, la Convention est entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999¹. Conformément au paragraphe 2 de l'article 17, la Convention est depuis lors entrée en vigueur pour les [143 États] qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général. [Neuf (9)] des 133 signataires de la Convention ne l'ont pas encore ratifiée, acceptée ou approuvée: [Brunéi Darussalam, Éthiopie, Haïti, Îles Cook, Îles Marshall, Indonésie, Pologne, Ukraine et Vanuatu]. Toutefois,

¹ Les 39 autres États ci-après se sont joints au Burkina Faso pour permettre l'entrée en vigueur de la Convention le 1^{er} mars 1999: Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Autriche, Bahamas, Belgique, Belize, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, Djibouti, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, France, Grenade, Guinée équatoriale, Hongrie, Irlande, Jamaïque, Malawi, Mali, Maurice, Mexique, Mozambique, Nioué, Norvège, Pérou, Royaume-Uni, Saint-Marin, Saint-Siège, Samoa, Suisse, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Yémen et Zimbabwe.

en vertu de l'article 18 de la Convention de Vienne sur le droit des traités (1969), les signataires ont l'obligation de s'abstenir d'actes qui priveraient la Convention de son objet et de son but.

6. Outre les remarquables progrès réalisés sur le plan quantitatif pour rendre la Convention universelle, d'importantes avancées qualitatives ont également été enregistrées. La **production** de mines antipersonnel a diminué de manière significative. D'après la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, plus de 50 États produisaient jadis des mines antipersonnel. Trente-trois (33) de ces États sont actuellement parties à la Convention, et ont ainsi accepté l'obligation de s'interdire, comme le prévoit la Convention, de produire des mines antipersonnel: Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Colombie, Danemark, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Norvège, Ouganda, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie-et-Monténégro, Suède, Suisse, Turquie et Zimbabwe². La majorité des pays qui produisaient auparavant des mines antipersonnel ont donc définitivement cessé de le faire. En outre, selon la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, au moins trois États non parties (Finlande, Israël et Pologne) ont arrêté la production, et d'autres (dont l'Égypte, les États-Unis d'Amérique et la République de Corée) n'en ont pas produit depuis plusieurs années.

7. Le **commerce** mondial de mines antipersonnel a effectivement cessé. En devenant parties à la Convention, [143] États ont accepté une disposition juridiquement contraignante interdisant de transférer des mines antipersonnel. Même pour la plupart des États non parties, cette disposition est devenue la norme communément acceptée, puisque bon nombre d'entre eux ont décrété un moratoire ou une interdiction sur le transfert de ce type d'arme, notamment, d'après la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, les pays suivants: Chine, Cuba, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, Israël, Kazakhstan, Pakistan, Pologne, République de Corée, Singapour, Ukraine et Viet Nam. Le fait qu'entre 1999 et 2004 il n'y a pas eu de commerce légal déclaré de mines antipersonnel mérite d'être noté, le seul commerce étant probablement limité à un trafic illicite de très faibles proportions.

² Les noms actuels des pays sont utilisés, même si certains avaient des noms différents lorsqu'ils produisaient des mines antipersonnel.

8. L'**utilisation** de mines antipersonnel a considérablement diminué. L'emploi de ce type d'arme était généralisé et augmentait de façon exponentielle durant les dernières décennies du XX^e siècle. La campagne en faveur de la Convention et l'adoption de cette dernière ont modifié cette situation. Non seulement l'interdiction de l'utilisation de mines antipersonnel posée par la Convention lie les [143] parties, mais cette règle est largement acceptée par des États non parties. Depuis que la Convention est entrée en vigueur, la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres a signalé, dans sa publication annuelle *Observatoire des mines*, que l'emploi de cette arme avait nettement reculé. Il est désormais mal vu d'utiliser ce type d'arme, comme en témoignent la réduction de son emploi et les déclarations de nombreux États non parties manifestant leur accord avec les objectifs de la Convention, et leur intention d'y adhérer tôt ou tard.

9. Les États parties ont jugé toute utilisation de mines antipersonnel profondément regrettable. Outre qu'ils exigent que tous les États cessent de les employer, ils ont ainsi affirmé que les progrès réalisés pour débarrasser le monde des mines antipersonnel seront confortés si les **acteurs non étatiques armés** acceptent la norme internationale établie par la Convention. Les États parties ont engagé tous ces acteurs à ne plus utiliser, stocker, produire ni transférer de mines antipersonnel, conformément aux principes et aux normes du droit international humanitaire, et à permettre que des actions visant à éliminer les effets des mines soient menées. Ils se sont félicités des efforts entrepris par l'Organisation des Nations Unies, les organisations régionales, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des organisations non gouvernementales pour impliquer les acteurs non étatiques armés dans une interdiction des mines antipersonnel. Ils ont rendu hommage au travail de ces organisations, et exprimé le souhait que les États parties qui sont en mesure de le faire facilitent leur action. Des progrès notables ont été réalisés avec les acteurs non étatiques armés dans les États ci-après qui ont adhéré à la *Déclaration d'engagement auprès de l'Appel de Genève pour l'adhésion à une interdiction totale des mines antipersonnel et à une coopération dans l'action contre les mines*: Burundi, Inde, Iraq, Myanmar, Philippines, Somalie et Soudan.

10. Les efforts visant à encourager une adhésion universelle à la Convention sont des manifestations importantes de l'esprit de **partenariat et de coopération** qui caractérise cet instrument. Les États parties et des organisations internationales, régionales

et non gouvernementales ont réalisé de nombreuses activités, tant individuellement qu'en collaboration et en coordination les uns avec les autres, en vue de promouvoir l'universalisation de la Convention dans toutes sortes d'enceintes. Ces efforts ont grandement contribué à favoriser une plus large adhésion à la Convention.

11. Le préambule de la Convention souligne «le rôle de la **conscience publique** dans l'avancement des principes humanitaires comme en atteste l'appel à une interdiction totale des mines antipersonnel...». Le Comité international de la Croix-Rouge et la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, en particulier, ont symbolisé la voix de la conscience publique depuis l'entrée en vigueur de la Convention, et joué un rôle essentiel en œuvrant en faveur d'une adhésion universelle à cet instrument. L'Organisation des Nations Unies a contribué à cet effort. À ses sessions annuelles, l'Assemblée générale des Nations Unies a «(invité) tous les États qui n'ont pas signé la Convention ... à y adhérer sans tarder» et «(exhorté) tous les États qui ont signé la Convention mais ne l'ont pas ratifiée à le faire sans tarder»³. L'un des objectifs de la stratégie appliquée au sein du système des Nations Unies dans le domaine de l'action antimine a été d'inciter régulièrement tous les États à ratifier les instruments internationaux existants concernant les mines terrestres, à y adhérer et à les appliquer⁴. En outre, le Secrétaire général de l'ONU – qui est le dépositaire de la Convention – a plaidé en faveur d'une adhésion universelle à la Convention. L'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) lance chaque année depuis 1996 un appel en faveur d'un hémisphère occidental sans mines et a engagé ses États membres à adhérer à la Convention. Des organisations régionales, telles que l'Union européenne (UE), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le MERCOSUR et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ont également joué un rôle, selon les circonstances, dans la promotion de l'adhésion à la Convention.

³ Voir, par exemple, la résolution 58/53 de l'Assemblée générale des Nations Unies, *Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction*, adoptée le 8 décembre 2003 (A/RES/58/53).

⁴ Voir, par exemple: *Stratégie des Nations Unies pour la lutte contre les mines, 2001-2005* (A/58/260/Add.1) et le document de l'UNICEF intitulé *Mine Action Strategy 2002-2005*.

12. Malgré les importants progrès réalisés en vue d'une adhésion universelle à la Convention, [51] États ne l'ont pas encore ratifiée ou n'y ont pas encore adhéré (voir l'annexe II). Certains d'entre eux pourraient avoir un impact notable sur la réalisation des objectifs de la Convention en matière de désarmement mondial, et sur le plan humanitaire, par exemple parce qu'ils continuent de produire ou de stocker des mines antipersonnel, ou bien parce que leur territoire est en partie miné. Il s'agit notamment des [12] États non parties ci-après qui, selon la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, ont utilisé des mines antipersonnel depuis que la Convention est entrée en vigueur: [Éthiopie, Fédération de Russie, Géorgie, Inde, Israël, Kirghizistan, Myanmar, Népal, Ouzbékistan, Pakistan et Sri Lanka, ainsi que l'Iraq sous l'ancien régime]. Qui plus est, selon la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, [15] États non parties continuent de produire des mines antipersonnel ou n'ont pas produit de mines depuis quelques temps mais conservent la capacité de le faire, à savoir: [Chine, Cuba, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, Iran, Iraq, Myanmar, Népal, Pakistan, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Singapour et Viet Nam]. D'après la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, un petit nombre d'États non parties détiennent des stocks importants de mines antipersonnel, parmi lesquels les trois membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies qui ne sont pas parties à la Convention⁵. En outre, si certains États non parties acceptent les normes définies dans la Convention, d'autres ont encore comme point de référence le Protocole amendé II de 1996 à la Convention de 1980 sur certaines armes classiques.

13. Alors que la quasi-totalité des États de l'hémisphère occidental, d'Afrique et d'Europe sont devenus parties à la Convention, le taux d'adhésion demeure faible en Asie, au Moyen-Orient et dans les pays membres de la Communauté d'États indépendants – et ce en dépit des énergiques efforts déployés aux niveaux bilatéral et régional pour promouvoir la Convention dans ces régions.

14. Des arguments convaincants ont été avancés pour démontrer que l'emploi des mines antipersonnel a des conséquences humanitaires terribles qui dépassent largement leur utilité militaire limitée. Ces arguments ont été formulés, entre autres, par des officiers d'active et des officiers à la retraite de nombreux États parties et d'États non parties – ainsi que par près

⁵ Voir le paragraphe 26.

des trois quarts des États de la planète qui ont accepté la Convention. Toutefois, certains États non parties continuent de soutenir que les mines antipersonnel sont nécessaires. D'autres ont lié leur adhésion éventuelle à la Convention au règlement de différends ou de conflits territoriaux, régionaux ou internes. Ces États n'ont pas adhéré à la Convention alors même qu'il est évident que les mines antipersonnel tuent sans discrimination, qu'elles ont des conséquences socioéconomiques désastreuses et que le déminage des zones frontalières est un moyen essentiel pour promouvoir la sécurité et la confiance.

15. À plusieurs reprises, les États parties ont indiqué que l'assistance et la coopération à l'action antimine iront d'abord à ceux qui auront renoncé définitivement à employer ces armes en adhérant à la Convention, en l'appliquant et en respectant ses dispositions⁶. L'un des États parties les plus touchés par le problème des mines, l'Angola a par exemple déclaré qu'après avoir ratifié la Convention il a enregistré une augmentation d'environ 100 % des financements dont il bénéficie pour l'action antimine⁷. Toutefois, un État non partie, l'Ukraine, a indiqué que l'aide à la destruction de son important stock de mines antipersonnel doit être en place avant qu'il ne soit en mesure d'adhérer à la Convention.

16. Certains États ont adhéré à la Convention bien que des acteurs non étatiques armés se livrent à des actes interdits par la Convention sur leur territoire. Un État non partie, Sri Lanka, a néanmoins laissé entendre que l'adhésion à la Convention serait liée à l'engagement d'un acteur non étatique armé sur son territoire de ne plus utiliser de mines antipersonnel.

17. Certains États n'ayant pas d'objection à l'égard de la Convention n'y adhèrent pas simplement parce que la ratification ou l'adhésion ne constitue qu'une de leurs nombreuses priorités, compte tenu des faibles ressources administratives dont ils disposent. En outre, un État au moins, la Somalie, ne peut adhérer à la Convention car il ne dispose pas actuellement de gouvernement en état de fonctionner ou reconnu.

⁶ Voir, par exemple, la Déclaration de la cinquième Assemblée des États parties (APLC/MSP.5/2003/5).

⁷ Voir le compte rendu de la 4858^e séance du Conseil de sécurité de l'ONU, tenue le 13 novembre 2003 (S/PV.4858), p. 24.

18. Enfin, alors que l'universalisation de la Convention elle-même signifie que tous les États y adhèrent, l'acceptation universelle des normes qui y sont énoncées est entravée par des acteurs non étatiques armés qui continuent d'employer, de stocker et de produire des mines antipersonnel.

II. Destruction des stocks de mines antipersonnel

19. Dans le préambule de la Convention, les États parties se déclarent convaincus qu'il leur est nécessaire de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour veiller à la destruction des mines antipersonnel. Cette indication reçoit une traduction concrète à l'article 4, en vertu duquel, «sous réserve des dispositions de l'article 3, chaque État Partie s'engage à détruire tous les stocks de mines antipersonnel dont il est propriétaire ou détenteur ou qui sont sous sa juridiction ou son contrôle, ou à veiller à leur destruction, dès que possible, et au plus tard quatre ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet État Partie».

20. En outre, en ce qui concerne l'exécution des obligations prévues à l'article 4, le paragraphe 1 de l'article 7 dispose que chaque État partie présente un rapport sur:

- «Le total des stocks de mines antipersonnel dont il est propriétaire ou détenteur et qui se trouvent sous sa juridiction ou son contrôle, incluant une ventilation par type, par quantité et, si cela est possible, par numéro de lot pour chaque type de mines antipersonnel stockées;
- L'état des programmes de destruction des mines antipersonnel visées (à l'article 4...), y compris des précisions sur les méthodes qui seront utilisées pour la destruction, la localisation de tous les lieux de destruction et les normes à observer en matière de sécurité et de protection de l'environnement;» et
- «Les types et quantités de toutes les mines antipersonnel détruites après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet État Partie, y compris une ventilation de la quantité de chaque type de mines antipersonnel détruites, conformément (à l'article 4...), de même que, si possible, les numéros de lots de chaque type de mines antipersonnel (...).»

21. La destruction de mines antipersonnel conformément à l'article 4 est une obligation qui a été, aurait été ou est pertinente pour [79] États parties. En application de l'article 7, [soixante-sept (67)] États parties ont signalé qu'ils détenaient des stocks de mines antipersonnel lorsque la Convention est entrée en vigueur à leur égard: Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Bangladesh, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Équateur, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Gabon, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Lituanie, Malaisie, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Moldova, République démocratique du Congo, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie-et-Monténégro, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yémen et Zimbabwe. [Neuf (9)] États parties ont indiqué qu'ils avaient détruit leurs stocks de mines avant l'entrée en vigueur de la Convention: Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Luxembourg, Mali, Namibie et Norvège. [Trois (3)] États parties qui n'ont pas encore présenté de rapport initial au titre de l'article 7 disposent ou peuvent disposer de stocks de mines, sur la foi de déclarations faites ailleurs: Burundi, Guyana et République centrafricaine.

22. [Soixante-six (66)] États parties ont indiqué, conformément à l'article 7, qu'ils ne disposaient pas de stocks de mines lorsque la Convention est entrée en vigueur à leur égard⁸: Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Dominique, Érythrée, Fidji, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Îles Salomon, Irlande, Islande, Jamaïque, Kiribati, Lesotho, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Monaco, Namibie, Nauru, Nigéria, Nioué, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Philippines, Qatar, République dominicaine, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Siège, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Seychelles, Suriname, Swaziland,

⁸ Y compris les neuf États parties mentionnés ci-dessus qui ont fait savoir qu'ils avaient détruit leurs stocks de mines antipersonnel avant l'entrée en vigueur de la Convention.

Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago et Zambie. [Sept (7)] États parties qui n'ont pas encore présenté de rapport initial au titre de l'article 7 sont supposés ne pas avoir de stocks de mines antipersonnel, sur la foi de déclarations faites ailleurs: Cap-Vert, Estonie, Guinée équatoriale, Libéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sainte-Lucie et Sao Tomé-et-Principe.

23. Le respect par les États parties des obligations qui leur incombent en vertu de l'article 4 a représenté l'un des grands succès de la Convention. Tous les États parties ont respecté la date limite qu'ils avaient indiquée pour mener à bien les programmes de destruction de leurs stocks. À l'heure actuelle, [126] États parties ne disposent plus de stocks de mines antipersonnel. À eux tous, les États parties ont détruit plus de [37 millions] de mines terrestres. Le Comité permanent sur la destruction des stocks a largement contribué à ce succès en offrant une tribune aux États parties pour présenter des informations à jour sur les mesures visant à détruire les stocks de mines, et informer d'autres États de l'assistance disponible pour procéder à ces destructions. Cette tribune a également permis de faire généralement comprendre que la destruction des stocks, à l'exception des mines du type PFM⁹, est relativement simple et ne pose pas de sérieux problèmes environnementaux.

24. La destruction des mines antipersonnel conformément aux dispositions de l'article 4 a contribué à améliorer la planification, la compréhension des méthodes de destruction, les techniques de destruction, l'efficacité économique et les aspects liés à la sécurité et à l'environnement. À titre d'exemple, un État partie au moins, l'Albanie, a créé une installation de démilitarisation pour détruire ses mines et réalise actuellement d'autres projets importants de démilitarisation. De nombreux États parties ont en outre amélioré leurs compétences techniques et leurs connaissances en matière de sécurité en faisant détoner leurs mines à l'air libre grâce aux enseignements retirés.

25. Les Normes internationales de l'action antimine ont été mises au point¹⁰. Dans l'optique des obligations prévues à l'article 4, ces normes ont pour but d'informer les autorités nationales

⁹ Voir le paragraphe 27.

¹⁰ Les Normes internationales de l'action antimine ont été élaborées pour améliorer la sécurité et l'efficacité de l'action antimine en définissant des principes et, dans certains cas, des prescriptions et spécifications internationales. Elles constituent donc un cadre de référence qui encourage les organisateurs et les responsables de programmes et de projets de déminage

des aspects techniques et logistiques de la destruction des stocks, de présenter les systèmes et procédures qui peuvent être utilisés au niveau national pour planifier la destruction d'un stock de mines, d'établir des principes et des procédures à suivre pour mener à bien, en toute sécurité, des opérations de destruction à grande échelle en recourant à des techniques d'incinération ou de détonation à l'air libre, enfin d'offrir un cadre cohérent pour un système de surveillance faisant partie du processus de destruction.

26. Le nombre de parties pour lesquelles l'obligation de détruire les stocks de mines antipersonnel demeure pertinente s'est considérablement réduit puisque [17] États sont concernés: [Afghanistan, Algérie, Angola, Bangladesh, Bélarus, Burundi, Chypre, Grèce, Guinée-Bissau, Guyana, Mauritanie, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Serbie-et-Monténégro, Soudan, Turquie et Uruguay]. D'ici au [1^{er} avril 2008] le dernier de ces États parties devra avoir achevé son programme de destruction. On estime que, pris conjointement, ces États parties disposent de plus de [10,2 millions] de mines antipersonnel. S'il est vrai que le nombre d'États parties pour lesquels la destruction des stocks constitue un objectif pertinent est désormais minime, le fait que quelques États parties possèdent une grande quantité de mines reste un problème. Celui-ci serait encore plus important si de nouveaux États disposant de stocks adhèrent à la Convention après la première Conférence d'examen. La Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres a par exemple estimé à plus de 180 millions le stock total de mines antipersonnel que pouvaient posséder six États non parties (Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, République de Corée et Pakistan).

27. Sur le plan technique, les principales difficultés restantes concernent notamment la destruction d'un type de mine particulier, la mine PFM1. Celle-ci est d'autant plus difficile

à atteindre et à faire admettre des niveaux convenus d'efficacité et de sécurité. Elles proposent un langage commun et recommandent des formats et règles de gestion de données qui permettent un échange précis d'informations importantes en temps opportun. La définition et l'application des normes sont guidées par cinq principes: tout d'abord, les gouvernements ont le droit d'appliquer des normes nationales à des programmes nationaux; deuxièmement, les normes doivent protéger les personnes exposées aux plus grands risques; troisièmement, l'accent est mis sur la création de capacités nationales permettant de mettre au point, de maintenir et d'appliquer des normes d'action antimine appropriées; quatrièmement, il faut assurer la cohérence avec d'autres normes internationales; et cinquièmement, les conventions et traités internationaux doivent être respectés. Le Centre international de déminage humanitaire de Genève gère l'élaboration et la mise à jour des Normes pour le compte de l'ONU.

à détruire que le processus d'armement ne peut être inversé et qu'elle contient un explosif liquide qui répand des émanations toxiques lorsqu'on la fait détoner. Cette question intéresse tout particulièrement un État partie, le Bélarus, qui possède des millions de mines de ce type. En outre, certains États non parties dont un signataire, l'Ukraine, en possèdent d'importants stocks, dont la destruction constituerait un défi considérable si ces pays adhéraient à la Convention. Des recherches sont en cours pour mettre au point des techniques de destruction appropriées, et il faut espérer que des solutions économiques seront trouvées peu après la première Conférence d'examen. L'autre problème technique tient au fait que certains États parties sont dépourvus des compétences voulues pour élaborer et mettre en œuvre des plans nationaux de destruction des stocks.

28. Sur le plan financier, il faut rappeler que certains États parties, en particulier des pays en développement, ne disposent pas des ressources nécessaires pour détruire leurs stocks de mines antipersonnel compte tenu des besoins urgents auxquels ils doivent faire face dans d'autres domaines. De même, il faut reconnaître que si la destruction d'un stock de mines revient en général à moins de 1 dollar des États-Unis par mine, le déminage de zones minées entraîne des coûts cent fois, voire mille fois plus élevés.

29. Dans certaines situations postérieures à un conflit, ou relativement complexes, il peut être difficile de localiser et de comptabiliser tous les stocks de mines antipersonnel qui se trouvent sous la juridiction ou sous le contrôle d'un État partie. Les dépôts de munitions peuvent avoir été décentralisés et/ou contrôlés par plusieurs entités, ce qui risque de compliquer et de ralentir encore plus le processus de comptage et de collecte des mines. Il n'est pas impossible, à l'avenir, qu'un État partie découvre après avoir achevé son programme de destruction, voire après la date limite à laquelle la destruction aurait dû être achevée, des stocks de mines dont il n'avait pas connaissance.

30. Un petit nombre des [17] États parties qui n'ont pas encore achevé la mise en œuvre des dispositions de l'article 4 ne contrôlent pas ou sans doute pas l'ensemble des territoires sur lesquels s'étend leur souveraineté. Dans les zones qu'ils ne contrôlent pas, il peut se trouver des stocks de mines antipersonnel. Toutefois, il est important de rappeler que l'article 4 fait obligation aux États parties de détruire les stocks qui sont sous leur juridiction ou leur contrôle. Dès lors, rien ne s'oppose à ce que les États parties s'acquittent de leurs obligations dans les

zones qu'ils contrôlent, puis poursuivent avec diligence le processus de destruction dans les autres zones lorsque les conditions le permettront.

III. Déminage des zones minées

31. Aux termes du préambule de la Convention, les États parties, déterminés à faire cesser les souffrances et les pertes en vies humaines causées par les mines antipersonnel, se déclarent «convaincus qu'il leur est nécessaire de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour contribuer de manière efficace et coordonnée à relever le défi que représente l'enlèvement des mines antipersonnel disséminées dans le monde». L'obligation d'enlever les mines antipersonnel incombe, en dernier ressort, à chacun des États parties concernés par le problème des mines, conformément aux dispositions de l'article 5. Ces États parties doivent:

- «(S'efforcer) d'identifier toutes les zones sous (leur) juridiction ou (leur) contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée;»
- «(S'assurer), dès que possible, que toutes les zones minées sous (leur) juridiction ou (leur) contrôle où se trouvent des mines antipersonnel soient marquées tout au long de leur périmètre, surveillées et protégées par une clôture ou d'autres moyens afin d'empêcher effectivement les civils d'y pénétrer, jusqu'à ce que toutes les mines antipersonnel contenues dans ces zones minées aient été détruites;» et
- S'engager «à détruire toutes les mines antipersonnel dans les zones minées sous (leur) juridiction ou (leur) contrôle, ou à veiller à leur destruction, dès que possible, et au plus tard 10 ans après l'entrée en vigueur de (la) Convention pour (l')État partie (concerné).».

32. Conformément à l'article 7, chaque État partie doit présenter tous les ans au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies un rapport indiquant:

- «Dans la mesure du possible, la localisation de toutes les zones minées sous sa juridiction ou son contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée;»
- «L'état des programmes de destruction des mines antipersonnel visés (à l'article 5);»

- «Les types et quantités de toutes les mines antipersonnel détruites après l'entrée en vigueur de (la) Convention;» et
- «Les mesures prises pour alerter dans les plus brefs délais et de manière effective la population au sujet de toutes les zones identifiées conformément au paragraphe 2 de l'article 5.».

33. Dans les rapports présentés conformément à l'article 7, les [48] États parties ci-après ont signalé que, dans des zones sous leur juridiction ou leur contrôle, la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée; et qu'ils doivent donc s'acquitter des obligations mentionnées à l'article 5 et établir les rapports pertinents: [Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, Équateur, Érythrée, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Jordanie, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Pérou, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Serbie-et-Monténégro, Soudan, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Venezuela, Yémen, Zambie et Zimbabwe]. Parmi ceux-ci, [trois États parties – le Costa Rica, Djibouti et le Honduras – ont indiqué qu'ils avaient achevé la mise en œuvre des dispositions de l'article 5].

34. Outre les [48] États parties susmentionnés, l'État partie ci-après a, d'après les déclarations qu'il a faites, des zones sous sa juridiction ou son contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée: Burundi.

35. Bien que l'obligation de s'acquitter des obligations énoncées à l'article 5 incombe, en dernier ressort, à chaque État partie concerné par le problème des mines, l'article 6 contient des dispositions relatives à la coopération et l'assistance. En vertu de cet article, en remplissant les obligations qui découlent de la Convention, chaque État partie «a le droit de chercher à obtenir et de recevoir une assistance d'autres États, si possible et dans la mesure du possible». En ce qui concerne en particulier l'exécution des obligations prévues à l'article 5, l'article 6 dispose que chaque État partie a le droit de participer à «un échange aussi large que possible d'équipements, de matières et de renseignements scientifiques et techniques concernant l'application de la présente Convention». Par ailleurs, «les États parties peuvent demander

à l'Organisation des Nations Unies, aux organisations régionales, à d'autres États parties ou à d'autres instances intergouvernementales ou non gouvernementales compétentes d'aider leurs autorités à élaborer un programme national de déminage».

36. Plusieurs dispositions de l'article 6 visent à faciliter l'assistance et la coopération. Cet article prévoit que «les États parties n'imposeront pas de restrictions indues à la fourniture, à des fins humanitaires, d'équipements de déminage et des renseignements techniques correspondants». Il dispose que «chaque État partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance au déminage et pour des activités connexes», ainsi que «pour des programmes de sensibilisation aux dangers des mines». Enfin, «chaque État partie s'engage à fournir des renseignements à la base de données sur le déminage établie dans le cadre des organismes des Nations Unies, particulièrement des renseignements concernant différents moyens et techniques de déminage, ainsi que des listes d'experts, d'organismes spécialisés ou de points de contact nationaux dans le domaine du déminage».

37. Ainsi qu'il ressort des dispositions des articles 5, 6 et 7 de la Convention, les mesures ci-après doivent être prises pour mettre en œuvre l'article 5:

- Identification des zones minées;
- Élaboration et mise en œuvre d'un plan et d'un programme d'action antimine;
- Réduction du risque en inspectant et en délimitant les zones suspectes et en empêchant les civils de pénétrer dans celles qui n'ont pas encore été déminées ainsi qu'en réalisant des programmes d'éducation aux risques liés aux mines;
- Déminage des zones minées;
- Échange efficace de technologies;
- Notification et partage d'informations; et
- Coopération et assistance.

La présente section du bilan de l'état général de la Convention abordera chacun de ces domaines, à l'exception de la notification et du partage d'informations et de la coopération et de l'assistance, qui seront examinés dans une autre partie du document.

Identification des zones minées

38. Lorsque la Convention est entrée en vigueur, on avait assez peu de connaissances précises sur le problème des mines terrestres au niveau mondial ou les difficultés auxquelles étaient confrontés la plupart des pays concernés; en revanche, depuis l'adoption de la Convention, des progrès significatifs ont été accomplis sur les plans méthodologiques et opérationnels, ainsi qu'au niveau de l'organisation pour recenser les zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou suspectée. Ces progrès ne se sont pas limités à identifier les zones où des mines antipersonnel ont été posées, mais également celles contenant à la fois des mines et des engins non explosés. En outre, ils ont permis de mieux comprendre non seulement l'importance de la pollution par les mines et les engins non explosés, mais également les incidences de cette pollution, ce qui a permis d'établir plus facilement des priorités dans le cadre du processus de déminage, de libérer des terres pour des activités économiques et sociales et de réduire le nombre de nouvelles victimes de mines.

39. Les missions d'évaluation sont apparues comme un moyen d'aider à définir l'ampleur et la nature du problème posé par les mines terrestres et les engins non explosés, d'identifier les difficultés et les possibilités liées à la mise en place d'initiatives antimine et de recommander des interventions globales. Depuis l'adoption de la Convention, des missions d'évaluation interorganisations ont été réalisées dans les [14] États parties ci-après, qui ont signalé la présence de mines antipersonnel dans certaines zones ou qui, sans avoir encore fourni un rapport initial au titre de mesures de transparence, sont – d'après les éléments d'information disponibles – concernés par le problème des mines: [Burundi, Équateur, Jordanie, Malawi, Mauritanie, Nicaragua, Ouganda, Pérou, Sénégal, Soudan, Tunisie, Yémen, Zambie et Zimbabwe].

40. L'adoption de la Convention a favorisé la réalisation d'une enquête mondiale visant à mieux appréhender le problème des mines terrestres à l'échelle planétaire. Les enquêtes sur l'effet des mines terrestres permettent de définir le problème en termes d'emplacement et d'impact socioéconomique sur la communauté. Elles ont contribué à améliorer les actions

nationales de planification et ont livré des données de base pour mesurer les résultats. De telles enquêtes ont été réalisées en Bosnie-Herzégovine, au Cambodge, au Mozambique, en Thaïlande, au Tchad et au Yémen, ainsi que dans des États non parties. D'autres sont en cours ou touchent à leur fin dans les pays suivants: Afghanistan, Angola et Érythrée. La réalisation de ces enquêtes a été utile pour les États parties, mais les enseignements tirés de l'opération ont permis d'en comprendre les limites, lesquelles seront prises en compte dans les futures enquêtes. Le défi consiste maintenant à concevoir des méthodes d'enquête pour les pays moins touchés ou ceux dont le territoire est vaste et à faire en sorte que les données conservent leur actualité, leur pertinence et leur utilité pratique pour les opérations de déminage, même des années après l'enquête.

41. Des formes différentes d'évaluation et d'enquête ont été menées dans d'autres États parties; en revanche, de telles opérations n'ont pas été nécessaires dans les cas où on disposait déjà d'informations suffisantes sur l'étendue et les effets des zones minées. Cela étant, les États parties qui ne l'ont pas encore fait doivent prendre d'urgence des mesures pour s'assurer que tout est mis en œuvre pour déterminer l'ensemble des zones sous leur juridiction ou leur contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou suspectée. Cela est particulièrement important pour les États parties qui doivent, en vertu de l'article 5, procéder au déminage, d'ici à 2009. (On trouvera à l'annexe III un récapitulatif des dates limites de déminage pour les États parties mentionnés aux paragraphes 33 et 34.)

42. Dans le cadre des rapports qu'ils ont présentés conformément aux dispositions du paragraphe 1 c) de l'article 7, ou par d'autres moyens, les États parties concernés ont fourni des informations relatives à l'identification des zones sous leur juridiction ou leur contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou suspectée. Ces informations sont résumées dans la colonne A du tableau figurant à l'annexe IV.

Planification nationale et élaboration de programmes

43. De nombreux États parties ont procédé à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes nationaux destinés à exécuter les obligations prévues à l'article 5, en établissant des structures de déminage efficaces et transparentes. Dans de nombreux cas, ils ont créé des organismes distincts pour la définition des politiques et la mise en œuvre opérationnelle

du programme. La législation s'est avérée importante pour définir les rôles et les responsabilités, habiliter divers acteurs à intervenir dans certaines zones et trancher des questions juridiques telles que l'assurance et les responsabilités à l'égard des victimes. L'expérience acquise par les États parties en matière de planification nationale et d'élaboration de programmes a permis d'établir que la coordination est d'autant plus efficace que la recherche de solutions simples et gérables se fait par une action concertée faisant intervenir les gouvernements nationaux, les autorités sous-nationales, les agents de l'action antimine, les communautés touchées et les autres acteurs du développement.

44. Le Comité permanent sur le déminage, l'inculcation des comportements à avoir face aux risques présentés par les mines et les techniques de l'action antimine a longuement débattu de l'importance croissante de la gestion de l'information dans l'appui à la planification nationale et à la mise en œuvre des programmes, et, partant, l'exécution des obligations prévues à l'article 5. Depuis 1999, les besoins en matière d'information sur l'action antimine sont de plus en plus satisfaits grâce au Système de gestion de l'information pour l'action antimines (SGIAM), qui a été élaboré par le Centre international de déminage humanitaire de Genève. Le SGIAM a contribué dans une certaine mesure à obtenir une information normalisée sur l'action antimine. Entre 1999 et 2004, les États parties ci-après ont bénéficié d'un appui dans le cadre du SGIAM: Afghanistan, Albanie, Angola, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Chili, Chypre, Colombie, Équateur, Érythrée, ex-République yougoslave de Macédoine, Guatemala, Guinée-Bissau, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Pérou, République démocratique du Congo, Rwanda, Serbie-et-Monténégro, Soudan, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Yémen et Zambie. Il s'agit désormais de faire en sorte que l'information soit gérée de manière simplifiée afin que les autorités nationales puissent s'en servir pour se conformer aux obligations qui leur incombent en vertu de l'article 5 de la Convention, de continuer à améliorer le système tout en préservant la convivialité de cet outil et de s'assurer que toutes les parties prenantes ont accès à l'information offerte.

45. Comme cela a été indiqué, les États parties sont tenus, conformément au paragraphe 1 f) de l'article 7, de faire rapport sur «l'état des programmes de destruction des mines antipersonnel visés (à l'article 5)». Dans le cadre des rapports qu'ils ont présentés, ou par d'autres moyens, les États parties concernés ont fourni des informations sur leurs plans et programmes destinés

à mettre en œuvre les dispositions de l'article 5. Ces informations sont résumées dans la colonne B du tableau figurant à l'annexe IV.

Marquage et protection des zones minées

46. Il incombe aux États parties de s'assurer que toutes les zones minées sous (leur) juridiction ou (leur) contrôle où se trouvent des mines antipersonnel sont marquées tout au long de leur périmètre, surveillées et protégées par une clôture ou d'autres moyens jusqu'à ce qu'elles aient été déminées. Cette obligation doit être assumée dans le cadre plus vaste de l'action menée par les États parties en vue de réduire les risques encourus par les civils et d'éviter ainsi que les mines antipersonnel ne causent davantage de souffrances. L'élaboration des normes internationales de la lutte antimine concernant le marquage des risques liés aux mines et aux engins non explosés a contribué à l'exécution effective de cette obligation. D'après ces normes, il est conseillé d'utiliser, pour effectuer le marquage, des matériaux locaux, disponibles à volonté dans la région minée, n'ayant qu'une valeur limitée, voire nulle, ou qu'un faible intérêt pratique pour d'autres usages, de manière à éviter qu'on ne les enlève. En outre, l'accent est également mis sur le fait que les dispositifs de marquage doivent être entretenus et que les systèmes de marquage, de surveillance et de protection des zones minées doivent figurer dans les programmes d'éducation aux risques liés aux mines si le déminage n'est pas entrepris rapidement.

47. Dans le cadre des rapports à établir au titre du paragraphe 1 i) de l'article 7 concernant «les mesures prises pour alerter dans les plus brefs délais et de manière effective la population de toutes les zones identifiées conformément au paragraphe 2 de l'article 5», les [25] États parties ci-après ont fourni des informations sur les mesures qu'ils ont adoptées pour s'acquitter de leur obligation de s'assurer que toutes les zones minées sous (leur) juridiction ou (leur) contrôle où se trouvent des mines antipersonnel sont marquées tout au long de leur périmètre, surveillées et protégées par une clôture ou d'autres moyens: [Afghanistan, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Chili, Chypre, Congo, Danemark, Honduras, Jordanie, Malawi, Nicaragua, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Serbie-et-Monténégro, Soudan, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Turquie, Yémen, Zambie et Zimbabwe].

48. L'un des principaux défis que présente, pour les communautés, la réduction des risques par le biais du marquage, de la surveillance et de la protection des zones minées en attendant leur déminage tient au fait que, de façon plus générale, de nombreux États ont tout simplement du mal à saisir la portée et les effets de la présence de zones minées se trouvant sous leur juridiction ou leur contrôle. On peut également mentionner d'autres difficultés comme les importants frais à engager pour clôturer de vastes parties du territoire et entretenir la clôture et les marquages, le fait que la surveillance mobilise de précieuses ressources humaines, et le fait que les communautés vivant dans des zones défavorisées ont souvent utilisé les clôtures pour leur propre usage. L'expérience montre que la participation des communautés concernées au processus de marquage réduit le risque que les dispositifs de marquage soient endommagés ou enlevés; il reste que le déminage est la seule mesure de sauvegarde absolue. Enfin, l'instabilité permanente dans des zones soupçonnées d'être minées et l'absence de structures antimine opérationnelles sont d'autres obstacles au marquage, à la surveillance et à la protection des zones minées en attendant leur déminage.

Éducation aux risques liés aux mines

49. Alors que l'article 6.3 fait obligation aux États parties qui sont en mesure de le faire de prêter assistance dans le cadre des programmes de sensibilisation aux dangers des mines, l'expression «sensibilisation aux dangers des mines» n'est pas définie dans la Convention. Depuis 2001, les États parties ont généralement utilisé l'expression «éducation aux risques liés aux mines» plutôt que «sensibilisation aux dangers des mines»¹¹.

50. Depuis que la Convention a été adoptée, le domaine de l'éducation aux risques liés aux mines a évolué pour devenir plus normalisé et professionnel. L'on reconnaît à présent que les activités de ce type devraient faire partie de programmes plus vastes d'action antimine, assurant ainsi un échange d'informations efficace dans les deux sens, à la fois pour garantir l'efficacité des programmes d'éducation aux risques liés aux mines et pour obtenir des renseignements des

¹¹ Selon les normes internationales de l'action antimine, on entend par «éducation aux risques liés aux mines» des activités éducatives qui visent à réduire le risque de blessures causées par des mines et engins non explosés par le biais de la sensibilisation et de la modification des comportements, y compris la diffusion d'informations, l'éducation et la formation, et le maintien de contacts avec les communautés.

communautés affectées par les mines en vue d'établir des priorités en matière de déminage. L'on a souligné que les programmes d'éducation aux risques liés aux mines devraient comporter une stratégie de communication claire, destinée à des publics différents, tenant compte de l'âge et du sexe, ainsi que des facteurs sociaux, économiques, politiques et géographiques. L'accent a été mis sur la nécessité d'évaluer attentivement les besoins. Par exemple, l'évaluation des besoins peut renverser la tendance qui consiste à axer l'éducation aux risques liés aux mines principalement sur les enfants, alors que ceux-ci ne sont pas toujours le groupe le plus exposé, et remettre en cause le postulat selon lequel, simplement parce qu'un État partie est affecté par le problème des mines, un programme d'éducation aux risques liés aux mines est nécessaire ou approprié. En outre, l'on a souligné qu'il fallait mettre en place des dispositifs efficaces d'évaluation et de surveillance pour mesurer constamment les risques liés aux mines et les effets des programmes sur la réduction des risques.

51. Comme on l'a vu, les États parties sont tenus de rendre compte des «mesures prises pour alerter dans les plus brefs délais et de manière effective la population au sujet de toutes les zones identifiées conformément au paragraphe 2 de l'article 5». Dans les rapports qu'ils ont soumis en vertu des dispositions de l'article 7, les [32] États parties ci-après ont fourni des informations sur les mesures adoptées à cet égard: [Afghanistan, Albanie, Angola, Bosnie-Herzégovine, Chili, Colombie, Congo, Croatie, Équateur, Érythrée, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Jordanie, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Soudan, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Yémen et Zimbabwe].

52. Les programmes d'éducation aux risques liés aux mines ont pour but d'inciter les personnes exposées aux risques à adopter des comportements prudents. Toutefois, des variations dans le nombre annuel de victimes ne signifient pas nécessairement que ces programmes ou d'autres mesures destinées à alerter, dans les plus brefs délais et de manière effective, la population sur la présence de zones minées ont été efficaces. De nombreux autres facteurs y contribuent, notamment les mouvements de réfugiés, de personnes déplacées dans leur propre pays et de groupes nomades, la situation économique, la nécessité de se procurer de la nourriture, de l'eau ou du bois de feu, les hostilités en cours et l'exécution ou l'absence d'activités de déminage. Des dispositifs efficaces de surveillance devraient évaluer la contribution

des programmes à la réalisation de cet objectif. Cela étant, le chiffre annuel des victimes fourni par les États parties qui disposent de cette information permet néanmoins de se faire une idée globale des progrès réalisés et des difficultés à surmonter pour mettre un terme aux souffrances causées par les mines antipersonnel (voir l'annexe V).

53. Le fait que de nombreux États parties n'ont pas les moyens d'obtenir des données exactes concernant le nombre de victimes, ou même d'avoir une notion approximative du risque encouru par la population, montre à quel point des évaluations sont nécessaires pour déterminer ce qui doit être fait en vue d'entreprendre ou de poursuivre des activités en matière d'éducation aux risques liés aux mines. Les efforts visant à réduire les risques se heurtent aussi à un autre problème tenant au fait que dans quelques États parties, où le taux annuel de pertes a diminué et où les programmes d'éducation aux risques liés aux mines sont en cours, le nombre de nouvelles victimes continue de s'accroître de manière inquiétante. En outre, de nombreux États parties doivent désormais s'atteler à la tâche consistant à intégrer les programmes d'éducation aux dangers des mines dans des activités d'assistance et de développement plus vastes et dans les systèmes éducatifs, tant pour tirer parti des synergies que pour rationaliser les activités compte tenu de la faiblesse des ressources. Par ailleurs, un État partie au moins a signalé des difficultés supplémentaires liées à l'instabilité régnant dans des zones soupçonnées d'être minées et à l'absence de structure antimine opérationnelle.

Déminage des zones minées

54. Comme indiqué aux paragraphes 33 et 34, 3 États parties ont déminé des zones conformément aux obligations inscrites à l'article 5 et 46 n'ont pas encore achevé cette opération. L'expérience sur le terrain et les enseignements tirés par ces États parties ont permis de progresser de manière sensible dans le déminage des zones minées. L'on s'accorde aujourd'hui à reconnaître que divers moyens de déminage, adaptés aux circonstances, s'avèrent nécessaires, ces moyens relevant en général de trois grandes catégories: démineurs manuels, chiens détecteurs de mines et systèmes mécaniques. De nombreux États parties ont compris que la clef du succès réside dans un assortiment de systèmes fondé sur les capacités et l'efficacité de chaque type de moyen de déminage, ainsi que sur l'emploi de ces moyens en une succession avisée. En outre, de nombreux États parties ont montré que les opérations techniques de relevé – la vérification rapide que certaines parties des zones soupçonnées d'être dangereuses

sont déminées pour pouvoir déployer des démineurs manuels dans celles qui contiennent effectivement des mines – pouvaient contribuer à l'exécution des obligations prévues à l'article 5.

55. Les normes internationales de la lutte antimine concernant le déminage des zones minées et les activités connexes ont été élaborées en partie pour aider les États parties à s'acquitter des obligations prévues à l'article 5. Elles visent à refléter les normes et pratiques en matière de déminage. Le travail acharné, la contribution et les sacrifices de milliers de démineurs dans les pays touchés ont beaucoup contribué aux efforts déployés pour exécuter les obligations inscrites à l'article 5, notamment en matière de déminage. Sans le dévouement de ces démineurs, aucun progrès notable n'aurait pu être enregistré dans les zones concernées. Ces femmes et ces hommes, dont certains ont survécu à l'explosion d'une mine, sont des ressortissants des États parties concernés ainsi que des agents internationaux de l'action antimine.

56. Comme cela a été indiqué, les États parties sont tenus de rendre compte des progrès réalisés en matière de déminage et de destruction de mines antipersonnel conformément aux dispositions de l'article 5. Cette obligation, telle qu'elle est formulée au paragraphe 1 g) de l'article 7, fait appel à la terminologie du désarmement. Lorsque cette disposition est appliquée de façon restrictive, les États parties peuvent renoncer à fournir des renseignements plus détaillés sur les progrès enregistrés, en particulier des informations quantitatives et qualitatives supplémentaires sur la façon dont leurs efforts contribuent à la réalisation des objectifs humanitaires de la Convention. Cet argument a été pris en considération en 2002 à la quatrième Assemblée des États parties, qui a encouragé les États parties à tirer tout le parti possible des formules de communication des données prévues à l'article 7, celles-ci constituant un moyen important de mesurer les progrès accomplis. L'Assemblée a pris note avec satisfaction des suggestions faites dans un document établi par le Président et est convenue d'y donner suite, l'idée étant notamment de tirer pleinement parti des rapports à présenter au titre de l'article 7 pour communiquer officiellement avec d'autres États parties sur des questions plus générales de mise en œuvre. En outre, le Comité permanent sur le déminage, l'inculcation des comportements à avoir face aux risques présentés par les mines et les techniques de l'action antimine a fourni aux États parties qui doivent s'acquitter des obligations prévues à l'article 5 un cadre des plus

utiles pour faire connaître leurs problèmes, leurs plans, les progrès à signaler et les priorités en matière d'assistance.

57. Dans le cadre des rapports soumis conformément aux dispositions de l'article 7 et par d'autres moyens, les États parties concernés ont fourni des informations sur les progrès qu'ils avaient réalisés dans le déminage des zones minées conformément à l'article 5. Ces informations sont résumées dans la colonne C du tableau figurant à l'annexe IV.

Échange d'équipements, de matières et de renseignements scientifiques et techniques

58. Les États parties disposent d'un éventail de moyens pour exercer leur droit de participer à «un échange aussi large que possible d'équipements, de matières et de renseignements scientifiques et techniques concernant l'application de (la) Convention», et pour s'acquitter de leur obligation de faciliter cet échange. En sus des échanges bilatéraux et de ceux qui ont lieu entre les autorités et les intervenants sur le terrain, l'ONU, l'OEA, d'autres organisations régionales et des organisations telles que le Centre international de déminage humanitaire ont contribué à produire et à diffuser les informations pertinentes. Le Programme international d'essai et d'évaluation a offert aux pays qui mettent au point des technologies la possibilité de coopérer en matière d'essai et d'évaluation d'équipements, de systèmes et de méthodes et d'éviter ainsi les doubles emplois. De même, les assemblées des États parties – qui ont pour tâche, en vertu de l'article 11 de la Convention, d'examiner toute question concernant, notamment, «la mise au point de technologies de déminage» – ainsi que les sessions des comités permanents ont constitué une enceinte dans le cadre de laquelle les participants ont pu exprimer leurs besoins et leurs avis et faire le point sur les faits nouveaux. En outre, plusieurs pays et organisations ont organisé ou parrainé des réunions et ateliers expressément consacrés à l'échange d'informations relatives à l'élaboration et à la mise à l'essai de techniques susceptibles d'être utilisées pour le déminage. Certaines de ces réunions se sont transformées en manifestations annuelles et ont contribué à mieux faire connaître les technologies disponibles.

59. Bien que la Convention ne limite pas les échanges d'équipements, de matières et de renseignements scientifiques et techniques aux questions se rapportant à l'article 5 et que des progrès aient été accomplis pour ce qui est des soins aux victimes des mines et leur réadaptation, les échanges ont néanmoins porté pour l'essentiel sur les divers aspects de l'exécution

des obligations prévues dans cet article. Dans l'optique de ces obligations, les échanges peuvent porter soit sur des équipements et procédés existants, soit sur les perspectives en la matière. Même si des avancées ont été réalisées dans ces deux domaines depuis l'entrée en vigueur de la Convention, les progrès ont été dans une large mesure inégaux.

60. Les techniques qui étaient les plus utilisées dans les opérations de déminage lorsque la Convention a été adoptée continuent de représenter l'essentiel de la panoplie actuellement employée. Si les procédés manuels de base restent en grande partie inchangés, les autres techniques de déminage ont évolué et de nouvelles procédures opérationnelles ont été définies. On s'attache actuellement à progresser dans l'étude des différents outils disponibles afin d'en améliorer l'efficacité et la sûreté. La sensibilité des détecteurs de métaux s'est certes améliorée, mais en contrepartie il arrive plus souvent que ces appareils se déclenchent lorsqu'ils détectent de petits fragments de métal ou de composés métalliques dans certains sols, notamment ceux que l'on rencontre habituellement en Asie du Sud-Est et en Afrique. Les chiens sont plus fiables à présent et l'ont fait plus largement appel à eux. En outre, la qualité et les modalités d'emploi des machines se sont améliorées. Des systèmes de déminage mécaniques sont utilisés sur une plus large échelle. En outre, le choix de machines ne cesse de s'élargir sur le marché international. Enfin, des progrès ont été réalisés en matière d'équipement personnel de protection, d'explosifs binaires et de technologie de l'information.

61. Des tests ont été réalisés sur des géoradars/détecteurs de métaux ainsi que sur des détecteurs à infrarouge. Le recours à d'autres animaux que les chiens pour détecter les mines antipersonnel fait l'objet de recherches, certains types de rats ayant produit des résultats prometteurs au niveau opérationnel. Des progrès ont en outre été réalisés en ce qui concerne la détection à distance d'émanations d'explosifs (technique consistant à présenter des échantillons d'air prélevés dans des zones suspectées d'être minées à des chiens renifleurs). De même, les possibilités offertes par l'utilisation d'abeilles dressées ont également été étudiées, solution s'inscrivant dans la durée qui présenterait l'avantage d'être rapidement applicable et peu coûteuse. Le recours à des plantes génétiquement modifiées serait un autre moyen de détection peu onéreux et peu risqué, qui fait actuellement l'objet de travaux de recherche complémentaires.

62. La recherche et le développement de nouvelles technologies ont bénéficié d'investissements importants. D'autres investissements seront nécessaires pour surmonter

les problèmes restants, notamment les difficultés liées à la détection des mines sur les lieux et la réduction des superficies minées. Le marché des techniques antimine, trop étroit, n'offre guère d'incitations à l'innovation. La situation est rendue encore plus compliquée par le fait que la plupart des solutions potentielles ne sont pas applicables partout, mais sont plutôt adaptées à un pays ou à une région en particulier. Il importe de maintenir un niveau technologique suffisant dans les États parties concernés par le problème des mines et de s'assurer que les technologies sont abordables et viables et qu'elles peuvent s'adapter aux conditions locales. En d'autres termes, la volonté de mettre au point de nouvelles technologies ne doit pas prendre le pas sur les gains de productivité qui pourraient être obtenus par la fourniture des technologies déjà en place, notamment les moyens de déminage mécaniques et les chiens détecteurs de mines. Enfin, si des exemples récents montrent que l'échange d'idées et d'informations s'est amélioré entre les utilisateurs finals des technologies et ceux qui les mettent au point, ces relations doivent encore être renforcées par le biais d'ateliers, de démonstrations sur le terrain et de visites dans les pays concernés.

63. Conformément au paragraphe 6 de l'article 6, «chaque État partie s'engage à fournir des renseignements à la base de données sur le déminage établie dans le cadre du système des Nations Unies, particulièrement des renseignements concernant différents moyens et techniques de déminage, ainsi que des listes d'experts, d'organismes spécialisés ou de points de contact nationaux dans le domaine du déminage». Depuis que la Convention est entrée en vigueur, le réseau d'information électronique de l'ONU *E-mine* – source centralisée d'informations sur les mines – a remplacé la base de données sur le déminage qui avait été créée par le Département des affaires humanitaires de l'ONU en 1995.

IV. Assistance aux victimes de mines terrestres¹²

64. Dans le préambule de la Convention, les États parties se déclarent désireux de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour apporter une assistance aux fins du traitement et de la réadaptation des victimes des mines, y compris leur réintégration sociale et économique. Cette déclaration est traduite en obligation au paragraphe 3 de l'article 6 qui dispose que «chaque État partie qui est

¹² Bien que l'expression «victime de mines» ait une connotation négative par rapport à l'expression «survivant à l'explosion d'une mine», c'est cette première expression qui est retenue le plus souvent dans le présent document car c'est celle qui figure dans la Convention.

en mesure de le faire fournira une assistance pour les soins aux victimes des mines, pour leur réadaptation, pour leur réintégration sociale et économique (...)». Plus loin dans le même paragraphe, il est indiqué que cette assistance peut être fournie, entre autres, par le biais «des organismes des Nations Unies, d'organisations ou d'institutions internationales, régionales ou nationales, du Comité international de la Croix-Rouge, des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leur Fédération internationale, d'organisations non gouvernementales ou sur une base bilatérale».

65. Les États parties se sont tout d'abord attachés, entre autres, notamment dans le cadre des travaux du Comité permanent sur l'assistance aux victimes des mines et la réintégration sociale et économique, à préciser le sens des termes qui sont d'une importance cruciale pour la fourniture d'une assistance aux victimes des mines terrestres, en particulier les termes *victime* et *assistance aux victimes*. On s'accorde à présent dans l'ensemble à reconnaître que par *victimes* il faut entendre les personnes qui ont subi individuellement ou collectivement un préjudice physique ou psychologique, une perte économique ou une atteinte substantielle à leurs droits fondamentaux du fait d'actes ou d'omissions liés à l'utilisation de mines. Une conception relativement large de cette notion a permis d'attirer l'attention sur toute l'ampleur du préjudice infligé aux victimes par des mines terrestres et des munitions non explosées. Cependant, l'attention s'est naturellement surtout concentrée sur l'assistance à fournir aux personnes directement affectées par les mines. Les besoins particuliers de ces personnes en termes de soins d'urgence et soins médicaux ultérieurs, de réadaptation et de réinsertion doivent être satisfaits et il faut que des cadres juridiques et décisionnels soient mis en place afin de protéger leurs droits.

66. Les États parties ont non seulement pris une conscience accrue des besoins particuliers des victimes de mines terrestres mais sont en outre parvenus, notamment dans le cadre des travaux du Comité permanent sur l'assistance aux victimes des mines et la réintégration sociale et économique, à se faire une idée plus claire de la place revenant à l'assistance aux victimes de mines dans un contexte plus large. Les personnes directement affectées par les mines constituent un sous-groupe au sein du groupe social plus vaste que sont les blessés et les personnes handicapées. Même si l'assistance aux victimes est considérée comme faisant partie intégrante de l'action antimine, il existe d'importantes différences – liées au contexte – entre le déminage humanitaire et les activités d'assistance à la prestation de soins et de services de réadaptation

et de réinsertion aux victimes de mines terrestres. L'enlèvement des mines ou munitions non explosées dans les zones polluées est une entreprise qui diffère sensiblement des autres actions d'ordre humanitaire ou des activités de développement ou de désarmement. Le déminage humanitaire constitue ainsi une discipline spécifique relativement neuve. Cela étant, les problèmes auxquels sont confrontées les victimes de mines terrestres sont semblables à ceux que rencontrent les autres personnes blessées et handicapées. L'assistance aux victimes ne nécessite pas la mise au point de disciplines ou méthodes nouvelles: il s'agit plutôt de veiller à ce que le système en place de soins de santé et de services sociaux, les programmes de réadaptation et les cadres législatifs et décisionnels répondent aux besoins de tous les citoyens – dont les victimes de mines terrestres. Ce qui est indispensable, toutefois, c'est d'accorder une place prioritaire aux systèmes de soins et programmes de réadaptation dans les régions où les mines terrestres ont fait des victimes.

67. À la suite des travaux menés en vue de mettre en œuvre la Convention, il est désormais largement admis que l'appel visant à venir en aide aux victimes de mines terrestres ne doit pas aboutir à exclure du bénéfice des efforts déployés en faveur de l'assistance aux victimes les personnes dont les blessures ou le handicap sont imputables à d'autres causes. Qui plus est, l'impulsion que la Convention a donnée à la fourniture d'une assistance aux victimes a offert l'occasion d'accroître le bien-être non seulement des victimes de mines terrestres mais aussi de toutes les autres victimes de la guerre et de toutes les personnes handicapées. L'assistance aux victimes de mines terrestres devrait être perçue comme élément constitutif du dispositif d'ensemble d'un pays tant en matière de services de santé publique et de services sociaux que de droits de l'homme. Dans ce dispositif d'ensemble, il faut bien entendu veiller attentivement à ce que les victimes de mines terrestres et les autres personnes handicapées bénéficient des mêmes possibilités d'accès aux soins de santé, aux services sociaux, aux moyens de subsistance, à l'éducation et à la vie de la communauté que tous les autres membres de la société. Les services de santé et les services sociaux doivent être ouverts à toutes les composantes de la société, dont les victimes de mines terrestres et les autres personnes handicapées.

68. Une autre idée largement partagée s'est dégagée des travaux du Comité sur l'assistance aux victimes des mines et la réintégration sociale et économique, à savoir que la fourniture d'une assistance adéquate aux personnes ayant survécu à l'explosion d'une mine terrestre doit être

envisagée dans le contexte plus large du développement et du sous-développement. Les États parties concernés par le problème des mines ne possèdent pas tous les mêmes capacités. Nombre d'entre eux ne sont pas en mesure de garantir des soins et une assistance sociale d'un niveau acceptable à la population en général et aux victimes de mines en particulier. Beaucoup d'États parties concernés par le problème des mines, en Afrique notamment, affichent un faible indice de développement humain – indicateur élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) aux fins d'apprécier le degré de bien-être de la population d'un pays. En outre, plusieurs de ces États parties sont dotés de systèmes de santé figurant parmi les moins performants du monde. Un engagement politique en faveur de l'assistance aux personnes ayant survécu à l'explosion d'une mine terrestre est essentiel dans ces pays, mais la réalisation de réels progrès pourrait passer par la prise en considération des problèmes plus généraux de développement. Il est maintenant largement admis que l'assistance aux victimes devrait être intégrée dans les plans et stratégies de développement. Les efforts de développement permettraient ainsi de venir en aide aux victimes de mines, lesquelles pourraient dès lors contribuer au développement de leur pays en participant pleinement à la vie sociale et économique.

69. Les États parties sont parvenus à la conclusion que l'assistance aux victimes n'est pas réductible aux seules questions d'ordre médical ou de réadaptation mais touche également aux droits de l'homme. Ainsi qu'il a été souligné, elle doit être régie notamment par les principes suivants: prise en main au niveau national; non-discrimination à l'égard des victimes; autonomisation des victimes; approche globale intégrée prenant en compte le souci d'équité entre les sexes; participation de tous les organismes publics, prestataires de services, organisations non gouvernementales et donateurs concernés; transparence et efficacité; durabilité¹³.

70. Au nombre des principaux progrès accomplis par les États parties, grâce en particulier aux travaux du Comité permanent sur l'assistance aux victimes des mines et la réintégration sociale et économique, figure la meilleure compréhension des éléments constitutifs de l'*assistance*

¹³ Ces principes ont été exposés pour la première fois dans un document (*Assistance aux victimes: Une approche holistique intégrée*) distribué par la Suisse en 1999 à l'occasion de la première Assemblée des États parties.

aux victimes. Les efforts déployés en la matière se sont appuyés notamment sur un processus consultatif animé par le Service de l'action antimine de l'ONU, qui a débouché sur l'opinion assez généralement partagée selon laquelle les priorités en la matière sont les suivantes:

- Déterminer l'ampleur du problème;
- Soins d'urgence et soins médicaux ultérieurs;
- Réadaptation physique, y compris la physiothérapie, la pose de prothèses et la fourniture d'autres appareils;
- Soutien psychologique et réinsertion sociale;
- Réinsertion économique;
- Élaboration, adoption et application de textes législatifs et de politiques publiques pertinentes.

Malgré les progrès accomplis, il reste à faire dans chacun de ces domaines.

Déterminer l'ampleur du problème

71. Les États parties ont fini par reconnaître que dans le souci d'utiliser aussi efficacement que possible des ressources restreintes il était aussi utile que nécessaire de disposer de données exactes et à jour sur le nombre de nouvelles victimes de mines terrestres, le nombre total de survivants et leurs besoins particuliers, ainsi que la capacité et la qualité des services en place face à ces besoins. L'Assemblée mondiale de la santé a adopté des dispositions dans ce sens dès 1998, avant même l'entrée en vigueur de la Convention, en priant le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé de renforcer les moyens dont disposent les États concernés pour planifier et exécuter des programmes visant à, entre autres, mieux évaluer les effets sur la santé de traumatismes provoqués par les mines antipersonnel moyennant la mise en place ou le renforcement de systèmes de surveillance¹⁴. En réponse, l'Organisation mondiale de la santé a publié en 2000 le Guide sur la surveillance des traumatismes par mines et munitions

¹⁴ Cinquante et unième Assemblée mondiale de la santé. *Action concertée de santé publique contre les mines antipersonnel* (16 mai 1998, A51/VR/10).

non explosées, outil normalisé pour la collecte d'informations sur les victimes de mines ou de munitions non explosées, ainsi que des indications sur la manière d'utiliser cet instrument. Celui-ci a servi ultérieurement de modèle pour la conception des éléments du Système de gestion de l'information pour l'action antimines (SGIAM) relatifs aux données sur les victimes, système qui bénéficie de l'appui des [26] États parties suivants: Afghanistan, Albanie, Angola, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Chili, Chypre, Colombie, Équateur, Érythrée, ex-République yougoslave de Macédoine, Guatemala, Guinée-Bissau, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Pérou, République démocratique du Congo, Rwanda, Serbie-et-Monténégro, Soudan, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Yémen et Zambie.

72. Malgré les améliorations apportées tant aux outils et méthodes de collecte de données qu'aux systèmes d'information, beaucoup d'États parties concernés par le problème des mines disposent encore de très peu de renseignements sur le nombre de nouvelles victimes, sur celui de survivants et sur leurs besoins particuliers, et toutes les victimes de mines ne sont pas signalées ou enregistrées, même dans de nombreux pays dotés de systèmes opérationnels de collecte de données et de gestion de l'information tels que le SGIAM. C'est en particulier le cas des pays en proie à un conflit, dont des zones reculées sont minées ou disposant de peu de ressources pour encadrer les services de santé publique. Les meilleurs résultats en matière de collecte de données sont au demeurant parfois obtenus par des acteurs autres que les États parties eux-mêmes car ce domaine n'a pas encore fait l'objet d'une prise en main au niveau national. Au cours de la période 2005-2009, de nombreux États parties devront s'employer à renforcer leurs capacités de collecte de données relatives aux victimes des mines, à intégrer ces capacités aux systèmes en place d'information sanitaire et à rendre totalement accessible l'information afin de répondre aux besoins de la planification des programmes et de la mobilisation des ressources.

Soins d'urgence et soins médicaux continus

73. Les États parties ont constaté que les soins d'urgence et les soins médicaux continus englobaient les premiers secours, et un traitement médical adéquat, y compris la prise en charge chirurgicale. On s'accorde à reconnaître que la fourniture de soins d'urgence appropriés et de soins médicaux continus – ou au contraire le manque de soins – influe grandement sur les perspectives de rétablissement à court et à long terme des victimes de mines. Certains progrès ont été accomplis en matière de formation de chirurgiens traumatologues et de secouristes, mais

de nombreux pays concernés par le problème des mines continuent à manquer de personnel qualifié, de médicaments, d'équipements et d'infrastructures pour assurer une prise en charge adéquate des blessures occasionnées par des mines et d'autres traumatismes. Des lignes directrices¹⁵ ont certes été élaborées pour aider les États parties mais il reste à les mettre en œuvre.

74. De nombreux États parties doivent en outre s'atteler à une autre tâche d'envergure, à savoir veiller à ce que dans les zones minées les agents sanitaires reçoivent une formation aux premiers secours pour traiter des blessures occasionnées par une mine terrestre et d'autres lésions traumatiques. Dans certains États parties, la formation de non-professionnels dans les communautés touchées par le problème des mines a permis de faire baisser le taux de mortalité en rendant possible la fourniture de soins au plus tôt après l'accident et il faudrait appliquer les enseignements tirés de ces expériences. Dans de nombreux États parties une action de formation reste à mener en direction des chirurgiens traumatologues et du personnel infirmier afin de leur dispenser systématiquement les connaissances nécessaires – à la faculté de médecine ou dans le cadre de l'éducation permanente. De même, de nombreux États parties doivent s'attacher à fournir aux établissements médicaux les moyens de dispenser des soins d'un niveau adéquat et le personnel, le matériel, les fournitures et médicaments nécessaires pour se conformer aux normes élémentaires. Certains États parties sont en outre confrontés au problème de l'acheminement des personnes ayant besoin de soins vers les établissements de soins en raison de la distance entre ces établissements et les zones minées.

Réadaptation physique et appareillage en prothèse

75. La réadaptation physique est un moyen essentiel pour permettre aux victimes de mines terrestres de se réintégrer pleinement, ce qui est leur objectif ultime. Les États parties en sont venus à considérer que, pour répondre aux besoins des victimes de mines terrestres, il fallait prendre en compte cet aspect en prévoyant des services de réadaptation et de physiothérapie et en fournissant des prothèses et des appareils pour handicapés (chaises roulantes, béquilles, etc.) dans le souci de promouvoir le bien-être des personnes ayant survécu à l'explosion d'une mine,

¹⁵ Parmi les documents d'orientation pertinents, il convient de citer «*Assistance aux victimes des mines antipersonnel: besoins, contraintes et stratégie*» et «*Care in the Field for Victims of Weapons of War*» du CICR et «*Save Lives, Save Limbs*» de la Trauma Care Foundation.

ayant subi la perte d'un membre, des lésions à l'abdomen, à la poitrine ou à la moelle épinière, ayant perdu la vue ou devenues sourdes. Des progrès ont été accomplis en matière d'élaboration de lignes directrices¹⁶ et de formation de techniciens de prothèse et d'orthèse dans les pays concernés par le problème des mines, à quoi s'ajoute le fait que la Convention a permis de mettre davantage l'accent sur la réadaptation physique et l'appareillage en prothèse. Les besoins en la matière restent cependant sans commune mesure avec le volume des ressources mobilisées, d'autant que l'augmentation constante du nombre de personnes ayant survécu à l'explosion d'une mine terrestre aura pour effet d'accroître le volume des ressources nécessaires. Des services de réadaptation physique et d'appareillage en prothèse constituent une condition préalable au rétablissement intégral et à la réinsertion des personnes ayant survécu à l'explosion d'une mine terrestre.

76. Les principales tâches qui attendent les États parties au cours de la période 2005-2009 consistent donc à: renforcer les capacités nationales en matière de réadaptation physique, en élargir l'accès et en assurer la viabilité; accroître le nombre de spécialistes de la réadaptation (médecins, personnel infirmier, physiothérapeutes et techniciens orthopédistes); assurer des services de réadaptation dans les communautés touchées par le problème des mines en veillant à ce que les victimes des mines terrestres puissent être acheminées vers ces services; inciter tous les ministères concernés ainsi que les organismes nationaux, régionaux et internationaux s'occupant de santé et de réadaptation à coordonner efficacement leurs actions visant à promouvoir la qualité des soins et à accroître le nombre de bénéficiaires. La coordination entre tous les partenaires étant la condition essentielle d'une amélioration des résultats dans ce domaine, les États parties devraient favoriser les activités qui privilégient la coopération, la collaboration et l'efficacité.

¹⁶ Parmi les documents d'orientation pertinents il convient de citer «*Prosthetics and Orthotics Services in Developing Countries – a discussion document*» de l'Organisation mondiale de la santé, «*Surviving Limb Loss, Life after Injury: A rehabilitation manual for the injured and their helpers*», par Liz Hobbs, Sue McDonough et Ann O'Callaghan du Landmine Survivors' Network, et «*Implementing Prosthetics & Orthotics Projects in Low-Income Countries: A framework for a common approach among international organizations*» (à paraître), par Anders Eklund *et al.*, et *A review of assistance programmes for war wound and other persons with disabilities living in mine-affected countries: May 2004 lessons learned workshop report* de Handicap International.

Soutien psychologique et réinsertion sociale

77. Les États parties en sont venus à considérer le soutien psychologique et la réinsertion sociale comme des actions visant à aider les victimes à surmonter le traumatisme psychologique occasionné par l'explosion d'une mine et à promouvoir leur bien-être social. Ils ont également reconnu le lien de causalité qui existe entre facteurs psychologiques et facteurs sociaux. Dans cette catégorie entrent les groupes communautaires d'entraide, les associations pour handicapés, les activités sportives et connexes et, le cas échéant, la fourniture de conseils par des professionnels. Un soutien psychosocial adapté est susceptible d'avoir un effet positif sensible sur la vie des victimes de mines. Si des progrès ont été accomplis dans certaines communautés touchées par le problème des mines, ce domaine ne reçoit pas encore toute l'attention et toutes les ressources nécessaires pour répondre de manière satisfaisante aux besoins des victimes de mines. La tâche qui attend les États parties au cours de la période 2005-2009 consistera à accroître les capacités nationales et locales en la matière en déployant des efforts pour inciter tous les acteurs concernés, dont les ministères compétents, les experts en rétablissement post-traumatique, les organisations internationales et régionales intéressées et les organisations et agences non gouvernementales œuvrant en faveur d'autres groupes vulnérables, à s'engager dans ce domaine. Dans le cadre des efforts visant à apporter un soutien psychologique et social, il faudrait davantage prendre en considération le fait que les victimes de mines constituent une ressource susceptible de contribuer de manière constructive à la réalisation des programmes.

Réinsertion économique

78. Pour les États parties la réinsertion économique passe par des programmes d'aide tendant à améliorer la situation économique des victimes de mines dans les communautés touchées, par le biais de l'éducation, du développement économique, des infrastructures communautaires et de la création de possibilités d'emploi. Les personnes ayant survécu à l'explosion d'une mine terrestre qui ont participé aux travaux du Comité permanent sur l'assistance aux victimes des mines et la réintégration sociale et économique ont affirmé que la réinsertion économique figurait au premier rang de leurs priorités. Des progrès ont certes été accomplis en matière d'élaboration de lignes directrices¹⁷ et de mise en œuvre de programmes dans certaines communautés touchées

¹⁷ Voir par exemple les *Guidelines for Socio-Economic Integration of Landmine Survivors* du World Rehabilitation Fund.

par le problème des mines (formation agricole, apiculture, artisanat, alphabétisation, élevage, apprentissage de différents métiers, initiatives dans le domaine du microcrédit, etc.), mais dans un bon nombre de pays les victimes de mines n'ont guère de possibilités de suivre une formation professionnelle ou d'accéder à l'emploi ou à d'autres activités génératrices de revenus. Leurs conditions de vie sont fortement tributaires de la stabilité politique et de la situation économique des communautés dans lesquelles elles vivent. Accroître les possibilités de réinsertion économique contribue à l'autonomie de ces victimes et au développement de la communauté. Pour de nombreux États parties, il s'agira au cours de la période 2005-2009 de lancer et de développer dans les zones touchées par le problème des mines des activités économiques durables susceptibles de bénéficier non seulement aux personnes directement affectées par les mines et les munitions non explosées mais à l'ensemble de leur communauté. C'est là une tâche difficile à réaliser étant donné que la réinsertion économique des victimes de mines terrestres doit être envisagée dans le contexte plus large du développement économique.

Lois et politiques publiques

79. Les États parties considèrent désormais les lois et les politiques comme des dispositions et des interventions propres à promouvoir la prise en charge, le traitement et la protection efficaces de tous les citoyens handicapés, y compris les victimes de mines terrestres. De nombreux États parties concernés par le problème des mines sont dotés d'un arsenal législatif protégeant les droits des personnes handicapées et prévoyant la fourniture d'une aide sociale, par exemple sous la forme de pensions. Cependant, il reste dans bien des cas à donner pleinement effet aux dispositions législatives, à verser des pensions d'un montant suffisant pour garantir un niveau de vie décent et à garantir l'accès aux infrastructures publiques et privées.

80. De nombreux États parties concernés par le problème des mines ont accompli des progrès en ce qui concerne l'élaboration de plans d'action visant à répondre aux besoins des victimes de mines ou, plus généralement, à améliorer les services de réadaptation à l'intention de toutes les personnes handicapées. Certains de ces États parties ont en outre inscrit ces plans dans des plans plus vastes de développement ou de lutte contre la pauvreté, du type document de stratégie de réduction de la pauvreté. Au cours de la période 2005-2009, la principale tâche qui attend les États parties investis de la responsabilité d'assurer le bien-être des victimes de mines terrestres consistera à développer plus avant et à mettre en œuvre les plans axés sur les besoins et les droits

des victimes des mines et, plus généralement, à améliorer les services de réadaptation et de réinsertion socioéconomique en faveur de toutes les personnes handicapées.

81. Les États parties ont pris conscience de l'importance et des avantages que présente la participation concrète des personnes ayant survécu à l'explosion d'une mine terrestre à la mise en œuvre de la Convention à l'échelon international, y compris dans le cadre des Assemblées des États parties et du Programme de travail intersessions, mais plus particulièrement dans les pays d'origine de ces personnes, où les décisions concernant leur bien-être sont prises en dernier ressort. Au cours de la période 2005-2009, les États parties devront s'employer à favoriser une plus large participation de fond et éviter qu'elle s'amenuise.

82. Les travaux du Comité permanent sur l'assistance aux victimes des mines et la réintégration sociale et économique ont permis non seulement d'envisager les aspects prioritaires de l'*assistance aux victimes* mais aussi de souligner que chaque État partie dans lequel vivent des personnes ayant survécu à l'explosion d'une mine terrestre et d'autres victimes de mines est responsable en dernier ressort de cette assistance. Ce constat est logique puisque chaque État a pour responsabilité fondamentale de veiller au bien-être de ses citoyens, malgré l'importance primordiale que revêt l'appui des donateurs internationaux à l'intégration et à l'exécution des politiques et programmes formulés par les États parties qui en ont besoin. Comme indiqué plus haut, la Convention énonce en termes généraux la responsabilité incombant aux États parties de veiller au bien-être des victimes de mines, précisant que cette assistance doit être fournie pour leur réadaptation et leur réintégration sociale et économique. Les travaux du Comité permanent ont quant à eux permis d'appeler l'attention des États parties sur divers instruments en vigueur faisant l'objet d'une large acceptation et sur des déclarations fournissant des orientations supplémentaires relatives à l'exercice de cette responsabilité à l'égard des victimes de mines qui, comme on l'a vu, constituent un sous-groupe au sein de l'ensemble des personnes handicapées.

83. Dans la déclaration de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993¹⁸, que 171 États ont adoptée par consensus, il est réaffirmé que «les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont tous universels et, de ce fait, s'appliquent sans réserve aucune

¹⁸ Conférence mondiale sur les droits de l'homme. *Déclaration et Programme d'action de Vienne* (document A/CONF.157/23 de l'ONU, en date du 12 juillet 1993).

aux personnes souffrant d'incapacités» et «toute forme de discrimination directe, tout traitement discriminatoire à l'encontre d'une personne handicapée, constituent donc une violation du droit de celle-ci». Dans cette déclaration il est également indiqué qu'il faudrait garantir aux personnes handicapées «des chances égales en éliminant tous les obstacles qu'elles rencontrent, tant d'ordre physique ou financier que social ou psychologique, qui restreignent ou empêchent leur pleine participation à la vie en société», et l'Assemblée générale des Nations Unies y est invitée à adopter des règles pour l'égalisation des chances des personnes handicapées.

84. Également en 1993, l'Assemblée générale a adopté, sans qu'il soit procédé à un vote, les Règles pour l'égalisation des chances des handicapés¹⁹ – document dont l'importance a été soulignée à plusieurs réunions du Comité permanent et qui a fait l'objet d'une large diffusion auprès des États parties. Ces Règles ont pour objet de garantir à toutes les personnes handicapées, en tant que membres de la société, les mêmes droits et obligations qu'aux autres membres de cette société. Sans être obligatoires, les Règles impliquent de la part de l'Assemblée générale, et, partant, de tous les États parties à la Convention, une ferme volonté tant morale que politique de prendre des mesures en vue d'égaliser les chances des handicapés.

85. Les succès enregistrés et les leçons tirées dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention ont concouru à susciter de nouveaux efforts internationaux tendant à protéger et promouvoir les droits des personnes handicapées. À ce propos, les États parties ont été informés des négociations en cours concernant un projet de convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées et ont examiné la question lors des réunions du Comité permanent pour l'assistance aux victimes et la réintégration socioéconomique.

86. Ainsi qu'il ressort des travaux des États parties, en particulier dans le cadre des Assemblées des États parties et du Comité permanent sur l'assistance aux victimes des mines et la réintégration sociale et économique, il est désormais admis que tous les États parties en mesure de s'acquitter de cette responsabilité sont tenus de soutenir les victimes de mines – sans considération du nombre de victimes de mines terrestres dans un État partie particulier. Le Comité permanent a en outre souligné que cette responsabilité incombait tout

¹⁹ Voir le document A/RES/48/96 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 20 décembre 1993.

particulièrement aux 23 États parties ci-après, qui ont eux-mêmes indiqué compter des centaines, des milliers, voire des dizaines de milliers, de personnes ayant survécu à l'explosion d'une mine terrestre et où les problèmes rencontrés à cet égard sont le plus considérable: Afghanistan, Albanie, Angola, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Colombie, Croatie, El Salvador, Érythrée, Guinée-Bissau, Mozambique, Nicaragua, Ouganda, Pérou, République démocratique du Congo, Sénégal, Serbie-et-Monténégro, Soudan, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande et Yémen.

87. Sans pour autant négliger les responsabilités à assumer à l'égard des victimes de mines terrestres où qu'elles se trouvent, une attention accrue devra être accordée à l'exercice de ces responsabilités par les États parties susmentionnés ainsi qu'à l'assistance à fournir à ces États, si nécessaire. Les activités à mener au titre de la Convention au cours de la période 2005-2009 seront plus particulièrement ciblées sur cet objectif. On trouvera à l'annexe VI un aperçu de l'ampleur des problèmes auxquels les États parties en question sont confrontés, de ce qu'ils prévoient de faire pour y remédier et de leurs priorités en matière d'assistance.

V. Autres questions essentielles dans l'optique de la réalisation des buts de la Convention

Coopération et assistance

88. L'article 6 de la Convention dispose qu'«en remplissant les obligations qui découlent de la présente Convention, chaque État partie a le droit de chercher à obtenir et de recevoir une assistance d'autres États parties, si possible et dans la mesure du possible». Il y est en outre indiqué que «chaque État partie qui est en mesure de le faire» fournira une assistance pour les soins aux victimes des mines, pour leur réadaptation, pour leur réintégration sociale et économique ainsi que pour des programmes de sensibilisation aux dangers des mines, pour les activités de déminage et connexes, et pour la destruction des stocks de mines antipersonnel. En vertu de cet article chaque État partie fournissant ou recevant une assistance est de plus tenu «de coopérer en vue d'assurer l'exécution rapide et intégrale des programmes d'assistance convenus».

89. La Convention indique clairement que la destruction des stocks de mines antipersonnel et le déminage des zones minées constituent des obligations dont la mise en œuvre relève de la responsabilité de chaque État partie concerné, tout comme la responsabilité de veiller au bien-être de ses citoyens – dont les victimes de mines. L'article 6 fait toutefois ressortir

que la coopération et l'assistance sont des moyens importants à la disposition des États parties qui pourraient avoir besoin d'un soutien pour s'acquitter de leurs obligations.

90. Plus de 2,2 milliards de dollars des États-Unis ont été recueillis depuis l'adoption de la Convention dans le cadre des efforts destinés à aider les États à en réaliser les buts. Près d'une quarantaine d'États parties, ainsi que plusieurs États non parties et diverses organisations internationales, ont versé des contributions pour financer l'action antimine. Bien que la sensibilisation au problème des mines terrestres ait atteint son point culminant en 1997, il convient de souligner que le volume global des apports financiers est resté relativement stable ces dernières années.

91. Plusieurs États parties ne figurant pas parmi les donateurs traditionnels ont également apporté une utile contribution aux efforts destinés à aider d'autres États parties à mettre en œuvre la Convention. On peut citer à titre d'exemple l'assistance au déminage fournie par des agents de maintien de la paix, la formation du personnel de pays en développement au déminage humanitaire dans le cadre de programmes de coopération en matière de défense, des contributions en nature consistant à détacher des experts-conseils, et la participation à des initiatives d'aide aux victimes.

92. Pour les États parties donateurs traditionnels et non traditionnels en mesure de le faire, il s'agira de renouveler pour la période 2005-2009 l'engagement pris d'aider d'autres États parties, en recourant à des moyens tels que des fonds d'affectation spéciale destinés à soutenir la mise en œuvre de la Convention et en intégrant un appui à l'action antimine dans des programmes plus vastes de caractère humanitaire, de développement ainsi que de consolidation et de maintien de la paix. Les États parties qui peuvent le faire doivent de plus s'employer en permanence à assurer le relais entre efforts d'assistance humanitaire et programmes de développement.

93. Les États parties ont affirmé que l'assistance à la mise en œuvre de la Convention constituait une entreprise collective. Il importe à l'évidence que les États parties en mesure de le faire continuent à verser des ressources financières, mais il importe tout autant que les États parties concernés assument eux-mêmes pleinement cette responsabilité en débloquant des ressources au niveau national. Les renseignements disponibles semblent indiquer que tel est

le cas. Au total [24] des États parties concernés par le problème des mines ont de leur propre chef indiqué avoir consacré à l'action antimine, depuis l'entrée en vigueur de la Convention, un montant cumulé supérieur à [200] millions de dollars provenant de sources nationales.

94. Les États parties peuvent assumer pleinement les responsabilités qui leur incombent en s'attachant à intégrer l'action antimine dans leurs plans nationaux de développement. Pareille démarche est d'autant plus logique que, dans la plupart des pays touchés, la présence de zones minées ou réputées minées entrave le développement économique et la reconstruction tout en freinant le rapatriement des réfugiés et le retour des personnes déplacées. Tout aussi logiquement, la mise en œuvre des obligations découlant de la Convention contribuera au fil du temps au développement, ce qui permettra de renforcer les capacités des États parties concernés par le problème des mines et de réduire leur dépendance à l'égard de l'assistance extérieure. La situation en matière de développement diffère à l'évidence suivant les cas et chaque État partie doit donc déterminer le rang revenant à l'action antimine parmi ses priorités globales en matière de développement, compte tenu de l'obligation visée à l'article 5.

95. La présence de zones minées ou réputées minées étant susceptible d'accroître la pauvreté, les efforts de déminage peuvent donc contribuer à faire reculer ce fléau. Les [3] États parties ci-après ont pris des mesures dans ce domaine en incorporant dans leur document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) des activités visant à procéder au déminage de zones minées et à améliorer les possibilités offertes aux personnes handicapées [Bosnie-Herzégovine, Cambodge et Tchad]. En procédant de la sorte, ces États parties ont montré à d'autres combien le DSRP, qui sert de base à l'assistance de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, peut être utile dans l'optique de la mise en œuvre des obligations découlant de la Convention. Certains États parties ont recouru à d'autres méthodes pour intégrer les obligations découlant de la Convention dans leur plan global de lutte contre la pauvreté.

96. Le rôle de la Banque mondiale, et plus généralement des banques régionales de développement, a été mis en évidence en tant que source potentielle de financement pour les États parties ayant besoin d'une assistance. Plusieurs États parties ont déjà obtenu des prêts, tandis que d'autres ont bénéficié de dons au titre du Fonds d'aide aux pays sortant d'un conflit (FPC) de la Banque mondiale. Il s'agit dès lors de veiller à ce que les États parties concernés

par le problème des mines soient bien informés des possibilités de prêts et de dons aux fins de la mise en œuvre des obligations découlant de la Convention.

97. La Convention indique clairement que l'assistance peut être fournie, entre autres, par le biais des organismes des Nations Unies, d'organisations ou institutions internationales, régionales ou nationales, du Comité international de la Croix-Rouge, des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leur Fédération internationale, d'organisations non gouvernementales ou sur une base bilatérale, ou encore en versant des contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'assistance à l'action antimine²⁰ ou à divers fonds régionaux.

98. Le système des Nations Unies a joué un rôle moteur dans la fourniture d'une assistance à plus de 20 États parties concernés par le problème des mines aux fins de la mise en œuvre de la Convention ainsi que dans l'appui à l'action antimine dans des États non parties et dans des régions affectées par les mines. Depuis 1999, le Service de l'action antimine de l'ONU a géré plus de 150 millions de dollars É.-U. de contributions au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'assistance à l'action antimine. L'Organisation des États américains a apporté son soutien à la mise en œuvre de la Convention dans les Amériques, en apportant son concours à plus d'une dizaine d'États parties concernés par le problème des mines dans l'hémisphère occidental et en s'engageant à appuyer, sur les plans politique, financier et technique, l'action antimine menée par ses États membres. Le Fonds international d'affectation spéciale pour le déminage et l'assistance aux victimes des mines a constitué une filière de financement importante pour l'Europe du Sud-Est, l'OTAN a comblé un grand vide en apportant son soutien à la destruction des stocks de mines en Europe et en Asie centrale et l'Union européenne figure parmi les plus importants contributeurs à l'action antimine, y compris à la destruction des stocks de mines. Plus récemment, l'OSCE a commencé à apporter son soutien à la mise en œuvre de la Convention en Asie centrale.

99. Depuis l'entrée en vigueur de la Convention, le CICR a mobilisé et engagé près de 100 millions de dollars au titre de l'assistance à la prise en charge et à la réadaptation

²⁰ Le texte de la Convention fait état du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'assistance au déminage, lequel a été rebaptisé depuis que la Convention a été adoptée.

des victimes de mines terrestres et à l'exécution de programmes éducatifs de sensibilisation au danger des mines. D'autres organisations, en particulier celles qui participent à la Campagne internationale pour l'interdiction des mines, ont également fait des contributions importantes dans ces domaines, s'ajoutant au soutien qu'elles ont apporté aux efforts de déminage et à des actions connexes. Depuis l'adoption de la Convention, le Centre international de désarmement humanitaire de Genève est en outre devenu une importante source d'assistance, sous la forme d'un soutien opérationnel, de travaux de recherche et d'un appui au fonctionnement général de la Convention.

100. Tous ces acteurs doivent demeurer aussi attachés aux buts de la Convention à l'avenir qu'ils l'ont été dans le passé. Leurs efforts ont permis de progresser dans l'application de la Convention mais bien davantage doit être fait. En particulier, alors que des progrès considérables ont été accomplis dans le domaine du renforcement des capacités nationales, il faut encore veiller à ce que les autorités nationales aient les moyens de prendre pleinement en main les efforts visant à mettre en œuvre la Convention. Comme l'illustre l'avancée que représente l'intégration de l'action antimine dans le processus d'appels consolidés des Nations Unies, des efforts devraient être entrepris pour pérenniser l'appui fourni et, s'il y a lieu, intégrer l'action antimine dans les activités en cours. De nombreuses organisations sont en outre parvenues à obtenir un soutien financier ou en nature auprès d'organismes privés et de particuliers. Au cours de la prochaine période de mise en œuvre, il faudra s'employer à parvenir à un degré d'engagement au moins du même ordre.

101. Des ressources financières considérables seront nécessaires pour respecter les obligations au cours des cinq prochaines années, mais les États parties ont appris que la coopération et l'assistance aux fins de la réalisation des buts de la Convention ne se réduisaient pas à une simple question d'argent. Le degré d'efficacité dans l'utilisation de ressources limitées et leur mode d'affectation revêtent aussi une grande importance. Les États parties devront s'employer à améliorer le rapport coût-efficacité des activités de mise en œuvre, en tirant des leçons d'une coordination efficace et en prenant en main les programmes.

102. Les États parties en mesure de le faire devront en outre veiller à ce que le soutien apporté à certains des premiers États concernés par le problème des mines à avoir adhéré à la Convention ne s'interrompe pas avant la mise en œuvre intégrale de l'article 5. De leur côté, ces derniers

doivent s'attacher à accroître leurs contributions nationales en vue de faire aboutir ces efforts tout en faisant bien connaître leurs besoins de ressources extérieures.

103. La prise en charge, la réadaptation et la réinsertion des victimes de mines terrestres est souvent une entreprise qui doit s'étaler sur toute la durée de la vie de ces personnes. Faire face à cette tâche ne sera pas facile pour les États parties comptant un grand nombre de victimes de mines terrestres. Dans bien des cas, une telle tâche ne peut être accomplie qu'avec l'assistance des États parties en mesure d'apporter des ressources et l'énergie nécessaires pour porter assistance aux victimes.

104. Très peu d'États parties en mesure de le faire ont fourni un appui en vue de la destruction des stocks de mines, même si un petit nombre d'États parties seulement en ont besoin. Étant donné que certains des nouveaux États parties possèdent de grandes quantités de mines à détruire, il faudrait que, collectivement, les États parties s'emploient à instaurer une coopération dans ce domaine.

Transparence et échange d'informations

105. L'article 7 de la Convention prévoit un important mécanisme visant à en assurer une mise en œuvre transparente. Cet article requiert des États parties qu'ils fournissent ouvertement et régulièrement des informations sur les points suivants:

- Les mesures d'application nationales visées à l'article 9;
- Le total des stocks de mines antipersonnel dont ils sont propriétaires ou détenteurs ou qui se trouvent sous leur juridiction ou son contrôle, y compris une ventilation par type, quantité et, si cela est possible, par numéro de lot pour chaque type de mines antipersonnel stockées;
- Dans la mesure du possible, la localisation de toutes les zones minées sous leur juridiction ou leur contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée, y compris le maximum de précisions possible sur le type et la quantité de chaque type de mines antipersonnel dans chacune des zones minées et la date de leur mise en place;

- Les types et quantités et, si possible, les numéros de lots de toutes les mines antipersonnel conservées ou transférées pour la mise au point de techniques de détection des mines, de déminage ou de destruction des mines, et pour la formation à ces techniques, ou bien celles transférées dans un but de destruction, de même que les institutions autorisées par les États parties à conserver ou à transférer des mines antipersonnel conformément à l'article 3;
- L'État des programmes de reconversion ou de mise hors service des installations de production des mines antipersonnel;
- L'état des programmes de destruction des mines antipersonnel visés aux articles 4 et 5, y compris des précisions sur les méthodes qui seront utilisées pour la destruction, la localisation de tous les lieux de destruction et les normes à observer en matière de sécurité et de protection de l'environnement;
- Les types et quantités de toutes les mines antipersonnel détruites après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour les États parties, y compris une ventilation de la quantité de chaque type de mines antipersonnel détruites, conformément aux articles 4 et 5, respectivement, de même que, si possible, les numéros de lots de chaque type de mines antipersonnel dans le cas d'une destruction conformément à l'article 4;
- Les caractéristiques techniques de chaque type de mines antipersonnel produites, dans la mesure où elles sont connues, ainsi que de celles dont les États parties sont actuellement propriétaires ou détenteurs, y compris, dans une mesure raisonnable, le genre de renseignements qui peuvent faciliter l'identification et l'enlèvement des mines antipersonnel; au minimum, ces renseignements incluront les dimensions, le type d'allumeur, le contenu en explosif et en métal, des photographies couleur et tout autre renseignement qui peut faciliter le déminage; et
- Les mesures prises pour alerter dans les plus brefs délais et de manière effective la population au sujet de toutes les zones identifiées conformément au paragraphe 2 de l'article 5.

106. Conformément au paragraphe 1 de l'article 7, chaque État partie doit présenter un rapport initial au dépositaire aussitôt que possible et, en tout état de cause, au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention pour cet État. Au total, 141 des [143] États ayant ratifié la Convention ou y ayant adhéré ont été priés de soumettre un tel rapport initial. Tous l'ont fait sauf les [8] États parties suivants: [Burundi, Cap-Vert, Guinée équatoriale, Guyana, Libéria, République centrafricaine, Sainte-Lucie et Sao Tomé-et-Principe (voir l'annexe VII)].

107. Conformément au paragraphe 2 de l'article 7, chaque État partie doit mettre à jour annuellement, en couvrant la dernière année civile, les renseignements fournis conformément audit article et les communiquer au dépositaire au plus tard le 30 avril de chaque année. Tous les États parties qui étaient tenus de soumettre un tel rapport en 2004 l'ont fait hormis les [26] États parties suivants: [Andorre, Antigua-et-Barbuda, Barbade, Bolivie, Botswana, Cameroun, Costa Rica, Érythrée, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Lesotho, Madagascar, Maldives, Nioué, Panama, Paraguay, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Samoa, Seychelles, Swaziland, Trinité-et-Tobago, Venezuela et Zimbabwe (voir l'annexe VII)].

108. En vertu du paragraphe 3 de l'article 7, le Secrétaire général de l'ONU est chargé de transmettre les rapports reçus en application dudit article aux États parties. Lors de la première Assemblée, en 1999, les États parties se sont entendus sur les modalités de distribution de ces rapports. Ils sont en particulier convenus qu'il serait à la fois judicieux et économique d'afficher ces rapports sur l'Internet, d'encourager les États parties à en leur transmettre une version électronique et de faire preuve de pragmatisme quant à leur traduction. En outre, il a été convenu d'assurer à tous les acteurs intéressés l'accès aux rapports soumis, un tel accès étant conforme à l'objet humanitaire de la Convention. La première Assemblée des États parties a également adopté un mode de présentation commun des rapports. Ces diverses modalités se sont révélées avantageuses pour les États parties au cours de leurs cinq premières années d'application. De plus, le Département des affaires de désarmement de l'ONU, agissant au nom du Secrétaire général, a consenti des efforts louables pour recevoir les rapports et en assurer la distribution, sans coût supplémentaire pour les États parties.

109. Les différentes informations devant figurer dans les rapports à soumettre en application de l'article 7 ont déjà été mentionnées ailleurs dans le présent rapport hormis trois types de données, à savoir les informations relatives aux mines conservées ou transférées aux fins visées

à l'article 3, la reconversion ou la mise hors service d'installations de production de mines antipersonnel et les caractéristiques techniques des mines produites dans le passé ou actuellement détenues par l'État partie:

110. Les [74] États parties suivants ont rendu compte des mines antipersonnel conservées ou transférées pour la mise au point de techniques de détection des mines, de déminage ou de destruction des mines et pour la formation à ces techniques, conformément à l'article 3: [Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Angola, Argentine, Australie, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Grèce, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Luxembourg, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Moldova, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yémen, Zambie et Zimbabwe]. Les tableaux figurant à l'annexe VIII récapitulent le nombre de mines conservées ou transférées, pour différentes années, sur lesquelles des informations ont été communiquées conformément à l'article 7. Certains États parties ont fourni volontairement des informations concernant l'usage qu'ils entendaient faire de ces mines et leur utilisation effective.

111. Les [22] États parties suivants ont fourni des informations sur la reconversion ou la mise hors service des installations de production de mines antipersonnel: [Afrique du Sud, Albanie, Argentine, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Colombie, Danemark, Espagne, France, Hongrie, Italie, Japon, Ouganda, Pérou, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède];

112. Les [65] États parties suivants ont fourni les caractéristiques techniques des mines antipersonnel produites ou actuellement détenues, pour en faciliter l'identification et l'enlèvement: [Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Angola, Argentine, Australie, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Croatie, Danemark, Djibouti, Équateur, Érythrée, Espagne, ex-République

yougoslave de Macédoine, France, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pérou, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay, Yémen, Zambie et Zimbabwe].

113. À la deuxième Assemblée des États parties, en 2000, les États parties ont examiné les moyens et modalités techniques de diffusion des rapports, en adoptant la *Formule J* qui donne aux États parties la possibilité de présenter à leur gré des rapports sur d'autres questions pertinentes, notamment des questions concernant le respect et l'application de la Convention autres que celles devant être couvertes dans les rapports prévus à l'article 7. Les États parties ont en outre été encouragés à utiliser cette formule pour rendre compte des activités réalisées en application de l'article 6, concernant en particulier l'aide fournie pour les soins aux victimes des mines, leur réadaptation et leur réinsertion sociale et économique. Depuis l'adoption de la *Formule J*, les [59] États parties suivants ont utilisé cette possibilité de soumettre à leur gré des rapports: [Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Angola, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Croatie, Danemark, Équateur, Espagne, France, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Malawi, Malte, Maurice, Mexique, Monaco, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Soudan, Suède, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Yémen et Zimbabwe].

114. À leur quatrième Assemblée, en 2002, les États parties ont à nouveau examiné les moyens et modalités techniques de diffusion des rapports. Selon les suggestions figurant dans un document établi par le Président, les États parties ont été encouragés à utiliser au mieux les formules de communication des données, qui constituent un moyen important de mesurer les progrès accomplis et de faire connaître les besoins, et sont convenus de donner suite, si nécessaire, à certaines de ces suggestions. Comme indiqué, il y était suggéré, entre autres, d'encourager les États parties à se servir de la possibilité de fournir des «informations supplémentaires», de manière à faciliter les efforts de coopération et d'assistance.

115. Le programme de travail intersessions, adopté par les États parties en 1999 est venu compléter l'échange officiel d'informations requises en vertu de l'article 7. Se fondant sur des principes tels que la cohérence, la souplesse, le partenariat, le caractère informel des travaux, la continuité et la préparation efficace, ce programme a donné de bons résultats en particulier dans les domaines suivants:

- Sensibilisation;
- Rapprochement des points de vue sur diverses questions;
- Mise en évidence de pratiques optimales;
- Mise en commun de données d'expérience et d'informations sur les moyens dont on dispose pour s'attaquer au problème des mines terrestres;
- Possibilité offerte aux différents acteurs de l'action antimine de se réunir et d'échanger des idées.

Aspect le plus important, le programme de travail intersessions a fourni un cadre tant aux États parties concernés par le problème des mines qu'à ceux qui ont entrepris de détruire leurs stocks pour échanger des informations sur leurs problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance, et aux États parties en mesure de le faire, la possibilité d'échanger des informations sur l'appui qu'ils peuvent fournir. En ce sens, l'échange informel d'informations rendu possible par le programme de travail intersessions a grandement contribué à la mise en œuvre pratique des mesures de coopération et d'assistance au titre de la Convention.

116. Depuis l'entrée en vigueur de la Convention, les États parties, dans le cadre de leurs Assemblées annuelles et des réunions du Comité permanent sur l'état et le fonctionnement d'ensemble de la Convention, ont partagé des informations et échangé des vues sur l'application de divers articles de la Convention. Ils ont examiné en particulier les questions suivantes:

- En ce qui concerne l'article premier, les États parties ont examiné l'alinéa *c* du paragraphe 1 (selon lequel chaque État partie s'engage à ne jamais assister, encourager ou inciter, de quelque manière, quiconque à s'engager dans toute activité interdite à un État partie en vertu de la Convention) et la façon dont ils concevaient

son application lorsqu'ils étaient engagés dans des opérations militaires avec des États non parties à la Convention. Les États parties ont en outre examiné la question de savoir si le transit de mines antipersonnel par le territoire d'un État non partie à la Convention relevait de ces dispositions;

- En ce qui concerne l'article 2, les États parties ont examiné la question de savoir si la définition d'une mine antipersonnel, à savoir une mine conçue pour exploser du fait de la présence, de la proximité ou du contact d'une personne et destinée à mettre hors de combat, blesser ou tuer une ou plusieurs personnes, s'appliquait aux mines équipées de dispositifs de mise à feu sensibles ou de dispositifs antimanipulation;
- En ce qui concerne l'article 3, les États parties ont débattu de ce qui constituait le «nombre minimum (de mines antipersonnel) absolument nécessaire» qu'il était permis de conserver au titre de cet article «pour la mise au point de techniques de détection des mines, de déminage ou de destruction des mines, et pour la formation à ces techniques».

117. Les organisations non gouvernementales ont joué un rôle important dans l'échange d'informations relatives à la mise en œuvre de la Convention. En particulier, l'initiative de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres «Surveillance des mines terrestres» a apporté aux États parties et à d'autres des informations indépendantes détaillées sur les actions entreprises par tous les États aux fins de la réalisation des buts de la Convention.

118. À l'issue de la première Conférence chargée de l'examen de la Convention, il faudra veiller à ce que les [8] États parties n'ayant pas encore soumis de rapport initial au titre des mesures de transparence en application du paragraphe 1 de l'article 7 le fassent dès que possible. Le taux global de soumission de rapports a certes dépassé [75] % pour l'année de la tenue de la Conférence d'examen, mais les États parties devront continuer après cela à s'acquitter de l'obligation qui leur incombe de présenter chaque année un rapport. Ce constat vaut plus particulièrement pour les États parties en train de détruire des stocks de mines conformément à l'article 4, pour les États parties ayant décidé de conserver des mines antipersonnel conformément à l'article 3 et pour les États parties qui adoptent des mesures conformément à l'article 9. Les rapports annuels que doivent présenter les États parties concernés par le problème

des mines seront d'une importance grandissante pour confirmer que les obligations découlant de l'article 5 ont été respectées ou indiquer, aussitôt que possible, les obstacles à surmonter avant de pouvoir respecter ces obligations.

119. Il importe également pour les États parties non seulement d'assurer le dynamisme des Assemblées des États parties mais aussi de recourir énergiquement aux moyens informels de partage de l'information (par exemple le programme de travail intersessions ou des conférences et séminaires à l'échelon régional) et aux moyens non contraignants sur le plan juridique de faire preuve de transparence (par exemple dans la destruction de mines antipersonnel et le déminage de zones minées).

Prévention et répression des activités interdites et aide à fournir au sujet du respect des dispositions

120. Les États parties sont individuellement et collectivement responsables de l'application des dispositions de la Convention.

121. C'est à chaque État partie qu'il incombe au premier chef de faire respecter les dispositions de la Convention en adoptant et en mettant en œuvre, si nécessaire, les mesures visées à l'article 9, lequel impose à chaque État partie de prendre toutes les mesures législatives, réglementaires et autres appropriées, y compris l'imposition de sanctions pénales, pour prévenir et réprimer toute activité interdite à un État partie en vertu de la Convention, qui serait menée par des personnes ou sur un territoire sous sa juridiction ou son contrôle.

122. En vertu de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 7, chaque État partie est tenu de présenter au Secrétaire général des Nations Unies un rapport sur «les mesures d'application nationales visées à l'article 9», et de mettre à jour annuellement ce rapport. Les [37] États parties suivants ont indiqué qu'ils avaient adopté des textes législatifs en relation avec les obligations découlant de l'article 9: [Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Belize, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Colombie, Costa Rica, Espagne, France, Guatemala, Honduras, Hongrie, Islande, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Mali, Malte, Maurice, Monaco, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago, Zambie et Zimbabwe]. En outre, les [18] États parties suivants ont indiqué qu'ils considéraient

que leur législation en vigueur suffisait pour donner effet à la Convention: [Bulgarie, Croatie, Danemark, ex-République yougoslave de Macédoine, Guinée-Bissau, Irlande, Lesotho, Mexique, Pays-Bas, Portugal, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Saint-Siège, Samoa, Slovaquie, Slovénie, Tadjikistan et Tunisie].

123. [Trente et un (31)] États parties ont fait savoir qu'ils étaient en passe d'adopter des textes de loi pour assurer la mise en œuvre de la Convention: [Albanie, Argentine, Bangladesh, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cameroun, Chili, Congo, Djibouti, El Salvador, Jamaïque, Kenya, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, République démocratique du Congo, Sénégal, Seychelles, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo et Yémen]. [Cinquante-sept (57)] États parties n'ont pas encore indiqué avoir pris de mesures législatives en application de l'article 9. Au cours de la période 2005-2009, il faudra que tous les États parties qui ne l'ont pas encore fait instituent les mesures législatives visées à l'article 9 et rendent compte de ces mesures, conformément aux dispositions de l'article 7.

124. Certains États parties ont indiqué avoir pris, en sus des mesures législatives, d'autres mesures visées à l'article 9 pour prévenir et réprimer les activités interdites. Il convient notamment de mentionner la diffusion systématique d'informations relatives aux interdictions consacrées par la Convention auprès de leurs forces armées, l'élaboration de matériels de formation à l'intention des forces armées, la distribution du texte de la Convention dans les établissements d'enseignement militaire et l'adoption de directives à l'intention des forces de police. Peu nombreux sont toutefois les États parties qui ont indiqué avoir pris des mesures de cet ordre ou d'autres mesures destinées à accorder leur doctrine politique avec les obligations découlant de la Convention. La plupart des États parties devront donc s'attacher à prendre des dispositions visant à prévenir et à réprimer les activités interdites – en complément des mesures d'ordre législatif – et à faire rapport sur ce point.

125. L'article 8 fournit aux États parties divers moyens de faciliter le respect des dispositions et d'apporter des éclaircissements à ce sujet. Au cours de la période couverte par le présent examen, un État partie, le Canada, a facilité un dialogue informel sur les moyens en question. Ainsi qu'il ressort de ce dialogue, il est communément admis que le respect des dispositions de la Convention doit être considéré dans l'optique de la coopération visant à en faciliter la mise

en œuvre. En outre, conscients de la nécessité de faire dûment respecter toutes les obligations découlant de la Convention, les États parties se sont déclarés résolus à la mettre effectivement en œuvre et à se conformer pleinement à ses dispositions, dans l'esprit de coopération et de collaboration qui caractérisait le Processus d'Ottawa. À ce propos, des États parties ont reconnu la responsabilité leur incombant de demander des éclaircissements sur ces points dans le même esprit de coopération en cas de préoccupations sérieuses quant au non-respect d'une des obligations découlant de la Convention.

126. Aucun État partie n'a encore demandé, à l'occasion d'une assemblée des États parties, des éclaircissements en vertu du paragraphe 2 de l'article 8 ou proposé de convoquer une assemblée extraordinaire des États parties en vertu du paragraphe 5 de cet article. Ce fait, conjugué à un degré exceptionnel de conformité aux dispositions de la Convention, fait ressortir l'attachement des États parties aux buts de la Convention et témoigne de leur volonté, comme stipulé au paragraphe 1 de l'article 8, de «travailler dans un esprit de coopération afin de faciliter le respect par les États parties des obligations découlant de la présente Convention».

127. Conformément au paragraphe 9 de l'article 8, le Département des affaires de désarmement de l'ONU s'est acquitté de la tâche assignée au Secrétaire général des Nations Unies, consistant à préparer et actualiser une liste indiquant les noms, nationalités et qualités d'experts qualifiés, désignés pour les missions d'établissement des faits conformément au paragraphe 8 du même article. Le Département des affaires de désarmement a régulièrement communiqué ces informations à tous les États parties. Depuis l'entrée en vigueur de la Convention, les États parties suivants ont fourni les noms d'experts qualifiés: Allemagne, Bulgarie, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, France, Hongrie, Slovénie, Suède, Suisse et Thaïlande.

128. Un État partie, la Colombie, a indiqué être confronté à des acteurs non étatiques armés se livrant à des activités interdites sur son territoire. Ces acteurs sont tenus de se conformer à la Convention dans la mesure où leurs activités relèvent de la juridiction de l'État en question et ils pourraient être rendus comptables d'infractions aux dispositions de la Convention, conformément aux mesures nationales de mise en œuvre introduites par l'État partie en application de l'article 9.

Appui à la mise en œuvre

129. Ainsi qu'il a été indiqué, la première Assemblée des États parties a établi en 1999 le programme des travaux à mener entre les sessions, le but étant d'«assurer une application plus systématique et efficace de la Convention par un programme de travail plus régulier». Ce faisant, les États parties ont reconnu combien il était important que des comités permanents soient chargés de l'examen de questions liées au fonctionnement de la Convention, «qui mèneraient entre les sessions des travaux auxquels participeraient de larges secteurs de la communauté internationale, dans le but d'avancer dans la réalisation des objectifs humanitaires de la Convention». Il s'agissait «d'organiser les travaux dans le cadre de la Convention de telle manière que la continuité, la franchise, la transparence, l'ouverture et l'esprit de coopération s'en trouvent renforcés».

130. Cinq comités permanents d'experts avaient été initialement créés. À leur deuxième Assemblée, en 2000, les États parties en ont ramené le nombre à quatre, la question des techniques de déminage étant incorporée dans les travaux du Comité permanent chargé du déminage. En outre, le programme de travail intersessions a été rendu plus efficace par la décision de tenir les réunions de tous les comités permanents consécutivement au cours de deux sessions par an, d'une durée d'une semaine chacune. Les États parties ont également recommandé que ceux qui le peuvent « envisagent de faire des contributions volontaires afin que les réunions intersessions puissent se tenir dans plusieurs langues». La Commission européenne a répondu à cet appel en veillant à ce qu'une interprétation soit assurée en anglais, en espagnol et en français aux réunions des comités permanents sans frais pour les États parties.

131. À la troisième Assemblée des États parties, en 2001, la structure des comités a été légèrement modifiée, la question de la sensibilisation aux dangers des mines étant transférée du Comité permanent sur l'assistance aux victimes au Comité permanent sur le déminage. À leur quatrième Assemblée, en 2002, les États parties sont convenus d'axer plus précisément le programme de travail intersessions, d'ici à la première Conférence d'examen, sur les domaines intéressant directement les buts fondamentaux de la Convention, qui sont: de détruire les mines antipersonnel toujours stockées; de déminer les zones où se trouvent des mines antipersonnel; de fournir une assistance aux survivants d'accidents dus à des mines terrestres; et de faire en sorte que l'interdiction des mines antipersonnel soit universellement acceptée. La cinquième

Assemblée des États parties, en 2003, a réaffirmé la nécessité de continuer à axer très clairement les efforts sur les questions qui intéressent le plus directement ces buts fondamentaux.

132. À chacune des Assemblées des États parties, il a été procédé à l'élection des coprésidents et des corapporteurs des comités permanents, la pratique suivie consistant à élire les corapporteurs d'une année donnée au poste de coprésident l'année suivante. On trouvera à l'annexe IX un tableau contenant les noms des États parties ayant assumé les fonctions de coprésident et de corapporteur.

133. Les États parties ont reconnu l'utilité du Comité de coordination, créé en 2000 à la deuxième Assemblée des États parties, ainsi que l'importance de ses travaux pour le bon fonctionnement et une mise en œuvre efficace de la Convention. En s'acquittant de son mandat, ce comité a fait preuve de pragmatisme et de souplesse concernant la coordination du programme de travail intersessions. Il a en outre mené ses activités de manière transparente, en affichant des comptes rendus succincts de ses réunions sur le site Web du Centre international de déminage humanitaire de Genève et en veillant à ce que des mises à jour soient communiquées aux États parties par l'intermédiaire de son Président.

134. Les États parties ont pris note des travaux entrepris par les États parties intéressés dans le cadre du programme de parrainage créé en 2000, qui a permis d'assurer une plus large représentation aux réunions ayant trait à la Convention. Il ont en outre exprimé leur satisfaction au Centre international de déminage humanitaire de Genève pour sa gestion efficace du programme de parrainage, sans frais supplémentaires pour les donateurs. Depuis sa création, ce programme a reçu des contributions volontaires des États parties ci-après: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, France, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse. Dans les années à venir, le problème consistera à maintenir le niveau de financement nécessaire en faveur du programme de parrainage après la première Conférence d'examen. En outre, ceux qui ont bénéficié du programme devront examiner le niveau d'assistance dont ils ont besoin pour que d'autres puissent recevoir l'appui voulu.

135. Les États parties ont constaté avec satisfaction que l'Unité d'appui à l'application de la Convention, créée en 2001 au sein du Centre international de déminage humanitaire de Genève en vertu d'un mandat convenu à la troisième Assemblée des États parties, contribuait de façon

constructive à soutenir les efforts déployés par les États parties en vue de mettre en œuvre la Convention. Cette Unité a répondu aux attentes des États parties en apportant son concours aux présidents nommés au titre de la Convention, au Comité de coordination, aux comités permanents et au programme de parrainage, en menant des travaux en matière de communications et de liaison, de budget et de planification, et en mettant en place un centre de documentation sur la Convention.

136. De nombreux États parties ont répondu à l'appel tendant à fournir sur une base volontaire les ressources financières nécessaires au fonctionnement de l'Unité d'appui à l'application de la Convention, le Fonds de contributions volontaires créé à cet effet en 2001 ayant reçu des contributions des États parties suivants: [Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Croatie, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Thaïlande]. Le défi à relever dans les années à venir consistera à faire en sorte que les donateurs antérieurs continuent à verser des contributions et que des États parties supplémentaires contribuent régulièrement à ce mécanisme très utile pour l'application de la Convention.

Annexe I

Dates de ratification/d'adhésion et d'entrée en vigueur

Pays	Date de ratification/d'adhésion	Date d'entrée en vigueur
Afghanistan	11 septembre 2002	1 ^{er} mars 2003
Afrique du Sud*	26 juin 1998	1 ^{er} mars 1999
Albanie*	29 février 2000	1 ^{er} août 2000
Algérie*	9 octobre 2001	1 ^{er} avril 2002
Allemagne*	23 juillet 1998	1 ^{er} mars 1999
Andorre*	29 juin 1998	1 ^{er} mars 1999
Angola*	5 juin 2002	1 ^{er} janvier 2003
Antigua-et-Barbuda*	3 mai 1999	1 ^{er} novembre 1999
Argentine*	14 septembre 1999	1 ^{er} mars 2000
Australie*	14 janvier 1999	1 ^{er} juillet 1999
Autriche*	29 juin 1998	1 ^{er} mars 1999
Bahamas*	31 juillet 1998	1 ^{er} mars 1999
Bangladesh*	6 septembre 2000	1 ^{er} mars 2001
Barbade*	26 janvier 1999	1 ^{er} juillet 1999
Bélarus	3 septembre 2003	1 ^{er} mars 2004
Belgique*	4 septembre 1998	1 ^{er} mars 1999
Belize*	23 avril 1998	1 ^{er} mars 1999
Bénin*	25 septembre 1998	1 ^{er} mars 1999
Bolivie*	9 juin 1998	1 ^{er} mars 1999
Bosnie-Herzégovine*	8 septembre 1998	1 ^{er} mars 1999
Botswana*	1 ^{er} mars 2000	1 ^{er} septembre 2000
Brésil*	30 avril 1999	1 ^{er} octobre 1999
Bulgarie*	4 septembre 1998	1 ^{er} mars 1999
Burkina Faso*	16 septembre 1998	1 ^{er} mars 1999
Burundi*	22 octobre 2003	1 ^{er} avril 2004
Cambodge*	28 juillet 1999	1 ^{er} janvier 2000
Cameroun*	19 septembre 2002	1 ^{er} mars 2003

* État signataire.

Pays	Date de ratification/d'adhésion	Date d'entrée en vigueur
Canada *	3 décembre 1997	1 ^{er} mars 1999
Cap-Vert *	14 mai 2001	1 ^{er} novembre 2001
Chili *	10 septembre 2001	1 ^{er} mars 2002
Chypre *	17 janvier 2003	1 ^{er} juillet 2003
Colombie *	6 septembre 2000	1 ^{er} mars 2001
Comores	19 septembre 2002	1 ^{er} mars 2003
Congo	4 mai 2001	1 ^{er} novembre 2001
Costa Rica *	17 mars 1999	1 ^{er} septembre 1999
Côte d'Ivoire *	30 juin 2000	1 ^{er} décembre 2000
Croatie *	20 mai 1998	1 ^{er} mars 1999
Danemark *	8 juin 1998	1 ^{er} mars 1999
Djibouti *	18 mai 1998	1 ^{er} mars 1999
Dominique *	26 mars 1999	1 ^{er} septembre 1999
El Salvador *	27 janvier 1999	1 ^{er} juillet 1999
Équateur *	29 avril 1999	1 ^{er} octobre 1999
Érythrée	27 août 2001	1 ^{er} février 2002
Espagne *	19 février 1999	1 ^{er} juillet 1999
Estonie	12 mai 2004	1 ^{er} novembre 2004
Ex-République yougoslave de Macédoine	9 septembre 1998	1 ^{er} mars 1999
Fidji *	10 juin 1998	1 ^{er} mars 1999
France *	23 juillet 1998	1 ^{er} mars 1999
Gabon *	8 septembre 2000	1 ^{er} mars 2001
Gambie *	23 septembre 2002	1 ^{er} mars 2003
Ghana *	30 juin 2000	1 ^{er} décembre 2000
Grèce *	25 septembre 2003	1 ^{er} mars 2004
Grenade *	19 août 1998	1 ^{er} mars 1999
Guatemala *	26 mars 1999	1 ^{er} septembre 1999
Guinée *	8 octobre 1998	1 ^{er} avril 1999
Guinée équatoriale	16 septembre 1998	1 ^{er} mars 1999
Guinée-Bissau *	22 mai 2001	1 ^{er} novembre 2001
Guyana *	5 août 2003	1 ^{er} février 2004
Honduras *	24 septembre 1998	1 ^{er} mars 1999

Pays	Date de ratification/d'adhésion	Date d'entrée en vigueur
Hongrie *	6 avril 1998	1 ^{er} mars 1999
Îles Salomon *	26 janvier 1999	1 ^{er} juillet 1999
Irlande *	3 décembre 1997	1 ^{er} mars 1999
Islande *	5 mai 1999	1 ^{er} novembre 1999
Italie *	23 avril 1999	1 ^{er} octobre 1999
Jamaïque *	17 juillet 1998	1 ^{er} mars 1999
Japon *	30 septembre 1998	1 ^{er} mars 1999
Jordanie *	13 novembre 1998	1 ^{er} mai 1999
Kenya *	23 janvier 2001	1 ^{er} juillet 2001
Kiribati	7 septembre 2000	1 ^{er} mars 2001
Lesotho *	2 décembre 1998	1 ^{er} juin 1999
Libéria	23 décembre 1999	1 ^{er} juin 2000
Liechtenstein *	5 octobre 1999	1 ^{er} avril 2000
Lituanie *	12 mai 2003	1 ^{er} novembre 2003
Luxembourg *	14 juin 1999	1 ^{er} décembre 1999
Madagascar *	16 septembre 1999	1 ^{er} mars 2000
Malaisie *	22 avril 1999	1 ^{er} octobre 1999
Malawi *	13 août 1998	1 ^{er} mars 1999
Maldives *	7 septembre 2000	1 ^{er} mars 2001
Mali *	2 juin 1998	1 ^{er} mars 1999
Malte *	7 mai 2001	1 ^{er} novembre 2001
Maurice *	3 décembre 1997	1 ^{er} mars 1999
Mauritanie *	21 juillet 2000	1 ^{er} janvier 2001
Mexique *	9 juin 1998	1 ^{er} mars 1999
Monaco *	17 novembre 1998	1 ^{er} mai 1999
Mozambique *	25 août 1998	1 ^{er} mars 1999
Namibie *	21 septembre 1998	1 ^{er} mars 1999
Nauru	7 août 2000	1 ^{er} février 2001
Nicaragua *	30 novembre 1998	1 ^{er} mai 1999
Niger *	23 mars 1999	1 ^{er} septembre 1999
Nigéria	27 septembre 2001	1 ^{er} mars 2002
Nioué *	15 avril 1998	1 ^{er} mars 1999
Norvège *	9 juillet 1998	1 ^{er} mars 1999

Pays	Date de ratification/d'adhésion	Date d'entrée en vigueur
Nouvelle-Zélande*	27 janvier 1999	1 ^{er} juillet 1999
Ouganda*	25 février 1999	1 ^{er} août 1999
Panama*	7 octobre 1998	1 ^{er} avril 1999
Papouasie-Nouvelle-Guinée	28 juin 2004	1 ^{er} décembre 2004
Paraguay*	13 novembre 1998	1 ^{er} mai 1999
Pays-Bas*	12 avril 1999	1 ^{er} octobre 1999
Pérou*	17 juin 1998	1 ^{er} mars 1999
Philippines*	15 février 2000	1 ^{er} août 2000
Portugal*	19 février 1999	1 ^{er} août 1999
Qatar*	13 octobre 1998	1 ^{er} avril 1999
République centrafricaine	8 novembre 2002	1 ^{er} mai 2003
République de Moldova*	8 septembre 2000	1 ^{er} mars 2001
République démocratique du Congo	2 mai 2002	1 ^{er} novembre 2002
République dominicaine*	30 juin 2000	1 ^{er} décembre 2000
République tchèque*	26 octobre 1999	1 ^{er} avril 2000
République-Unie de Tanzanie*	13 novembre 2000	1 ^{er} mai 2001
Roumanie*	30 novembre 2000	1 ^{er} mai 2001
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*	31 juillet 1998	1 ^{er} mars 1999
Rwanda*	8 juin 2000	1 ^{er} décembre 2000
Sainte-Lucie*	13 avril 1999	1 ^{er} octobre 1999
Saint-Kitts-et-Nevis*	2 décembre 1998	1 ^{er} juin 1999
Saint-Marin*	18 mars 1998	1 ^{er} mars 1999
Saint-Siège*	17 février 1998	1 ^{er} mars 1999
Saint-Vincent-et-les Grenadines*	1 ^{er} août 2001	1 ^{er} février 2002
Samoa*	23 juillet 1998	1 ^{er} mars 1999
Sao Tomé-et-Principe*	31 mars 2003	1 ^{er} septembre 2003
Sénégal*	24 septembre 1998	1 ^{er} mars 1999
Serbie-et-Monténégro	18 septembre 2003	1 ^{er} mars 2004
Seychelles*	2 juin 2000	1 ^{er} décembre 2000
Sierra Leone*	25 avril 2001	1 ^{er} octobre 2001
Slovaquie*	25 février 1999	1 ^{er} août 1999
Slovénie*	27 octobre 1998	1 ^{er} avril 1999

Pays	Date de ratification/d'adhésion	Date d'entrée en vigueur
Soudan *	13 octobre 2003	1 ^{er} avril 2004
Suède *	30 novembre 1998	1 ^{er} mai 1999
Suisse *	24 mars 1998	1 ^{er} mars 1999
Suriname *	23 mai 2002	1 ^{er} novembre 2002
Swaziland *	22 décembre 1998	1 ^{er} juin 1999
Tadjikistan	12 octobre 1999	1 ^{er} avril 2000
Tchad *	6 mai 1999	1 ^{er} novembre 1999
Thaïlande *	27 novembre 1998	1 ^{er} mai 1999
Timor-Leste	7 mai 2003	1 ^{er} novembre 2003
Togo *	9 mars 2000	1 ^{er} septembre 2000
Trinité-et-Tobago *	27 avril 1998	1 ^{er} mars 1999
Tunisie *	9 juillet 1999	1 ^{er} janvier 2000
Turkménistan *	19 janvier 1998	1 ^{er} mars 1999
Turquie	25 septembre 2003	1 ^{er} mars 2004
Uruguay *	7 juin 2001	1 ^{er} décembre 2001
Venezuela *	14 avril 1999	1 ^{er} octobre 1999
Yémen *	1 ^{er} septembre 1998	1 ^{er} mars 1999
Zambie *	23 février 2001	1 ^{er} août 2001
Zimbabwe *	18 juin 1998	1 ^{er} mars 1999

Annexe II

États qui n'ont pas ratifié la Convention ou n'y ont pas adhéré

Arménie	Koweït
Arabie saoudite	Lettonie
Azerbaïdjan	Liban
Bahreïn	Maroc
Bhoutan	Micronésie (États fédérés de)
Brunéi Darussalam *	Mongolie
Chine	Myanmar (Birmanie)
Cuba	Népal
Égypte	Oman
Émirats arabes unis	Ouzbékistan
États-Unis d'Amérique	Pakistan
Éthiopie *	Palaos
Fédération de Russie	Pologne *
Finlande	République arabe syrienne
Géorgie	République de Corée
Haïti *	République démocratique populaire lao
Îles Cook *	République populaire démocratique de Corée
Îles Marshall *	Singapour
Inde	Somalie
Indonésie *	Sri Lanka
Iran	Tonga
Iraq	Tuvalu
Israël	Ukraine *
Jamahiriya arabe libyenne	Vanuatu *
Kazakhstan	Viet Nam
Kirghizistan	

* État signataire.

Annexe IV

Synthèse des informations fournies par les États parties concernant l'exécution des obligations établies à l'article 5

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
Afghanistan	La superficie totale des zones où la présence de mines et de munitions non explosées est avérée a été estimée à environ 788,7 km ² ; ces zones sont réparties sur 206 districts de 31 provinces. Sur ce total, 157,7 km ² sont considérés comme étant des zones «à impact élevé», qui comprennent des terres agricoles, des systèmes d'irrigation, des zones d'habitation, des parcours et des routes importants.	Le Programme d'action antimine en Afghanistan a commencé à être mis en œuvre en 1989. Le Gouvernement a approuvé en 2003 une stratégie de l'action antimine sur 10 ans, qui vise, de 2003 à 2007, le déminage des zones à impact élevé et le marquage des zones à impact moyen et faible, puis, de 2008 à 2012, le nettoyage des zones à impact moyen et faible. Les objectifs de l'Afghanistan pour la période 2005-2009 sont les suivants: mettre en œuvre sa stratégie avec plus d'efficacité et de rigueur et dans de meilleures conditions de sécurité; recueillir des renseignements sur l'impact des dangers à l'échelon des communautés ainsi que des données d'information techniques et géographiques précises sur les zones polluées; faire en sorte que les zones prioritaires soient entièrement nettoyées des mines et munitions non explosées qui les polluent; et réduire le nombre d'accidents entraînant la mort et des blessures en militant pour des comportements plus sûrs.	Près de 300 km ² de champs de mines et 522 km ² qui ont été le théâtre de combats ont été nettoyés depuis 1989; 250 000 mines antipersonnel et 3,3 millions de munitions non explosées ont été détruites. En outre, 10,6 millions d'Afghans ont bénéficié d'activités de sensibilisation aux risques inhérents aux mines.
Albanie	On soupçonne la présence de mines antipersonnel dans un secteur long de 120 km bordant la frontière entre l'Albanie et la province du Kosovo. Une étude d'impact des mines terrestres faite en 1999 a permis de repérer 102 zones polluées par des mines dans les districts de Tropoje, Has et Kukës, d'une superficie de 15 250 000 m ² .	Le Programme d'action antimine albanais a été établi et intégré dans la stratégie de développement régional de la préfecture de Kukës. Les objectifs de l'Albanie pour la période 2005-2009 sont les suivants: achever toutes les études techniques et d'impact au plus tard en décembre 2005 en accordant la priorité au déminage de toutes les zones	Entre 2000 et 2003, après des études d'impact et des opérations de déminage, ainsi que la destruction de 6 804 mines antipersonnel, 10 millions de m ² de terres qui avaient été polluées ont pu être rouvertes à l'occupation et l'exploitation. Des 15 250 000 m ² de zones où l'on soupçonnait la présence de mines, il reste aujourd'hui moins de 6 millions de m ² .

	Colonne A Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	Colonne B Plans et programmes	Colonne C Progrès réalisés dans le déminage
		à impact élevé et moyen; déminer toutes les zones à impact élevé et moyen au plus tard en décembre 2006; déminer toutes les zones à impact faible au plus tard en décembre 2008; et réduire les risques de mort inhérents à certaines activités grâce à une sensibilisation de groupes exposés de 39 villages touchés par le problème des mines.	
Algérie	Les zones minées, héritage de l'ère coloniale, sont situées le long de la frontière orientale entre l'Algérie et la Tunisie et le long de la frontière occidentale séparant le pays du Maroc. Ces zones s'étendent sur 5 676 ha et contiennent 3 064 180 mines antipersonnel. On soupçonne aussi la présence de mines dans certaines zones au nord du pays.	L'Algérie a entrepris d'établir son programme de déminage national.	En 25 ans, 7 819 120 mines posées sur 1 482 km ont été détruites et 50 006 ha ont été déminés, ce qui représente 58 % de toutes les zones minées que compte l'Algérie. Les zones minées ont été marquées.
Angola	La présence de mines est soupçonnée dans toutes les provinces de l'Angola, qui sont au nombre de 18. Une étude d'impact des mines terrestres a été entreprise en 2003 afin de déterminer la nature et l'ampleur du problème dans le pays.	L'étude d'impact des mines terrestres, qui sera achevée en 2005, revêtira une importance critique pour l'élaboration d'un plan stratégique couvrant la période 2006-2010. Dans l'intervalle, les objectifs de l'Angola seront les suivants: achever l'étude d'impact des mines terrestres; étendre aux provinces les activités de coordination de la Commission intersectorielle nationale de déminage et d'aide humanitaire; renforcer les capacités de l'Institut national de déminage; et améliorer la productivité sans compromettre la qualité et la sécurité.	Bien avant que n'ait été entreprise l'étude d'impact des mines terrestres, des activités de déminage avaient été réalisées en Angola et des structures institutionnelles (la Commission intersectorielle nationale et l'Institut national de déminage) y avaient été établis. Aujourd'hui, 32 organisations – dont 22 organisations non gouvernementales angolaises – et 12 entreprises commerciales participent au déminage et à la sensibilisation aux risques inhérents aux mines. Les organisations non gouvernementales participant à l'action antimine ont indiqué que, en 2002 et pendant le premier trimestre de 2003, environ 2,8 millions de m ² de terres ont été déminées, environ 7,8 millions de m ² ont fait l'objet d'études et plus de 5 000 mines et 13 000 pièces de munition non explosées ont été détruites.

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
Argentine	Les îles Falkland (Malvinas) sont polluées par 20 000 mines.	Conformément à un accord conclu le 11 octobre 2001, l'Argentine et le Royaume-Uni collaborent à l'évaluation du coût et de la faisabilité de diverses solutions de déminage dans les îles Falkland (Malvinas).	Le Groupe de travail conjoint de l'Argentine et du Royaume-Uni s'est réuni les 26 et 27 octobre 2004 à Londres aux fins de l'exécution de l'étude de faisabilité du déminage des îles Falkland (Malvinas).
Bosnie-Herzégovine	On soupçonne l'existence de plus de 18 000 champs de mines (chiffre estimatif) qui se trouveraient pour la plupart entre les anciennes lignes d'affrontement. Une étude d'impact des mines terrestres achevée en décembre 2003 a permis de repérer 1 366 communautés touchées par le problème des mines, dont 11 % ont été considérées comme vivant dans des zones «à impact élevé» et 51 % dans des zones «à impact moyen». La présence de mines est soupçonnée dans un territoire couvrant environ 2 000 km ² .	En 2002, diverses structures ont été intégrées dans le Centre d'action antimine de la Bosnie-Herzégovine; la stratégie de déminage nationale a été lancée. L'étude d'impact des mines terrestres a permis de mieux hiérarchiser les activités à entreprendre et a débouché sur une révision de la stratégie. Au cours de la période 2005-2008, la Bosnie-Herzégovine a l'intention de réduire de 716,39 km ² les zones où la présence de mines est soupçonnée, en se fondant sur les études systématiques, de déminer 21 km ² et de procéder au marquage permanent de 140 km ² ainsi qu'au marquage d'urgence de 510 km ² . Le pays entend aussi: réduire encore les risques que courent les populations grâce à un programme intégré de sensibilisation aux risques inhérents aux mines, constituer des capacités de déminage et de sensibilisation aux risques et collaborer avec d'autres à la mise en place des conditions nécessaires à l'élaboration de nouvelles techniques et d'une action antimine plus efficace.	De 1997 à la fin de 2003, environ 50 km ² ont été déminés, tandis que des études générales et techniques ont permis de réduire encore de 180 km ² la superficie des zones où la présence de mines est soupçonnée.
Burundi	Quatorze zones où la présence de mines est avérée ou soupçonnée ont été repérées dans cinq provinces différentes.	Le Burundi ne s'est pas encore doté d'un programme d'action antimine. Il mène avec l'aide de l'UNICEF un programme de sensibilisation aux risques inhérents aux mines depuis juillet 2003.	

	Colonne A Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	Colonne B Plans et programmes	Colonne C Progrès réalisés dans le déminage
Cambodge	<p>Une étude d'impact des mines terrestres achevée en avril 2002 a permis de repérer 4 466 km² de zones où la présence de mines ou de munitions non explosées est soupçonnée. Près de la moitié des 13 908 villages dans toutes les provinces du pays, qui sont au nombre de 24, sont touchés par le problème des mines, dont environ 12 % doivent faire face à des niveaux de pollution élevés. Environ 5 millions de personnes sont exposées. Environ 10 % – soit 424,7 km² – des zones où la présence de mines est soupçonnée sont considérées comme étant hautement prioritaires.</p>	<p>L'Autorité cambodgienne pour l'action antimine a été établie en septembre 2000 en vue de coordonner, gérer et planifier les activités de déminage. Elle a établi en 2003 une stratégie nationale pour l'action antimine qui vise à intégrer cette action dans la politique de développement nationale, ainsi qu'à éliminer les accidents provoqués par les mines et déminer les zones où la présence de mines est soupçonnée, d'ici 2012. Les objectifs du Cambodge pour la période 2005-2009 sont les suivants: réduire le nombre et la superficie des zones où la présence de mines est soupçonnée; procéder au marquage permanent de zones dont on soupçonne que l'impact des mines y est faible; mettre à jour l'étude d'impact des mines terrestres; hiérarchiser les zones à impact élevé, qui devraient toutes être déminées d'ici 2009; renforcer les activités de sensibilisation aux risques inhérents aux mines; et assurer l'efficacité de la coordination nationale des activités.</p>	<p>De 1992 à 2003, environ 251,72 km² ont été déminés; 419 794 mines antipersonnel, 12 633 mines antichar et 949 922 munitions non explosées ont été détruites.</p>
Chili	<p>Le Chili indique que 114 830 mines ont été posées dans le passé dans 26 zones des régions I et II (Chili septentrional), 123, dans la région V (Chili central) et 8 490, dans 10 zones différentes de la région XII (Chili méridional). Au total, il y a 308 champs de mines au Chili.</p>	<p>La dernière main a été mise au plan national de déminage en janvier 2003 et les activités de déminage ont commencé la même année. Pour la période 2004-2005, le Chili prévoit de nettoyer 16 champs de mines pollués par 13 582 mines antipersonnel, dans les régions I, II et XII.</p>	<p>Pendant la période 2003-2004, le Chili a enlevé les 123 mines qui se trouvaient dans la région V et mène à présent des opérations de déminage dans 5 champs de mines de la région I, où 765 mines antipersonnel ont été trouvées et détruites à ce jour.</p>

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
Chypre	Vingt-trois champs de mines renfermant 5 000 mines antipersonnel se trouvent sous le contrôle de la République de Chypre. Chypre dispose d'enregistrements pour tous ses champs de mines.	Un programme de destruction des mines dans les zones minées est actuellement à l'étude.	De 1983 à janvier 2002, Chypre a nettoyé 10 champs de mines jouxtant la zone tampon; plus de 11 000 mines ont été détruites entre janvier 2000 et janvier 2002. Tous les champs de mines restants que contrôle la République de Chypre sont fermés de clôtures et marqués conformément aux obligations établies à l'article 5.
Colombie	Selon les informations dont dispose l'Observatoire colombien des mines antipersonnel, 3 085 zones minées ont été repérées pendant la période 1990-avril 2004; l'emplacement exact de 772 d'entre elles a été établi. Certains champs de mines marqués entourent des ouvrages publics. Des groupes armés opérant dans l'illégalité continuent d'employer massivement et sans discrimination des mines antipersonnel.	L'Observatoire des mines antipersonnel enregistre les zones minées, celles où des accidents se sont produits, ainsi que celles où, selon le secteur de la défense, il est procédé à un déminage militaire, de même que les zones où la présence de mines est signalée ou soupçonnée. En novembre 2003, l'Observatoire a ouvert en Colombie un bureau du programme d'aide de l'OEA à une action antimine intégrale, en vue de mettre au point, en collaboration avec les autorités nationales et d'autres entités, des projets axés entre autres sur la réduction de l'impact des mines dans diverses régions du pays. Les autorités colombiennes avancent dans le repérage des zones minées entourant des ouvrages publics qui relèvent des forces militaires. L'école du génie militaire a entrepris d'établir un manuel des modes opératoires à suivre pour la destruction des mines dans ces zones.	
Congo (République du)	Il se peut que des zones dans le sud-ouest du pays, le long de la frontière entre le Congo et l'Angola, soient minées.	Des investigations plus poussées seront faites afin de déterminer si les zones où l'on soupçonne la présence de mines sont effectivement minées et quelle sorte de programme de déminage il y a lieu de mettre en place.	

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
Costa Rica	On a signalé que des zones proches de la frontière septentrionale du Costa Rica étaient polluées par des mines.	La zone polluée a été divisée en quatre modules opérationnels. Le déminage a été effectué par l'unité de sapeurs.	Le Costa Rica a détruit 338 mines et un certain nombre d'engins explosifs trouvés sur 178 km le long de la frontière. Lors d'une cérémonie tenue le 10 décembre 2002, le Costa Rica a annoncé qu'il s'était acquitté des obligations en matière de déminage établies à l'article 5 de la Convention – il était le premier État partie à le faire.
Croatie	Selon des estimations de 2004, on soupçonne que 1 350 km ² sont minés; des mines ont été trouvées dans 14 des 21 comtés de la République de Croatie.	La Croatie s'est dotée d'un programme d'action antimine qui établit des objectifs annuels en matière d'étude et de déminage pour la période 2000-2010.	Par des activités de déminage et l'exécution d'études générales et techniques, la Croatie est parvenue, depuis 2000, à ramener à 1 350 km ² la superficie des zones supposées minées, qui était d'environ 4 500 km ² au départ. Entre 1998 et janvier 2003, 173,62 km ² ont été déminés et rouverts à l'occupation et à l'exploitation. Il se trouve encore environ 300 000 restes explosifs de guerre dans les champs de mines.
Danemark	Il se trouve encore des mines de la Deuxième Guerre mondiale sur la péninsule de Skallingen, longue de 10 km. Cette zone contenait environ 8 300 mines antipersonnel et 1 600 mines antichar, mais une partie des champs de mines a sombré dans la mer du Nord. Les champs de mines qui subsistent se trouvent dans une bande étroite de terre allant du nord au sud ainsi que dans la partie au sud de Skallingen.	Lorsque de nouvelles cartes de la zone auront été dressées, un plan sera élaboré pour l'enlèvement des mines restantes.	
Djibouti	Trois zones où la présence de mines était soupçonnée avaient été signalées.	Djibouti s'était doté d'un programme de déminage sur trois ans.	Le pays a nettoyé 40 080,7 m ² au total et détruit 509 mines ainsi que 40 munitions non explosées. Le programme de déminage a été achevé à la fin de 2003 et Djibouti a annoncé le 29 janvier 2004 qu'il s'était acquitté des obligations en matière de déminage établies à l'article 5.

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
Équateur	L'Équateur signale l'existence de 5 zones minées et de 2 zones où l'on soupçonne la présence de mines, qui sont toutes situées le long de la frontière entre le pays et le Pérou; 6 682 mines se trouvent dans une zone dont la superficie est estimée à 426 481 m ² . Quatre provinces et sept cantons sont touchés par le problème ou pourraient l'être.	En 1998, l'Équateur et le Pérou sont convenus d'enlever les mines terrestres se trouvant dans les territoires bordant la frontière entre les deux pays. En mars 2001, l'Équateur a signé un accord d'exécution du programme d'aide de l'OEA à l'action antimine. Les opérations de déminage devraient être achevées d'ici 2010. Les objectifs de l'Équateur sont les suivants – pour 2004: déminer 15 zones dangereuses; achever les activités de déminage à Loja et Piura; détruire 665 mines antipersonnel et déminer 17 017 m ² ; pour 2005: déminer 12 zones dangereuses; détruire 331 mines antipersonnel et déminer 33 340 m ² dans la province de Morona Santiago.	
Érythrée	Une étude d'impact des mines terrestres a permis de repérer 481 communautés touchées par le problème des mines et de délimiter une zone où la présence de mines est soupçonnée, qui s'étend sur environ 129 km ² . Au total, 132 zones minées se trouvent sous le contrôle de l'Érythrée, dont 87 sont considérées comme étant à impact élevé ou moyen.	Les objectifs de l'Érythrée pour la période 2005-2009 sont les suivants: achever les études techniques, marquer les zones minées, entreprendre le déminage et assurer une sensibilisation aux risques inhérents aux mines afin de permettre à 65 000 personnes déplacées dans le pays de regagner leurs foyers d'ici la fin de 2006; déminer les zones à impact élevé et moyen qui affectent les 116 communautés restantes d'ici la fin de 2009; déminer environ 48 km ² de terres; et réduire le nombre de victimes grâce à une sensibilisation aux risques inhérents aux mines et par le marquage des zones minées à faible impact qui affectent 344 communautés.	Entre 2000 et juin 2004, l'Érythrée a déminé 52 484 762 m ² de terres et détruit 4 781 mines antipersonnel ainsi que 50 399 munitions non explosées.

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
ex-République yougoslave de Macédoine	Les zones du nord-ouest de l'ex-République yougoslave de Macédoine sont polluées par des mines et des munitions non explosées ont été signalées dans la partie nord-ouest du pays. Il y a aussi dans le sud-est 4 à 5 zones polluées par des munitions non explosées datant des Première et Seconde Guerres mondiales.	Un plan de déminage a été adopté en 2003 lorsque les pouvoirs publics sont devenus pleinement responsables du déminage. On prévoit que l'ensemble du pays aura été déminé d'ici 2007.	Environ 6 millions de m ² ont été nettoyés: 22 mines et 776 munitions non explosées ont été détruites.
France	On soupçonne que le dépôt militaire de La Doudah, à Djibouti, qui est placé sous contrôle français, contient des mines.	La zone suspecte a fait l'objet d'une étude partielle en 1989 et est aujourd'hui marquée et fermée d'une clôture. Une nouvelle étude a été réalisée récemment et des détails devraient être donnés sous peu sur les opérations de déblaiement à effectuer.	
Grèce	Au total, 24 751 mines antipersonnel se trouvent dans des champs de mines posés près des frontières de la Grèce. S'y ajoutent d'anciens champs de mines de la Deuxième Guerre mondiale, qui sont dispersés sur tout le territoire grec, encore qu'ils soient plus nombreux dans le nord-ouest du pays.	L'armée grecque a créé un bataillon de démineurs en 1954. La Grèce a indiqué qu'elle s'acquitterait des obligations établies à l'article 5 dans les délais fixés par la Convention.	La Grèce a déminé la frontière qui la sépare de la Bulgarie; 25 000 mines et des centaines de munitions non explosées ont alors été détruites. Des opérations de déminage sont en cours le long de la frontière gréco-albanaise. Les champs de mines posés le long de la frontière gréco-turque ont été fermés d'une clôture. De 1954 au 28 mai 2002, plus de 150 000 km ² ont été déminés.
Guatemala	Il n'y a pas au Guatemala de zones minées bien définies; des mines et des dispositifs explosifs sont dispersés dans 13 districts de son territoire.	Le premier plan de déminage a été approuvé en août 1997 et la mise en œuvre du programme des opérations a commencé en décembre 1997. Le Guatemala compte achever son programme de déminage en juin 2005.	Au cours des opérations de déminage réalisées entre janvier 2001 et mars 2004, le Guatemala a détruit 169 engins explosifs, dont un certain nombre de mines antipersonnel.
Guinée-Bissau	Une étude d'impact générale des zones du pays où la présence de mines était soupçonnée a été lancée en 2004 afin de mesurer l'étendue du problème. Dix-sept zones qui pourraient être des champs de mines ont été repérées à Bissau et dans	Les objectifs de la Guinée-Bissau pour la période 2005-2009 sont les suivants: marquer toutes les zones de Bissau où la présence de mines est soupçonnée d'ici 2005; prendre les mesures qui s'imposent pour faire face au problème des mines et munitions	Entre novembre 2000 et avril 2004, près de 610 000 m ² ont été déminés dans la capitale de Bissau; 2 509 mines et 15 000 munitions non explosées ont été détruites.

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
	les environs. Il existe d'autres zones à l'est et au nord, près du Sénégal, où l'on soupçonne la présence de mines.	non explosées à Bissau d'ici 2006; repérer et marquer toutes les autres zones où la présence de mines est soupçonnée d'ici 2008; et prendre les mesures qui s'imposent pour faire face au problème des mines et munitions non explosées dans ces zones à l'extérieur de Bissau d'ici 2009.	
Honduras	Des zones minées ont été signalées à la frontière avec le Nicaragua dans les districts de Cortes, Paraiso, Choluteca et Olancho.	Il était prévu que le programme de déminage au Honduras soit achevé à la fin de juillet 2004.	Depuis septembre 1995, le Honduras a déblayé 446 798,7 m ² et détruit 2 189 mines.
Jordanie	À l'origine, le programme de déminage de la Jordanie, commencé en 1993, portait sur 60 millions de m ² de zones minées, 496 champs de mines et environ 309 000 mines.	Le Royal Engineering Corps de Jordanie a commencé un programme de déminage en 1993. L'objectif du plan stratégique de la Jordanie est d'éliminer toutes les mines dans le pays d'ici 2009. Le plan comprend trois phases: 1999-2005: déminage dans la vallée du Jourdain et les hauteurs orientales; 2005-2007: déminage dans la zone de sécurité; 2007-2009: déminage des zones occidentales où l'on pense qu'il reste des mines. L'objectif est de déblayer environ 10 millions de m ² de terres par an au cours des prochaines années pour que la Jordanie s'acquitte ainsi de ses obligations de déminage en 2009 au plus tard.	Entre 1993 et 2003, 25,5 millions de m ² et 183 champs de mines ont été déblayés; 101 356 mines et 10 000 munitions non explosées ont ainsi été détruites. En Jordanie, tous les champs de mines sont signalés et clôturés.
Malawi	On pense qu'il existe des zones minées le long des 1 000 km de frontière avec le Mozambique, tout particulièrement dans les 16 zones où avaient été installés des camps de réfugiés ou de combattants et dans les 33 zones où avaient été installés des camps de Jeunes Pionniers du Malawi.	Une mission d'évaluation des Nations Unies, effectuée en août 2003, a servi de base initiale pour la planification nationale, afin de rendre le pays exempt de mines d'ici 2009. Les objectifs du Malawi pour la période 2005-2009 sont les suivants: recenser toutes les zones minées d'ici 2005; classer les opérations de déminage par ordre de priorité d'ici 2005; exécuter des programmes	

	Colonne A Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	Colonne B Plans et programmes	Colonne C Progrès réalisés dans le déminage
		de sensibilisation aux risques présentés par les mines dans les zones touchées; déblayer toutes les zones à impact élevé d'ici la fin de 2006, toutes les zones à impact moyen d'ici la fin de 2008 et toutes les zones à impact faible d'ici le milieu de 2009.	
Mauritanie	La partie septentrionale de la Mauritanie est affectée par les mines, tout particulièrement dans les régions où le potentiel d'exploitation des minerais est énorme.	L'objectif de la Mauritanie est d'éliminer toutes les mines dans le pays d'ici 2011. En 2000, la Mauritanie a reçu une aide pour établir un programme de déminage humanitaire et créer un bureau national de déminage. Pour 2004, six opérations de déminage, portant sur 30 000 m ² , ont été planifiées.	Entre juin 2002 et le 30 avril 2004, la Mauritanie a détruit 5 505 mines. Au premier semestre de 2004, 10 000 m ² ont été déblayés.
Mozambique	Selon une étude d'impact des mines terrestres achevée en 2001, les 10 provinces étaient toutes affectées par les mines, mais surtout les provinces de Cabo Delgado, Nampula, Zambezia, Inhambane et Maputo où se trouvent 70 % des zones dont on soupçonne qu'elles sont polluées. En janvier 2004, 583 villages et une population d'environ 1 022 501 personnes étaient encore affectés par les mines. Les zones à impact élevé ou moyen où l'on soupçonne la présence de mines représentent au total 130 801 989 m ² .	Le mécanisme national de coordination (IND) supervise l'exécution du plan national de déminage, qui, pour la période 2002-2006, vise: à déblayer tous les sites à impact élevé ou moyen; à détruire toutes les munitions non explosées; à recenser et marquer les zones à impact faible qui n'ont pas encore été déminées; et à mettre en place un programme national de sensibilisation aux risques présentés par les mines. Les objectifs précis sont les suivants: effectuer des études techniques sur toutes les zones où la présence de mines est soupçonnée et dont la surface est supérieure à 1 km ² (soit, globalement, environ 20,6 % de toutes les zones où la présence de mines est soupçonnée); effectuer des études techniques sur toutes les zones à impact élevé ou moyen où la présence de mines est soupçonnée et dont la surface est comprise entre 10 m ² et 1 km ² (soit, globalement, 27 % de toutes les zones où la présence de mines	Entre 2000 et 2003, 45 743 119 m ² de terres ont été déminées et 45 017 mines et 16 310 munitions non explosées ont été détruites.

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
		est soupçonnée); réévaluer les trois zones à impact faible où se trouve une part disproportionnée (34 %) de l'ensemble des zones où la présence de mines est soupçonnée; élaborer et maintenir en état un système de marquage; lancer un programme national complet de sensibilisation aux risques présentés par les mines; déminer dans des conditions de sécurité et au moindre coût toutes les zones à impact élevé ou moyen où la présence de mines est soupçonnée.	
Nicaragua	Selon les registres de l'armée nicaraguayenne, il y avait initialement 135 643 mines mises en place et 991 cibles à déblayer. 10 054 mines supplémentaires ont récemment été ajoutées dans ces registres.	Le programme de déminage humanitaire du Nicaragua vise à détruire, dans le délai de 10 ans prévu par la Convention, toutes les mines mises en place. Pour atteindre cet objectif, un délai de cinq ans (2000-2004) avait été initialement estimé, mais il est probable que le programme sera prolongé jusqu'en 2006. Il est exécuté avec l'appui du programme d'assistance au déminage complet de l'Organisation des États américains (OEA). Le déminage est effectué par de petites unités de déminage de l'armée nicaraguayenne appartenant au corps du génie. Le Nicaragua prévoit de déblayer les quelque 70 champs de mines restants d'ici la fin de 2006.	En mars 2004, 827 zones minées avaient été déblayées et 77,14 % des mines initialement indiquées avaient été détruites. En juillet 2004, 838 zones minées, représentant une surface de 7 685 494 m ² , avaient été déblayées et 109 921 mines avaient été détruites.
Niger	Les zones d'Air, de Manguèni, du plateau du Djado et de la plaine du Talak sont minées. Quatre zones supplémentaires pourraient aussi être minées. Le Niger ne connaît que de manière très limitée les zones minées qui se trouvent sur son territoire.	Le Niger a établi un projet de plan de déminage pour la période 2004-2006 qui ne mentionne pas encore d'objectifs de déminage, mais qui est axé sur le recensement et le marquage des zones minées.	

	Colonne A Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	Colonne B Plans et programmes	Colonne C Progrès réalisés dans le déminage
Ouganda	La pollution par les mines en Ouganda est limitée aux régions du nord, de l'ouest et du nord-est. Trois districts sont touchés au nord, trois dans l'ouest et deux dans le nord-est.	Aucune enquête n'a été réalisée pour cartographier précisément les zones minées. Dans l'ouest, où la paix a été rétablie, le Gouvernement est prêt à commencer les opérations de cartographie et, par la suite, de déminage, mais il attend une aide à cet effet. Le nord quant à lui est toujours affecté par un conflit et les enquêtes et opérations de déminage ne peuvent avoir lieu.	Des opérations limitées de déminage ont déjà été réalisées dans l'ouest par les forces de défense populaire de l'Ouganda (UPDF) pour retirer les mines qui étaient en évidence et celles qui se trouvaient sur les routes et les voies d'accès. De manière similaire, dans le nord, les UPDF ont exécuté des opérations de déminage en fonction des besoins. En 2002-2003, 231 mines ont été enlevées.
Pérou	Les zones minées sont situées à la frontière avec l'Équateur et l'estimation initiale était de 120 000 mines. Certaines mines ont aussi été mises en place autour d'infrastructures clefs, tout particulièrement des pylônes électriques à haute tension.	En mai 2001, l'OEA et le Gouvernement péruvien ont signé un accord pour coordonner l'appui international au Pérou dans le cadre du programme de déminage de l'OEA. Ce programme vise à localiser précisément les champs de mines le long de la frontière avec l'Équateur en effectuant des études d'impact pour les zones et à enlever les mines conformément aux objectifs annuels fixés dans le plan national de déminage.	En mars 2004, le Pérou avait déjà détruit 103 490 mines. En décembre 2003, il a achevé le déminage dans les districts de Tumbes et Piura, à la frontière avec l'Équateur. Au dernier trimestre de 2003, les forces armées péruviennes et équatoriennes ont commencé une opération conjointe de déminage dans la zone de Los Limos et Pueblo Nuevo.
République démocratique du Congo	Dans le pays, 165 villages répartis dans 11 provinces sont touchés par le problème que constituent les zones où l'on soupçonne la présence de mines.	Un certain nombre d'activités de déminage ont été entreprises, mais il n'existe pas encore de programme de déminage.	
Royaume-Uni	Il reste à peu près 16 600 mines dans les îles Falkland (Malvinas).	En octobre 2001, un mémorandum d'accord a été signé entre les Gouvernements du Royaume-Uni et de l'Argentine pour qu'une étude de faisabilité puisse être faite sur les options en matière de déminage dans les îles Falkland. En avril 2003, les travaux étaient en cours pour que le Royaume-Uni dirige une étude financée par l'Argentine.	Des opérations de déblaiement des mines antipersonnel ont commencé immédiatement après le conflit de 1982. Elles ont permis d'enlever à peu près 1 400 mines, mais ont été arrêtées après que plusieurs démineurs eurent été blessés. Au total, 149 mines ont été détruites entre 1997 et 2001. Cinquante autres mines ont été détruites lorsqu'elles ont été amenées à la surface. Les 101 champs de mines sont marqués et clôturés.

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
Rwanda	La tâche initiale de déminage du Rwanda portait sur 35 zones où la présence de mines était soupçonnée, représentant au total 1 437 387 m ² . Par ailleurs, le problème des munitions non explosées se pose à une plus large échelle que celui des mines. Il ressort d'une étude d'impact des mines terrestres, achevée en janvier 2003, qu'il reste encore à déminer 54 % des zones où la présence de mines était initialement soupçonnée. En avril 2004, il restait 639 770,2 m ² à nettoyer.	Le Rwanda a créé son bureau national de déminage en 1995 pour faire face aux problèmes des mines antipersonnel. Il envisage actuellement d'établir un programme de déminage accéléré pour s'acquitter de ses obligations au titre de l'article 5.	Au total, 46 % des zones où la présence de mines était soupçonnée ont été déblayées: 1 265 mines et 29 843 munitions non explosées ont ainsi été détruites.
Sénégal	Au Sénégal, trois zones sont considérées comme minées: le long de la frontière avec la Guinée-Bissau, la région de Ziguinchor et celle de Kolda. Les emplacements exacts des zones minées et les quantités précises de mines ne sont pas connus.	En 2004, le Sénégal a élaboré une stratégie nationale de déminage et des propositions concernant la législation sur l'action antimine et la création d'un centre de coordination de cette action. Les documents pertinents ont été envoyés aux autorités compétentes et l'approbation du Premier Ministre est attendue.	Entre 1996 et juin 2004, 1 759 mines ont été détruites lors d'opérations de déminage menées par l'armée nationale.
Serbie-et-Monténégro	Les zones minées en Serbie-et-Monténégro sont situées à la frontière avec la Croatie au voisinage du village de Jamena et à la frontière avec l'Albanie, dans les municipalités de Plav et Rozaje. On a estimé que la zone minée près de Jamena pourrait avoir une surface de 6 millions de m ² et pourrait aussi contenir des mines antivéhicule et des munitions non explosées.		En 2003, 485 500 m ² , soit environ 8 % des zones minées à Jamena, ont été déblayés et 1 441 mines ont été détruites. Dans le même secteur, entre mars et septembre 2004, la Serbie-et-Monténégro a déblayé 674 400 m ² et détruit 1 060 mines antipersonnel et 215 mines antivéhicule. En 2003, 19 emplacements dans les municipalités de Plav et Rozaje, dans la zone frontière avec l'Albanie, ont été déminés et le nombre d'emplacements minés a ainsi été réduit à 46. Une zone de 192 400 m ² est en cours de déminage à la frontière avec l'Albanie.

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
Soudan	Selon des estimations, il pourrait y avoir des mines ou autres restes explosifs de guerre sur 30 % de la superficie du territoire soudanais. Les zones où la présence de mines est soupçonnée se trouvent dans les régions suivantes: Equatoria occidental, Equatoria oriental, Bahr Al-Ghazal, Jonglei, Nil Bleu, Haut-Nil, montagnes Nuba, région des lacs et Kassala. Les frontières du Soudan avec l'Érythrée, le Tchad, la Libye et l'Égypte sont aussi affectées par le problème des mines. La présence effective ou soupçonnée de mines a des effets à la fois sur les aspects humanitaires et sur le développement. Le Programme alimentaire mondial a estimé que les mines portaient atteinte à la sécurité alimentaire de 2 millions de personnes.	Le manque d'informations sur la pollution par les mines et les munitions non explosées et leurs effets reste le plus grave obstacle au progrès du déminage au Soudan. L'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement soudanais et le Mouvement de libération populaire du Soudan (SPLM) ont arrêté pour le déminage au Soudan un cadre d'action imposant une approche nationale. Le Soudan met actuellement au point des structures pour répondre comme il convient aux besoins de déminage. La première étape consistera à répondre aux besoins immédiats ou à moyen terme en matière de déminage et à préparer un plan pour le déminage à long terme à l'issue des conflits. Les objectifs pour la période 2005-2009 sont les suivants: créer une capacité nationale pour gérer le programme national de déminage; recenser les zones minées dans le cadre d'une étude modifiée d'impact des mines terrestres; déminer toutes les zones à impact élevé avant 2009; établir un programme de sensibilisation aux risques présentés par les mines; et mettre au point une stratégie rationnelle de mobilisation des ressources.	En 2003-2004, le Soudan a nettoyé 3 068 066 m ² et détruit 215 mines antipersonnel.
Suriname	Il y a au Suriname une zone minée contenant 13 mines. Elle est marquée et placée sous surveillance.	La Commission interministérielle sur les mines antipersonnel élabore actuellement un programme de déblaiement de la zone minée. Le déminage devrait être effectué en collaboration avec l'OEA.	
Swaziland	Les zones minées sont situées le long de la frontière entre le Swaziland et le Mozambique.	Le déminage devait commencer en 2000.	

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
Tadjikistan	Les zones où la présence de mines est avérée ou soupçonnée se trouvent dans la région centrale par suite de la guerre civile de 1995-1997; le long de la frontière afghane dans des zones sous contrôle russe qui contiennent des champs de mines posés par l'Union soviétique et supervisés par la Russie; et le long de la frontière avec l'Ouzbékistan par suite des mines posées par ce pays.	En 2004, le Gouvernement tadjik a approuvé un plan stratégique quinquennal (2004-2008) qui vise à éliminer tous les incidents dus aux mines et à faire en sorte que l'activité économique et les projets de développement ne soient pas entravés par les mines terrestres ou les munitions non explosées. Les objectifs précis sont les suivants: effectuer une évaluation générale de l'action antimine dans les communautés affectées le long de la frontière avec l'Ouzbékistan et dans la région du sud; évaluer progressivement l'étendue des zones polluées par les mines le long de la frontière avec l'Afghanistan à mesure que la responsabilité de la frontière est transférée au Tadjikistan par les troupes frontalières russes; continuer les études techniques dans la région centrale; marquer les zones le long de la frontière avec l'Ouzbékistan; entreprendre des programmes de sensibilisation aux risques présentés par les mines en veillant à la coordination avec les études techniques et les efforts de déminage; d'ici 2006, accroître la capacité d'enquête et de déminage pour qu'il y ait 6 équipes d'enquête, 4 équipes de déminage manuel et 4 équipes avec chiens détecteurs de mines.	Entre 1997 et 2002, le Tadjikistan a neutralisé et détruit plus de 3 000 mines et engins explosifs. Une évaluation générale de l'action antimine a été achevée dans la région centrale, et les zones où la présence de mines est soupçonnée ont été réduites (29 km ² et 124 kilomètres linéaires de route/rail).
Tchad	Une étude d'impact des mines terrestres achevée en mai 2001 a permis de repérer 249 communautés touchées par le problème des mines dans 23 des 28 départements que compte le Tchad, ainsi que 417 zones où la présence de mines est soupçonnée et 1 081 km ² de territoires dont on soupçonne qu'ils sont touchés par le problème des mines.	Le Tchad a élaboré un plan stratégique national pour l'action antimine, dont il est tenu compte dans le document de stratégie de réduction de la pauvreté établi pour le pays. Le Tchad s'attachera à faire en sorte que le pays soit exempt de mines et de munitions non explosées d'ici 2015. Ses objectifs pour la période 2005-2009 sont les suivants: achever les études techniques d'ici 2006, nettoyer	Entre septembre 2000 et décembre 2003, plus de 2,2 millions de m ² ont été déminés; 11 931 mines, 65 551 munitions non explosées et 94 bombes ont été détruites.

	Colonne A Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	Colonne B Plans et programmes	Colonne C Progrès réalisés dans le déminage
		toutes les zones minées qui subsistent encore le long de la frontière entre le Tchad et le Soudan; marquer et fermer d'une clôture toutes les zones à impact faible et moyen d'ici 2005; nettoyer les champs de mines dans la région de Wadi Doum; enfin, développer encore la sensibilisation aux risques inhérents aux mines, renforcer les capacités en la matière et intégrer les activités de cet ordre.	
Thaïlande	Selon une étude d'impact des mines terrestres achevée en 2001, les provinces concernées par le problème des mines sont situées aux frontières du pays avec le Cambodge, le Laos, la Malaisie et le Myanmar et il y a 934 zones où la présence de mines est soupçonnée, qui représentent 2 556,7 km ² .	Le Centre d'action antimine thaïlandais a été établi avec quatre unités de déminage humanitaire qui sont déployées le long de la frontière cambodgienne.	Le déminage a officiellement commencé en 2000. En mai 2004, 1 641 126 m ² avaient été nettoyés dans 6 provinces et 1 397 986 m ² avaient été remis aux communautés pour qu'elles les exploitent. Au total, 721 mines ont été détruites lors des opérations de déminage.
Tunisie	Il y a en Tunisie 9 zones minées contenant 3 526 mines antipersonnel et 1 530 mines antichar. Il existe aussi certaines zones dont on soupçonne qu'elles sont polluées par des munitions datant de la Deuxième Guerre mondiale.	En janvier 2003, une mission interinstitutions d'évaluation des Nations Unies a évalué l'ampleur du problème des mines terrestres.	Au cours des cinq dernières années, les unités du génie de l'armée tunisienne ont récupéré et détruit environ 4 500 mines et autres engins.
Turquie	Initialement, la tâche de la Turquie en matière de déminage portait sur 936 663 mines antipersonnel posées entre 1957 et 1998, dont 615 419 le long de la frontière entre la Turquie et la Syrie.	Des centres de coordination du déminage, des équipes de déminage et un groupe de travail sur les méthodes de déminage et de détection ont été établis. En 2004, les zones à déminer en priorité se trouvent dans les provinces de Diyarbakir, Batman, Mardin, Bitlis, Bingöl, Tunceli et Göle. Les objectifs pour 2005 sont de mener des opérations de déminage dans les provinces de Hakkari, Van et Sirnak. Le déminage le long de la frontière avec la Syrie est aussi une priorité pour la Turquie. La Turquie a alloué à cette fin 17 millions de dollars des États-Unis pour nettoyer environ 306 millions de m ² , qui seront utilisés pour l'agriculture.	Les zones minées ont été marquées et clôturées conformément aux normes internationales. En 1998, la Turquie a commencé des opérations de déminage et, à la fin de 2003, 14 840 mines avaient été enlevées et détruites et 48 120 m ² avaient été nettoyés.

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
Venezuela	Il a été fait état de 13 zones polluées par les mines, contenant au total 3 016 mines antipersonnel.	Tous les champs de mines seront nettoyés d'ici avril 2009. Trois seront nettoyés d'ici la fin de 2007, 4 d'ici la fin de 2008 et les 4 restants en avril 2009 au plus tard.	En août 2004, il y avait 11 champs de mines contenant 1 036 mines. Ils sont tous clôturés.
Yémen	Une étude d'impact des mines terrestres, achevée en 2000, a permis de recenser 14 communautés où l'impact est élevé, 86 où il est moyen et 494 où il est faible. Au total, 1 078 zones où la présence de mines est soupçonnée ont été identifiées.	Un plan stratégique a été mis au point sur la base des conclusions de l'étude d'impact des mines terrestres. La Commission nationale yéménite pour l'action antimine a été établie en 1998. Elle est globalement responsable des activités de déminage et fait rapport à ce sujet et Yemen Mine Action a été créé comme agent d'exécution. Le Yémen prévoit qu'il se sera pleinement acquitté de ses obligations de déminage au plus tard à la fin de mars 2009. Les objectifs précis pour la période 2004-2009 sont les suivants: au cours de l'année 2004, débarrasser des mines toutes les communautés vivant dans des zones à impact élevé, 47 communautés vivant dans des zones à impact moyen et 22 communautés vivant dans des zones à impact faible; d'ici 2008, débarrasser des mines les communautés vivant encore dans des zones à impact moyen et 27 % des communautés vivant dans des zones à impact faible; et veiller à ce que toutes les personnes concernées soient sensibilisées aux risques présentés par les mines en recourant aux capacités du Yemen Executive Mine Action Centre (YEMAC) et de la Yemen Mine Awareness Association. Les objectifs précis de déminage sont les suivants: 64 km ² en 2004; 83 km ² en 2005; 93 km ² en 2006; 95 km ² en 2008; et 98 km ² en 2009.	Depuis que le déminage a commencé en 1999, 224 km ² de zones où la présence de mines est avérée ou soupçonnée ont été rendues aux communautés.

	<u>Colonne A</u> Zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée	<u>Colonne B</u> Plans et programmes	<u>Colonne C</u> Progrès réalisés dans le déminage
Zambie	La présence de mines est soupçonnée dans des zones situées le long de la frontière de la Zambie avec le Zimbabwe, le Mozambique, la Namibie et l'Angola ainsi qu'autour des anciens camps des «combattants de la liberté». Selon une étude nationale achevée en mai 2004, il y a 41 zones minées, dont la plupart sont à impact faible.	Le plan national de déminage est en cours de perfectionnement sur la base des conclusions de l'étude nationale. La Zambie estime qu'elle pourra s'acquitter complètement de ses obligations de déminage en 2007 au plus tard. D'ici là, ses objectifs précis sont les suivants: réaliser une opération de marquage avant la fin de 2005; développer les programmes de sensibilisation aux risques présentés par les mines pour couvrir environ 250 000 Zambiens et 130 000 réfugiés exposés aux risques; et nettoyer les 41 zones minées d'ici 2007.	Une capacité nationale de déminage a été établie et 650 km ont été nettoyés sur la route Gwembe-Tonga.
Zimbabwe	La tâche initiale de déminage du Zimbabwe portait sur plus de 210 km ² de zones situées dans 4 provinces frontalières où la présence de mines était soupçonnée ainsi que sur les munitions non explosées découvertes dans l'ensemble des 9 provinces. Dans les provinces affectées, les mines entravent le développement socioéconomique et notamment l'essor du tourisme.	Le Zimbabwe a créé la National Mine Action Authority (NAMAZ) chargée de réglementer l'action antimine, le Zimbabwe Mine Action Centre chargé de coordonner le déminage et le National Demining Office chargé de réaliser les opérations de déminage. Le Zimbabwe prévoit d'avoir nettoyé tous les champs de mines d'ici 2009, conformément aux délais fixés. Ses objectifs pour la période 2005-2009 sont les suivants: recenser et étudier toutes les zones minées; mener des campagnes de sensibilisation aux risques présentés par les mines dans toutes les provinces affectées; et nettoyer toutes les zones minées en 2009 au plus tard, selon l'ordre fixé sur la base des priorités socioéconomiques.	À ce jour, 40 % des 210 km ² initiaux des zones où la présence de mines était soupçonnée ont été nettoyés. Environ 221 773 mines ont été détruites.

Annexe V

Nombre de victimes de mines terrestres par année¹

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Afghanistan	Aucune donnée	1 800*	1 200*					
Albanie	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	191	35	8	7	
Angola	Aucune donnée	270						
Bosnie-Herzégovine	632	290	149	95	100	87	72	54
Cambodge	4 301	2 293	2 148	1 155	862	828	833	755
Colombie	122	94	59	50	143	268	627	666
Croatie	124	121	94	58	22	32	24	9
Mozambique	211	130	134	60	29	80	47	14
Nicaragua	13	18	27	11	9	17	9	3
Sénégal	5	167	198	78	65	56	48	20
Yémen	Aucune donnée	9						

Note:

* Estimation.

¹ Y compris les victimes de munitions non explosées, le cas échéant. Comme indiqué dans le présent document, la plupart des États parties qui ont signalé des zones minées sous leur juridiction ou leur contrôle ne sont pas encore en mesure de rassembler et de communiquer des données sur le nombre de nouvelles victimes par an.

Annexe VI

Problèmes rencontrés par les États parties où le nombre de victimes de mines terrestres est élevé, plans visant à y remédier, progrès réalisés et priorités fixées par ces États en matière d'assistance

	Problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance
Afghanistan	<p>Problèmes rencontrés: En 2003, les mines terrestres et munitions non explosées ont tué quelque 370 Afghans et en ont blessé plus d'un millier; on compte au total, d'après des estimations, plus de 100 000 rescapés en Afghanistan. Au moins un tiers d'entre eux ont moins de 18 ans et près de 10 % sont des femmes ou des fillettes.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Le Ministère afghan des martyrs et des invalides coordonne les efforts d'assistance et d'autonomisation en faveur des handicapés, y compris les rescapés des mines. L'Afghanistan entend intégrer des mesures d'aide aux handicapés dans les secteurs de l'enseignement, de la formation professionnelle et de l'emploi. L'objectif est de lutter contre la discrimination à leur égard par différents moyens: campagnes dans les médias et activités connexes de sensibilisation dans les écoles; mise au point de supports pédagogiques d'information sur les handicaps et formation de formateurs dans les langues vernaculaires; et activités de mobilisation concernant la législation nationale relative aux droits des personnes handicapées.</p>
Albanie	<p>Problèmes rencontrés: Depuis la crise de 1998 survenue au Kosovo, 34 personnes ont été tuées et 236 autres blessées par des mines et des munitions non explosées dans le nord-est du pays.</p> <p>Plans, progrès et priorités: L'Albanie met actuellement en œuvre un plan d'action intégré antimine adopté en 2004, portant sur la réadaptation physique, sociale et économique des rescapés des mines/munitions non explosées. Le Centre national de traumatologie, avec le concours du CICR, fournit depuis 2000 des prothèses des membres inférieurs et des prothèses partielles du pied aux amputés. Les amputés des membres supérieurs et les cas difficiles sont traités depuis 2001 à l'Institut slovène de réadaptation avec l'appui de l'ITF. En 2004, 18 victimes recevront des prothèses et des soins en Slovénie. Un centre d'aide aux personnes appareillées sera créé à l'hôpital régional de Kukës en décembre 2004 avec le soutien du PNUD. En 2004-2005, deux prothésistes recevront une formation intensive en Inde, avec le soutien du Fonds spécial du CICR en faveur des handicapés. L'ONG locale VMA, avec l'appui du Département d'État des États-Unis et de l'ITF, a créé un fonds autorenouvelable pour la réinsertion socioéconomique des victimes de mines et de munitions non explosées, qui a aidé, en 2003-2004, 39 rescapés et leur famille à acquérir des vaches et des ruches pour se procurer un revenu. En 2004-2005, la même ONG mettra en place, avec l'appui du PNUD et de l'ITF, un réseau de réadaptation à l'échelle locale dans les villages du nord-est de l'Albanie concernés par le problème des mines.</p>
Angola	<p>Problèmes rencontrés: Une enquête sur l'effet des mines terrestres sera menée à bien à la mi-2005 pour aider à évaluer l'ampleur du problème. Des ressources seraient donc nécessaires pour exécuter au niveau national un projet d'évaluation visant à dénombrer les victimes de mines, à les localiser et à déterminer les moyens d'assistance disponibles en matière de réadaptation médicale, physique et psychologique, d'éducation, de formation professionnelle et de réintégration sociale et économique. Il faudrait également des fonds pour permettre à la sous-commission chargée de l'aide aux victimes de mines et de leur réinsertion sociale de bénéficier pendant 12 mois du concours d'un assistant technique recruté au niveau international.</p> <p>Plans, progrès et priorités: L'appui et l'assistance aux victimes de mines font partie intégrante du dispositif national d'aide aux personnes handicapées défini dans le programme national de réadaptation physique et sensorielle, qui relève du plan opérationnel pour 2001-2005 du Ministère de la santé. On compte 9 orthopédistes en Angola. L'ONG nationale ANDA, en partenariat avec le Fonds Lwini, exécute de petits projets</p>

	Problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance
	<p>de réinsertion socioéconomique de personnes handicapées désireuses de retourner dans leur région d'origine, notamment sous la forme d'activités de formation professionnelle et de microcrédits financés par le Gouvernement angolais. L'association LARDEF a entrepris des projets à petite échelle de formation et de réinsertion socioéconomique en faveur des personnes handicapées, y compris les victimes de mines. Handicap International fournit un appui technique au centre de formation et de réintégration sociale de São Paulo. L'organisme allemand de coopération technique GTZ apporte également un appui technique à ce centre et une aide au Ministère des affaires sociales en matière de renforcement des capacités. Le Gouvernement angolais met actuellement au point des indicateurs aux fins d'évaluation. La Commission nationale intersectorielle de déminage et d'assistance humanitaire (CNIDAH), créée en septembre 2001 en vertu d'un décret présidentiel, a pour tâche de mettre au point, de coordonner et d'encadrer le programme national d'action antimine. Ses deux sous-commissions sont chargées des activités de déminage et de sensibilisation aux dangers des mines ainsi que de l'aide et de la réintégration sociale, respectivement. Selon la législation actuelle, les anciens combattants – dont un bon nombre ont été victimes de mines terrestres – ont droit à une allocation mensuelle individuelle.</p>
Bosnie-Herzégovine	<p>Problèmes rencontrés: Fin 2003, 4 825 personnes avaient été blessées ou tuées par des mines ou des munitions non explosées, 40 % d'entre elles étant des hommes de 19 à 39 ans et 20 % des enfants de moins de 18 ans. La réintégration économique reste le principal problème.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Un groupe de travail a été chargé d'élaborer une stratégie d'assistance aux victimes de mines sur la base d'une analyse des services d'assistance existants effectuée par Handicap International et l'UNICEF. On compte 7 centres de réadaptation, 7 stations de cure et 60 centres de proximité, qui assurent une thérapie physique. À cela s'ajoutent 3 hôpitaux psychiatriques fonctionnant en concertation avec les centres de proximité et 27 ateliers d'appareillage orthopédique. Les programmes d'assistance aux victimes prévoient une aide financière pour l'achat de prothèses, une assistance matérielle, des services de réadaptation, un appui psychosocial et une réintégration sociale et économique. Selon la législation actuelle, les civils et les anciens combattants ont droit aux allocations suivantes: invalidé (individuelle), soins et assistance par un tiers, traitement orthopédique, invalidité (famille) et enfant à charge. Une assistance internationale reste nécessaire pour combler les lacunes de l'assistance aux victimes de mines.</p>
Burundi	<p>Problèmes rencontrés: Le Burundi compte un nombre élevé de victimes. Il n'existe pas de services d'urgence médicale, ni de moyens de transport permettant d'acheminer les patients vers des centres médicaux. Le pays dispose de 5 hôpitaux, dont 4 dans la capitale. Les cas les plus complexes sont traités à l'étranger, principalement au Kenya et en Afrique du Sud. Les 4 centres qui fournissent des soins de physiothérapie et un appareillage ne sont pas en mesure de répondre aux besoins des patients. Le Centre national d'appareillage et de rééducation fonctionne de façon satisfaisante. Deux autres ateliers d'appareillage sont tributaires de l'aide privée. Quatre centres offrent des services de réintégration sociale et économique, principalement aux victimes de guerre.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Des associations de soutien psychologique et social sont petit à petit mises en place, notamment l'Association burundaise pour l'assistance aux handicapés physiques et l'Union des personnes handicapées. Le Burundi a besoin d'un appui financier pour renforcer les 4 centres de physiothérapie et d'appareillage, ainsi que pour la remise en état des bâtiments abritant les hôpitaux, l'achat de matériel neuf et la formation de personnel.</p>

	Problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance
Cambodge	<p>Problèmes rencontrés: Le nombre des personnes ayant survécu à l'explosion de mines terrestres est estimé à 40 000.</p> <p>Plans, progrès et priorités: L'Autorité cambodgienne pour l'action antimine et l'assistance aux victimes (CMAA) aide actuellement le Conseil pour la prise en charge des handicaps (DAC) à élaborer un plan stratégique à long terme, qui définira des programmes intersectoriels et les ressources nécessaires à cet effet. La CMAA est un organe de contrôle chargé de coordonner et d'encadrer l'action antimine. Elle est à la fois responsable de la réglementation et l'élément moteur qui centralise au niveau gouvernemental l'élaboration des politiques, plans et programmes et la mise en place du cadre juridique applicable au problème des mines. Pour les cinq années à venir, le Cambodge a fixé les priorités suivantes: 1) mettre en place, aider et, s'il y a lieu, coordonner tous les organismes compétents pour qu'ils puissent fournir des services intégrés et durables; 2) établir des réseaux d'information sur l'assistance aux victimes; 3) encourager le développement de services et de programmes efficaces et appropriés de réadaptation; 4) soutenir et promouvoir l'intégration des victimes dans tous les projets/programmes et activités de développement; 5) établir des formulaires trimestriels et annuels permettant aux organisations et institutions concernées d'envoyer à l'Autorité nationale des rapports d'activité périodiques; 6) assurer un suivi sur le terrain auprès des organisations et institutions compétentes pour contrôler l'application de toutes les mesures et directives gouvernementales relatives à la réadaptation, à l'intégration sociale et économique et à la lutte contre la discrimination en matière de handicaps; et 7) convoquer une réunion annuelle de tous les organismes/agences, principaux ministères et interlocuteurs concernés par l'assistance aux victimes. Le Ministère des affaires sociales, de l'aide à la jeunesse et des anciens combattants met la dernière main à un projet de loi sur les droits des personnes handicapées. Le texte a été soumis au Conseil juridique du Conseil des ministres pour examen, en vue d'être approuvé par le Gouvernement royal et transmis en temps opportun à l'Assemblée nationale. Les victimes de mines sont dûment prises en considération dans le texte du projet de loi.</p> <p>L'assistance aux victimes nécessite un financement permanent.</p>
Colombie	<p>Problèmes rencontrés: La Colombie compte un nombre important de victimes, 40 % environ des victimes civiles vivant en dessous du niveau de pauvreté. Les membres artificiels et les diverses formes d'assistance coûtent cher et il est difficile aux victimes de se les procurer en raison des distances à parcourir.</p> <p>Plans, progrès et priorités: L'État s'attache activement à offrir aux victimes une réadaptation tant physique qu'économique. La Colombie déploie des efforts systématiques de réintégration, qu'il s'agisse d'informations sur leurs droits ou de leur réinsertion sur les plans matériels et économique. Un manuel relatif aux situations d'urgence a été élaboré. Une formation est assurée au personnel chargé de l'assistance médicale. Les priorités consistent notamment à tenir compte de la dimension psychologique du problème et à adopter une démarche globale.</p>
Croatie	<p>Problèmes rencontrés: D'après l'Association croate des victimes de mines (CMVA), 1 890 personnes ont été victimes d'incidents liés aux mines entre 1991 et juin 2004, dont 420 ont succombé à leurs blessures. C'est dans les districts de Karlovac, Sisak, Osijek et Zadar que l'on en a recensé le plus grand nombre. Il s'agit en majorité d'agriculteurs adultes, la proportion de femmes étant de 5,26 % environ. Parmi les victimes, 104 avaient moins de 18 ans. Les démineurs représentent 6,24 % du nombre total de victimes.</p> <p>Le chômage reste le principal problème rencontré du fait de blessures occasionnées par les mines, de même que les larges écarts en matière de droits et d'allocations.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Le centre DUGA de réadaptation psychosociale, créé en 2004, accueillera chaque année entre 500 et 600 victimes de mines à Rovinj, où des ateliers ont été organisés tous les étés depuis 2001. Le centre sera ouvert à toutes les victimes de mines originaires d'Europe du Sud-Est, de 10 à 15 % des places étant réservées aux victimes</p>

	Problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance
	<p>provenant d'autres régions du monde. Les divers types de soins d'urgence sont relativement bien développés en Croatie. Il y a 4 hôpitaux spécialisés dans le traitement des amputés, 75 % des cas étant néanmoins traités à Zagreb. Des soins sont assurés avant et après appareillage, mais le nombre de fauteuils roulants disponibles est insuffisant. Toutes les institutions publiques et entreprises contrôlées par l'État sont tenues en vertu de la loi d'employer des personnes handicapées dans la mesure du possible: cependant il est difficile de faire respecter ces dispositions, surtout lorsque le chômage est élevé. Des lois ont été adoptées concernant les besoins médicaux des victimes de mines et les prestations prévues, mais les intéressés n'ont pas toujours connaissance de leurs droits ni des moyens de les faire valoir. La CMVA a publié une brochure d'information sur ce sujet et s'attache à étoffer ses capacités régionales en informant ses représentants spéciaux (eux-mêmes victimes de mines) dans chacun des 14 districts concernés. En matière de financement extérieur, la Croatie accorde la priorité au renforcement des capacités. Les efforts devront porter sur l'éducation et la sensibilisation aux dangers des mines en général, ainsi que sur le suivi et la mise en application des lois.</p>
El Salvador	<p>Problèmes rencontrés: On compte environ 7 000 victimes de mines, principalement dans les zones rurales. Les victimes doivent être équipées de prothèses adaptées au climat local.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Un programme de réadaptation physique et psychologique a été mis en œuvre à l'intention du personnel militaire et des civils victimes de mines. L'autre initiative importante a été la création d'un centre de prothèse et d'orthèse. Le Gouvernement s'efforce de protéger les survivants par des moyens juridiques, notamment la loi pour la protection des personnes blessées et handicapées en raison de conflits armés et la loi sur l'égalité des chances des personnes handicapées. Ces textes garantissent aux handicapés des soins de santé et une réintégration dans le secteur productif dans des conditions d'égalité.</p>
Érythrée	<p>Problèmes rencontrés: L'ampleur du problème posé par les victimes de mines n'a pas encore été pleinement mesurée, mais des données concernant 100 000 personnes handicapées sont en cours d'analyse dans le cadre d'une enquête nationale qui devrait aboutir à la création d'une base de données socioéconomiques permettant de suivre le processus de réintégration. D'après l'enquête sur l'effet des mines terrestres, qui a recensé les personnes ayant survécu à l'explosion de mines dans les communautés concernées, l'on compte au total 5 385 victimes, les jeunes éleveurs représentant le groupe le plus touché. L'effectif dénombré devrait s'accroître du fait du retour des personnes déplacées et de l'amélioration des procédures de collecte de données.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Un plan stratégique d'action antimine devait en principe être élaboré en juillet et août 2004. L'enquête nationale sur les personnes handicapées sera menée à bien en mars 2005. En 2003, le Ministère du travail et de la prévoyance sociale a approuvé un plan stratégique pour 2002-2006 qui prévoit l'établissement d'un dispositif type d'aide aux victimes par un processus de réadaptation à l'échelle locale. Ce plan définit les modalités d'assistance et les priorités fixées en la matière, qui ont fait l'objet d'une concertation avec plus de 800 personnes, dont bon nombre de handicapés. Le programme d'aide aux victimes en Érythrée vise à la fois: à modifier les comportements des communautés à leur égard en vue d'une meilleure réintégration sociale; à recourir à des mesures de réadaptation à l'échelle locale pour atteindre les objectifs prioritaires des plans nationaux de développement concernant les personnes handicapées; à garantir l'accès à d'autres services tels que les ateliers d'appareillage orthopédique; à permettre aux enfants ayant survécu à l'explosion de mines de fréquenter un établissement scolaire; et à accorder des prêts à la création de petites entreprises en vue de réduire la pauvreté. Le Ministère du travail et de la prévoyance sociale met actuellement sur pied des plans dans ce domaine en collaboration avec les Ministères de la santé et de l'éducation. Il a élaboré une proposition consistant à former les communautés aux premiers secours. Des partenariats sont à l'étude pour assurer un suivi médical englobant le traitement des traumatismes, les interventions chirurgicales et les soins complémentaires nécessaires. Un projet a été financé en 2004 pour aider les victimes de mines et les autres personnes handicapées à accéder aux ateliers</p>

	Problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance
	<p>d'appareillage orthopédique relevant du Ministère du travail et de la prévoyance. En Érythrée, une importance particulière est accordée au soutien social et aux moyens de modifier les comportements. Des comités de réadaptation ont été créés à l'échelle locale. En matière de réintégration économique, un projet pilote consistant à fournir une mise de fonds initiale sous la forme de prêts s'est avéré extrêmement concluant: il faudra donc en priorité poursuivre ce projet dans le cadre de l'assistance aux victimes. À mesure que progressent les travaux sur la convention internationale pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des handicapés, l'Érythrée compte en tirer parti pour établir une concertation dans ce domaine avec les ministères compétents en vue d'élaborer un cadre de référence conforme à ladite convention. Il faudrait renforcer les capacités des ateliers d'appareillage orthopédique et maintenir de bonnes relations avec les communautés pour trouver des solutions adaptées. Les besoins à satisfaire sont les suivants: fourniture des matériaux nécessaires, rééducation fonctionnelle des membres supérieurs, conception de dispositifs simples et production d'équipements (il est prévu de produire des fauteuils roulants à partir de 2005 ou 2006).</p>
Guinée-Bissau	<p>Problèmes rencontrés: Une enquête nationale sur les victimes de mines lancée en 2002 a permis de dénombrer 616 survivants, dont près de 35 % sont des enfants, 20 % des femmes et 45 % des hommes. Seulement 9 % des victimes ont été traitées au moyen des capacités nationales de réadaptation physique. Des rescapés ont été recensés à la fois dans le nord du pays (35 %), dans la capitale (25 %), dans le sud (19 %) et dans l'est (21 %). Les moyens de traitement disponibles sont peu abondants. Le Centre spécialisé de chirurgie et de réadaptation des personnes handicapées a été détruit au cours du conflit de 1998-1999. Le coût du traitement est dans bon nombre de cas un obstacle majeur, même lorsque les victimes peuvent accéder à un hôpital public. Les établissements hospitaliers sont souvent dépourvus des moyens requis. Les services de soutien psychologique et social sont inexistants. Le principal problème consiste à fournir un emploi aux rescapés et aux personnes handicapées.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Différents objectifs ont été fixés: améliorer la mobilité des personnes handicapées grâce à la remise en état du Centre spécialisé de chirurgie, accroître les capacités nationales en matière de réadaptation physique, garantir aux victimes une rééducation, un soutien psychologique et une assistance en vue de leur réinsertion dans la société guinéenne, favoriser la réintégration des victimes de mines et des personnes handicapées en encourageant les activités sportives et en facilitant les projets permettant de dégager des revenus. Il faudrait compléter l'article 5 de la Constitution nationale pour y inclure la notion d'assistance aux victimes de mines et de munitions non explosées. Un plan national global et de grande envergure prévoyant notamment des campagnes de sensibilisation aux besoins des personnes handicapées devrait être mis en œuvre. Les autres tâches consistent à inclure les victimes de mines et de munitions non explosées dans la catégorie des «victimes de guerre» pour qu'elles puissent bénéficier des mêmes droits à indemnisation et à éviter toute discrimination entre les victimes de la guerre de libération et celles du conflit de 1998-1999 et entre les victimes de mines et de munitions non explosées et les autres personnes handicapées. La Guinée-Bissau a besoin d'une assistance pour renforcer les activités des organisations nationales, les services de soins et les ateliers. Elle demande une aide pour pouvoir, entre autres, mettre en place une unité d'intervention rapide, assurer une formation aux premiers secours et organiser des activités de suivi.</p>
Mozambique	<p>Problèmes rencontrés: On n'a guère d'informations sur les victimes de mines. Depuis qu'une action antimine a été engagée en 1992, 2 300 victimes environ ont été recensées. Une minorité seulement a bénéficié de programmes d'assistance.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Ainsi qu'il a été signalé, le pays compte 60 services de physiothérapie, 10 centres orthopédiques et 10 centres de transit destinés à accueillir les personnes handicapées subissant un traitement. Le programme actuel d'assistance aux victimes (exécuté par Landmines Survivors Network – LSN) englobe à la fois la réadaptation physique, la formation professionnelle et la fourniture d'outils permettant</p>

	Problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance
	<p>de pratiquer une activité, outre le soutien moral que s'accordent mutuellement les victimes. Sur les 321 personnes ayant bénéficié de ce programme, 12 seulement sont considérées comme pleinement réadaptées et capables de mener une existence normale et peuvent désormais se passer d'une assistance. Le Mozambique a examiné avec LSN la possibilité d'étendre de telles activités à d'autres provinces et des travaux ont été entrepris à cet effet. Si un appui financier complémentaire était accordé, un plus grand nombre d'organisations seraient en mesure de fournir une aide aux personnes ayant survécu à l'explosion de mines. Cet appui servirait à faciliter leur réintégration sociale et économique, à assurer un suivi ou à distribuer des prothèses.</p>
Nicaragua	<p>Problèmes rencontrés: D'après des estimations du CICR, le Nicaragua compte plus de 2 000 victimes de mines ou de munitions non explosées. Cependant, le nombre de rescapés officiellement enregistrés est de 781. Dans 95 % des cas, les victimes sont très démunies et vivent dans des zones isolées difficiles d'accès. Les centres spécialisés se trouvent dans la capitale et dans deux villes au nord du pays. Pour chaque séance de traitement, il faut donc prévoir le transport, l'hébergement et la nourriture nécessaires à la victime et à son accompagnant, d'où le coût élevé du programme. L'État n'a qu'un centre de production de prothèses qui couvre 10 % seulement de la demande au niveau national, ainsi qu'il ressort de statistiques de l'ONU selon lesquelles plus de 500 000 personnes souffrent d'une forme ou d'une autre de handicap au Nicaragua. Des centres privés assurent des services de prothèse et d'orthèse, qui sont plus onéreux.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Un programme de réintégration sociale et économique a été lancé en 2002, grâce auquel 106 victimes de mines ou de munitions non explosées (soit 10 % des personnes susceptibles d'en bénéficier) ont reçu une formation. Depuis 1995, le programme d'assistance aux victimes a pris en charge 90 % des personnes officiellement recensées (690 environ) en leur offrant un traitement médical et psychologique spécialisé, des services de prothèse ou d'orthèse, une réadaptation physique ainsi que des possibilités de réintégration sociale et économique. La Commission nationale du déminage (CND) prévoit de maintenir le programme de suivi intégral des rescapés des mines (PAICMA) au moins jusqu'en 2010, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'État ait pu mettre au point ses propres programmes et renforcer les capacités des centres nationaux de santé et de réadaptation.</p>
Ouganda	<p>Problèmes rencontrés: Certaines régions au nord et à l'est de l'Ouganda sont en proie à l'insécurité provoquée par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Ce conflit armé a engorgé les camps de personnes déplacées et a rendu le réseau routier peu sûr dans la partie septentrionale du pays. Les services d'aide sociale, de secours, de développement et de santé en sont gravement perturbés. Le nombre d'ambulances étant insuffisant, les victimes sont principalement transportées par des véhicules militaires. Les hôpitaux existants sont très éloignés des zones touchées et ont été dévastés par le conflit armé. Entre juillet 1998 et mai 2003, on a recensé 1 183 personnes amputées. Sur ce nombre, 385 (27,3 %) avaient été victimes de mines terrestres et 629 étaient équipées de prothèses, dont 221 (35 %) parmi les victimes de mines. Le groupe le plus touché est celui des hommes de 18 à 40 ans. D'autres problèmes pressants (la pandémie de VIH/sida par exemple) pèsent sur la capacité de répondre aux besoins des victimes de mines.</p> <p>Plans, progrès et priorités: L'Ouganda a mis en œuvre des programmes d'aide aux victimes prévoyant un soutien psychologique et social à l'échelle locale, des moyens de subsistance durables, un meilleur accès aux services d'assainissement, des installations appropriées et le renforcement des services médicaux locaux. Par suite de la campagne de sensibilisation aux dangers des mines, les incidents liés aux mines sont désormais signalés de façon plus systématique. Dans les écoles, les latrines sont conçues de façon à être accessibles aux personnes handicapées. Le Ministère de la santé s'attache à coordonner et à encadrer les activités pertinentes. Les objectifs prioritaires consistent à affecter des chirurgiens dans les hôpitaux de la région d'Acholi et à assurer des services de physiothérapie et d'appareillage orthopédique.</p>

	Problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance
Pérou	<p>Problèmes rencontrés: La Commission nationale d'action contre les mines a entrepris d'établir un registre permettant de recenser toutes les victimes de mines. Ces efforts se poursuivent à l'aide d'informations fournies par le CICR. D'après cette organisation, les mines ont fait 238 nouvelles victimes entre 1992 et 2003. La plupart sont des personnes démunies vivant dans les zones rurales. Le problème consiste à les identifier pour pouvoir élaborer une politique appropriée en faveur des survivants.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Tous les établissements de santé publique du pays peuvent offrir une aide d'urgence. Les hôpitaux d'État sont en mesure de traiter les traumatismes et de prendre en charge les patients victimes de mines. Il existe un régime d'assurance maladie, mais celui-ci ne s'applique pas à la réadaptation. L'Institut national de réadaptation offre un programme de traitement physique et psychologique et de formation: ses services sont payants. Il est difficile aux personnes vivant dans les zones rurales d'y accéder, l'Institut étant situé à Lima. Le Centre de formation professionnelle des personnes handicapées (CEFODI) propose divers types de formation. Le Pérou a bénéficié de l'appui de la Croix-Rouge pour lancer un programme pilote de formation professionnelle. Les mesures en faveur des victimes font partie intégrante de la politique d'aide aux personnes handicapées. Celle-ci s'appuie sur la loi générale en faveur des personnes handicapées, qui garantit des services de santé et des prestations sociales, l'accès à des logements subventionnés par l'État et des possibilités d'emploi dans des conditions d'égalité. Le Gouvernement péruvien s'attache à promouvoir le «Plan pour l'égalité des chances» qui énonce les engagements pris par l'État en vue de réduire la pauvreté et d'assurer l'égalité des chances en privilégiant l'aide aux groupes vulnérables et très démunis. Les activités de réintégration devront être renforcées.</p>
République démocratique du Congo	<p>Problèmes rencontrés: Après plusieurs années de guerre, il est à supposer que le nombre des victimes de mines est très élevé.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Le personnel médical qualifié se trouve uniquement dans la capitale. L'objectif est d'équiper les rescapés de prothèses, mais le pays manque de personnel suffisamment qualifié. Pour répondre aux besoins socioéconomiques des victimes, le Président a créé en février 2002 un fonds social à leur intention. Il existe également un comité national pour la formation professionnelle. L'assistance aux victimes de mines ne fait pas l'objet de dispositions législatives au niveau national: l'aide de pays tiers serait souhaitable dans le domaine juridique.</p>
Sénégal	<p>Problèmes rencontrés: Selon les chiffres fournis par Handicap International (HI), qui signale chaque année le nombre de victimes, 643 personnes ayant survécu à l'explosion de mines ont été enregistrées depuis 1996.</p> <p>Plans, progrès et priorités: L'assistance aux victimes revêt la forme d'une aide individualisée, d'une réintégration sociale et économique et d'un suivi individuel. Les hôpitaux ont peu de ressources, mais ils ont récemment reçu du matériel neuf. Des centres d'appareillage orthopédique fonctionnent dans la plupart des régions concernées par le problème des mines. L'État envoie des spécialistes dans ces établissements. Des cours de formation ont été assurés dans différents domaines. En 2002, des trousseaux médicaux ont été distribués aux personnes handicapées, notamment celles ayant survécu à l'explosion de mines. HI a réalisé des projets de microfinancement. Des services de formation professionnelle ont été mis en place à l'intention des personnes handicapées. Un vaste programme de reconstruction des structures socioéconomiques est en cours d'exécution. La Banque mondiale effectue une enquête globale sur le déminage et le redressement économique de la région. Il est prévu de créer un centre de déminage et d'établir un mécanisme permettant de dégager des revenus. Les victimes de mines ont constitué des associations qui collaborent avec les organisations travaillant dans le secteur de la réadaptation.</p>

	Problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance
Serbie-et-Monténégro	<p>Problèmes rencontrés: C'est parmi les personnes récemment déplacées du Kosovo-Metohija et les personnes réfugiées à la suite des hostilités antérieures en Bosnie-Herzégovine que l'on recense le plus grand nombre de victimes. Celles-ci n'ayant pas fait l'objet d'une prise en charge systématique dès le déclenchement des hostilités, les blessures ont été traitées du mieux possible dans le cadre du système de soins médicaux existant pour la population civile. Il reste à présent à regrouper les données. On estime à 1 500 le nombre de nouvelles victimes de mines pour la période comprise entre 1992 et 2000, dont 1 450 ont survécu. Aucune base de données globale n'a été mise en place dans le domaine du soutien psychologique et social. Les professionnels de la santé ne bénéficient pas d'une formation ciblée sur les troubles post-traumatiques touchant les victimes de mines. La communauté internationale pourrait contribuer à l'exécution de projets, plans et programmes d'assistance aux victimes en collaborant avec des donateurs et des organisations et associations professionnelles pour fournir un appui matériel, technique et pédagogique à la réalisation de ces objectifs humanitaires.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Le 11 août 2004, le Ministère de la santé de la République du Monténégro a créé une commission pour la réadaptation des victimes de mines antipersonnel, qui est composée de huit éminents spécialistes de la thérapie physique, de la réadaptation et de la réintégration psychosociale et dont les travaux sont coordonnés par un expert désigné par le Ministère. La commission comprend également des représentants d'autres ministères monténégrins et de ministères de l'union ainsi que des experts de la République de Serbie s'intéressant aux mêmes problèmes. Son plan de travail est essentiellement axé sur les objectifs suivants: assistance aux victimes de mines (création de bases de données, aide sociale, assistance médicale et matérielle, coopération internationale et réalisation des projets de donateurs visant à répondre aux besoins d'appareillage et autres des victimes); assistance aux établissements et professionnels de la santé assurant un traitement et une réadaptation aux victimes de mines (coordination des programmes de formation du personnel médical, achat de matériel et d'appareils orthopédiques, amélioration des conditions techniques et matérielles de traitement et d'emploi des victimes); création des conditions matérielles nécessaires à la réintégration économique des victimes par le biais d'une coopération avec des institutions économiques tant nationales qu'internationales dans l'exécution de programmes de formation professionnelle et d'emploi; sensibilisation aux problèmes posés par les mines antipersonnel et à la nécessité de fournir une assistance aux victimes (publicité et information dans les médias). Il est prévu de créer un conseil des agents de santé dans la République de Serbie pour mettre en œuvre des programmes de réadaptation physique et de réinsertion sociale. En vue de coordonner ces activités, le Ministère serbe de la santé a désigné un représentant qui a présenté un exposé détaillé aux États parties en juin 2004. Moyennant une aide internationale, le projet envisagé permettrait notamment d'élaborer un programme pour créer une base de données centralisée sur les victimes de mines en vue de les aider concrètement et d'assurer le suivi voulu, de la thérapie physique et de la réadaptation jusqu'à une véritable réintégration sociale en passant par le rétablissement psychologique. Un programme d'activité a été mis au point, comportant les étapes suivantes: création de centres régionaux chargés d'assurer un large éventail de services de réadaptation médicale et psychosociale en Serbie-et-Monténégro; établissement d'une base de données sur les victimes de mines à l'échelle régionale, à transmettre à un registre central (nombre, catégorie, descriptif des besoins des victimes); constitution d'équipes mobiles d'experts chargées de se rendre dans les différentes institutions, d'effectuer des visites auprès des proches, d'informer, d'organiser des soins thérapeutiques et de signaler les besoins prioritaires; formation des équipes régionales d'experts et du personnel local; enfin, élaboration de programmes de recyclage professionnel et d'emploi rémunéré à l'intention des victimes (avec une aide internationale et en coopération avec des entités économiques). La mise en place des institutions en question et le lancement des activités susmentionnées ont déjà permis d'obtenir des résultats concrets: élaboration d'une partie de la base de données sur les victimes déjà prises en charge, réadaptées ou recensées sur le territoire monténégrin (les dossiers de 260 personnes ont été enregistrés et traités</p>

	Problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance
	à ce jour); et préparation d'un séminaire sur un programme d'assistance aux victimes de mines à lancer dans le cadre des mécanismes de la Convention d'Ottawa, qui se tiendra à Belgrade (Serbie) fin 2004 à l'intention du personnel médical et d'autres professionnels des différents centres régionaux de soins de santé et d'aide sociale de Serbie-et-Monténégro.
Soudan	<p>Problèmes rencontrés: Le problème des mines et des munitions non explosées n'a pas encore été pleinement évalué, mais le nombre de victimes est estimé à 10 000 au Soudan, dont 1 090 sont enregistrées auprès de l'Office national de l'action antimine (NMAO). La moitié des victimes recensées sont des hommes et un quart des enfants. Environ 70 % des victimes signalées ont survécu. Dans 29 % des cas, les victimes ont fini par succomber en se rendant vers un établissement de soins ou en y arrivant. À Kassala, 84 % des victimes avaient été transportées sur plus de 50 km pour atteindre l'établissement de soins le plus proche, et 14 % y avaient été amenées à pied. Les rescapés sont particulièrement vulnérables et représentent un des groupes les plus délaissés. Les services médicaux sont mal équipés pour traiter leurs blessures. Les unités et centres de premiers secours ne sont pas en mesure de traiter les blessures internes causées par les mines à fragmentation.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Les personnes handicapées relèvent du Ministère de la prévoyance et du développement social. Le Centre national de soins orthopédiques de Khartoum et les centres auxiliaires installés dans six États sont administrés par l'Autorité nationale des services de prothèse et d'orthopédie, avec l'appui du Gouvernement soudanais et du CICR. Des enquêtes sur l'évaluation des besoins ont été réalisées dans le cadre de l'initiative soudanaise d'information et d'intervention concernant les mines terrestres (SLIRI). Les données de la SLIRI sont actuellement considérées comme confidentielles, car la plupart des victimes sont des combattants et ont été blessées au cours du conflit. L'OMS organise des programmes de formation aux premiers secours. La majorité des bénévoles du Croissant-Rouge soudanais ont été à cet égard dûment formés, mais les hôpitaux ne disposent pas de moyens ou d'équipements suffisants. Il est prévu d'ouvrir un centre d'appareillage orthopédique à Rumbek (Soudan méridional) et d'organiser des activités à plus petite échelle dans d'autres districts du Bahr el Ghazal. ABRAR propose des programmes d'entraide aux victimes de mines et a organisé deux camps axés sur l'activité sportive et le soutien psychologique. L'Institut national de formation professionnelle de Khartoum, d'une capacité de 40 à 200 personnes, offre divers types de qualifications. Dix victimes de mines ont obtenu un diplôme en maintenance informatique à l'Université Elamam Elmahadi. L'Université du Soudan a décidé de garantir à cinq victimes de mines par an l'accès gratuit aux cours. En vertu de la législation, tous les organismes sont tenus de réserver 5 % des postes de travail à des personnes handicapées.</p> <p>Les priorités ci-après ont été fixées en matière d'assistance: renforcement des capacités pour assurer et coordonner efficacement l'aide aux victimes sur l'ensemble du territoire; appui à la réalisation d'une enquête à l'échelle nationale pour déterminer l'ampleur réelle des problèmes et des besoins des victimes de mines ou de munitions non explosées; développement des services de consultation psychosociale; renforcement des unités et des antennes de soins préliminaires concernant le traitement des traumatismes; appui aux centres de réadaptation fonctionnelle et développement de leurs activités; enfin, appui aux programmes de réintégration sociale et économique liés à la consolidation de la paix, à la réduction de la pauvreté et au rapatriement des personnes déplacées.</p>
Tadjikistan	<p>Problèmes rencontrés: Plus d'une centaine de personnes ont été blessées par des mines au cours des cinq à six dernières années.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Un accord prévoyant la création d'un atelier de fabrication de prothèses et d'un centre de réadaptation a été signé entre le Ministère du travail et de la sécurité sociale, la Société nationale du Croissant-Rouge et le CICR. Les personnes handicapées peuvent bénéficier d'une réadaptation professionnelle dans un centre de formation avec internat. La loi sur les pensions prévoit le versement d'allocations aux personnes handicapées, y compris les victimes de mines. Les droits des personnes handicapées sont également protégés par la loi sur la sécurité sociale.</p>

	Problèmes, plans, progrès et priorités en matière d'assistance
Tchad	<p>Problèmes rencontrés: L'enquête de 2001 sur l'effet des mines terrestres avait recensé 1 688 personnes blessées ou tuées par des mines dans le pays.</p> <p>Plans, progrès et priorités: Le Tchad n'a pas élaboré de plan national d'assistance aux victimes de mines. Cependant, les groupes vulnérables, dont les handicapés, sont pris en considération dans le document de stratégie de réduction de la pauvreté.</p>
Thaïlande	<p>Plans et progrès: Le Gouvernement thaïlandais a lancé une initiative visant à élaborer des programmes nationaux d'assistance aux victimes, notamment en matière de réadaptation fonctionnelle et de réintégration économique dans les zones situées le long de la frontière avec le Cambodge. L'assistance aux victimes a été intégrée dans les travaux des différents services gouvernementaux: les soins médicaux d'urgence relèvent du Ministère de la santé publique, les activités de réadaptation du Ministère de l'intérieur, la formation professionnelle et les possibilités d'emploi du Ministère du travail et l'enseignement approprié du Ministère de l'éducation.</p>
Yémen	<p>Plans et progrès: Le Yémen poursuit son programme d'assistance aux victimes, une deuxième enquête étant en cours. L'Association yéménite des personnes handicapées par des mines (YMAD), gérée par des rescapés, s'attache actuellement à réintégrer 100 victimes (20 femmes et 80 hommes). Ses activités consistent à ouvrir un dossier sur chacune d'elles, à les orienter vers des spécialistes à l'intérieur du territoire et à leur fournir un appareillage. Certaines victimes doivent subir des interventions chirurgicales complémentaires. Les cas les plus complexes sont traités en Italie.</p>

Annexe VII

Rapports présentés en application de l'article 7

État partie	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Afghanistan					O	O
Afrique du Sud	O	O	O	O	O	O
Albanie			N	O	O	O
Algérie				N	O	O
Allemagne	O	O	O	O	O	O
Andorre	N	O	N	N	N	N
Angola					N	O
Antigua-et-Barbuda		O	N	N	N	N
Argentine		O	O	O	O	O
Australie	O	O	O	O	O	O
Autriche	O	O	O	O	O	O
Bahamas	N	N	N	O	N	O
Bangladesh			N	O	O	O
Barbade	N	N	N	N	O	N
Bélarus						O
Belgique	O	O	O	O	O	O
Belize	O	N	N	N	N	O
Bénin	O	O	N	O	N	O
Bolivie	O	N	N	N	N	N
Bosnie-Herzégovine	N	O	O	O	O	O
Botswana			O	N	N	N
Brésil		O	O	O	O	O
Bulgarie	O	O	O	O	O	O
Burkina Faso	N	O	O	O	O	O
Burundi						N
Cambodge		O	O	O	O	O
Cameroun ¹					N	N
Canada	O	O	O	O	O	O
Cap-Vert				N	N	N
Chili				O	O	O
Chypre					N	O
Colombie			N	O	O	O
Comores					O	O
Congo (République du)				O	N	O
Costa Rica		N	O	O	N	N
Côte d'Ivoire			N	N	N	O
Croatie	O	N	O	O	O	O

¹ Le 14 mars 2001, soit avant qu'il n'ait ratifié la Convention, le Cameroun a présenté de sa propre initiative le rapport prévu à l'article 7.

État partie	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Danemark	O	O	O	O	O	O
Djibouti	N	N	N	N	O	O
Dominique		N	N	O	O	O
El Salvador	N	N	O	O	O	O
Équateur		O	O	O	O	O
Érythrée				N	O	N
Espagne	O	N	O	O	O	O
Estonie						
Ex-République yougoslave de Macédoine		N	N	O	O	O
Fidji	O	N	N	O	N	N
France	O	O	O	O	O	O
Gabon			N	O	N	N
Gambie ²					N	N
Ghana			N	O	N	N
Grèce						O
Grenade	N	N	O	N	N	O
Guatemala		N	O	O	O	O
Guinée	N	N	N	N	N	O
Guinée équatoriale	N	N	N	N	N	N
Guinée-Bissau				O	O	O
Guyana						N
Honduras	O	N	O	O	N	O
Hongrie	O	O	O	O	O	O
Îles Salomon	N	N	N	N	N	O
Irlande	O	O	O	O	O	O
Islande		N	N	O	O	O
Italie		O	O	O	O	O
Jamaïque	N	O	N	O	O	O
Japon	O	O	O	O	O	O
Jordanie	O	O	N	O	O	O
Kenya			O	O	N	O
Kiribati			O	N	N	O
Lesotho	N	O	N	N	O	N
Libéria		N	N	N	N	N
Liechtenstein		O	O	O	O	O
Lituanie ³						O
Luxembourg		N	O	O	O	O

² Le 28 août 2002, soit avant qu'elle n'ait ratifié la Convention, la Gambie a présenté de sa propre initiative le rapport prévu à l'article 7.

³ Le 2 juillet 2002, soit avant qu'elle n'ait ratifié la Convention, la Lituanie a présenté de sa propre initiative le rapport prévu à l'article 7.

État partie	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Madagascar		N	O	N	N	N
Malaisie		O	N	O	O	O
Malawi	N	N	N	N	O	O
Maldives			N	O	N	N
Mali	N	N	O	N	O	O
Malte				O	O	O
Maurice	N	N	N	O	O	O
Mauritanie			O	O	O	O
Mexique	O	O	O	O	O	O
Monaco	N	N	O	O	O	O
Mozambique	N	O	O	O	O	O
Namibie	N	N	N	N	N	O
Nauru			N	N	N	O
Nicaragua	O	N	O	O	O	O
Niger		N	N	O	O	O
Nigéria				N	N	O
Nioué	O	N	N	O	N	N
Norvège	O	O	O	O	O	O
Nouvelle-Zélande	O	N	O	O	O	O
Ouganda		N	N	O	O	O
Panama	N	N	N	O	O	N
Papouasie-Nouvelle-Guinée						
Paraguay	N	N	O	O	N	N
Pays-Bas		O	O	O	O	O
Pérou	O	O	O	O	O	O
Philippines ⁴			O	O	O	O
Portugal		O	O	O	N	O
Qatar	N	N	N	N	O	O
République centrafricaine					N	N
République démocratique du Congo					O	O
République de Moldova			N	O	O	O
République dominicaine			O	O	O	N
République tchèque		O	O	O	O	O
République-Unie de Tanzanie			N	N	O	O
Roumanie			N	O	O	O
Royaume-Uni	O	O	O	O	O	O
Rwanda			O	N	O	O
Sainte-Lucie		N	N	N	N	N
Saint-Kitts-et-Nevis	O	N	N	N	N	N
Saint-Marin	N	N	O	O	N	O

⁴ Les Philippines ont présenté le rapport initial prévu à l'article 7 le 12 décembre 2000, soit avant la date à laquelle il était attendu.

État partie	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Saint-Siège	O	N	N	O	O	O
Saint-Vincent-et-les Grenadines				N	N	O
Samoa	N	N	N	O	N	N
Sao Tomé-et-Principe						N
Sénégal	O	N	O	O	O	O
Serbie-et-Monténégro						O
Seychelles			N	N	O	N
Sierra Leone				N	N	O
Slovaquie ⁵		O	O	O	O	O
Slovénie ⁶	O	N	O	O	O	O
Soudan						O
Suède	O	O	O	O	O	O
Suisse	O	O	O	O	O	O
Suriname					O	O
Swaziland	N	O	N	N	N	N
Tadjikistan		N	N	N	O	O
Tchad		N	N	O	O	O
Thaïlande	O	O	O	O	O	O
Timor-Leste						O
Togo			N	N	O	O
Trinité-et-Tobago	N	N	N	O	N	N
Tunisie		O	N	O	O	O
Turkménistan	N	N	O	N	N	O
Turquie						O
Uruguay				O	N	O
Venezuela		N	N	O	O	N
Yémen	O	O	O	O	O	O
Zambie ⁷				N	N	O
Zimbabwe ⁸	N	O	O	N	O	N

⁵ La Slovaquie a présenté le rapport initial prévu à l'article 7 le 9 décembre 1999, soit avant la date à laquelle il était attendu.

⁶ Bien qu'elle n'ait pas présenté en 2000 le rapport prévu à l'article 7, la Slovénie a soumis deux rapports en 2001, dont l'un portait sur la période allant d'octobre 1999 au 30 avril 2001.

⁷ La Zambie a présenté le rapport initial prévu à l'article 7 le 31 août 2001, soit avant la date à laquelle il était attendu.

⁸ Bien qu'il n'ait pas présenté en 2004 le rapport prévu à l'article 7, le Zimbabwe a soumis deux rapports en 2003, dont l'un portait sur l'année civile 2003.

Annexe VIII

**Mines antipersonnel que les États parties ont déclaré avoir conservées
aux fins autorisées à l'article 3 de la Convention**

**Tableau 1. Mines antipersonnel que les États parties ont déclaré
avoir conservées en application de l'article 3**

État	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Afghanistan ¹						
Afrique du Sud ²	11 247	11 247	4 505	4 455	4 400	4 414
Albanie				0	0	0
Algérie					15 030	
Allemagne	3 006	2 983	2 753	2 574	2 555	2 537
Andorre		0				
Angola						1 390
Antigua-et-Barbuda		0				
Argentine ³		3 049	13 025	2 160	1 000	1 772
Australie	~10 000	~10 000	7 845	7 726	7 513	7 465
Autriche	0	0	0	0	0	0
Bahamas				0		0
Bangladesh				15 000	15 000	15 000
Barbade					0	
Bélarus						0
Belgique	5 980	5 816	5 433	5 099	4 806	4 443
Belize	0					0
Bénin	0	0		0		0
Bolivie	0					
Bosnie-Herzégovine ⁴		2 165	2 405	2 405	2 525	2 652
Botswana ⁵						

¹ Dans les rapports qu'il a présentés en 2003 et 2004, l'Afghanistan a indiqué que les autorités nationales allaient prendre une décision sur le nombre de mines à conserver. Dans le rapport qu'il a présenté en 2004 en application de l'article 7, l'Afghanistan a indiqué qu'il conservait à l'heure actuelle 370 mines inertes.

² Dans le rapport qu'elle a présenté en 1999, l'Afrique du Sud a indiqué que 10 992 des 11 247 mines déclarées en application de l'article 3 étaient des gaines vides conservées pour la formation des membres de la Force de défense nationale sud-africaine.

³ Dans le rapport qu'elle a présenté en 2000, l'Argentine a indiqué que les autorités militaires envisageaient alors de conserver un plus grand nombre de mines. Dans son rapport de 2002, elle a signalé que 1 160 mines étaient conservées qui allaient servir de dispositifs de mise à feu des mines antichar FMK-5 et que 1 000 seraient utilisées pour les activités de formation jusqu'au 1^{er} avril 2010. En outre, dans la formule F, l'Argentine a indiqué que 12 025 mines allaient être vidées de leur charge explosive, les mines inertes devant servir à la formation.

⁴ Dans les rapports qu'elle a présentés en 2001 et 2002, la Bosnie-Herzégovine a indiqué que 222 des mines déclarées en application de l'article 3 ne comportaient pas de dispositif de mise à feu. Ce chiffre était de 293 selon le rapport de 2003 et de 439 selon le rapport de 2004.

⁵ Dans le rapport qu'il a présenté en 2001, le Botswana a indiqué qu'il conserverait «une petite quantité» de mines.

État	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Brésil ⁶		17 000	16 550	16 545	16 545	16 545
Bulgarie	10 446	4 000	4 000	3 963	3 963	3 688
Burkina Faso ⁷		0				
Burundi						
Cambodge		0	0	0	0	0
Cameroun ⁸			500			
Canada	1 781	1 668	1 712	1 683	1 935	1 928
Cap-Vert						
Chili				2 8647	6 245	6 245
Chypre						1 000
Colombie				0	986	986
Comores					0	0
Congo (République du)				372		372
Costa Rica			0	0		
Côte d'Ivoire						0
Croatie	17 500		7 000	7 000	6 546	6 478
Danemark	4 991	4 934	2 106	2 091	2 058	2 058
Djibouti					2 996	2 996
Dominique				0	0	0
El Salvador			0	96	96	96
Équateur		16 000	16 000	4 000	3 970	3 970
Érythrée					222	
Espagne	10 000		4 000	4 000	4 000	3 815
Estonie						
Ex-République yougoslave de Macédoine	50			0	4 000	4 000
Fidji	0			0		
France	4 361	4 539	4 476	4 479	4 462	4 466
Gabon				0		
Gambie				0		
Ghana				0		
Grèce						7 224
Grenade			0			0
Guatemala			0	0	0	0
Guinée						0
Guinée équatoriale						

⁶ Dans le rapport qu'il a présenté en 2001, le Brésil a indiqué que toutes les mines conservées seraient détruites lors d'activités de formation sur une période de 10 ans après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, soit au plus tard en octobre 2009.

⁷ Dans les rapports qu'il a présentés en 2001, 2002, 2003 et 2004, le Burkina Faso a indiqué qu'il ne conservait «rien pour le moment».

⁸ Dans un rapport qu'il a présenté en 2001, avant de ratifier la Convention, le Cameroun a fait état des mêmes 500 mines en ce qui concerne tant l'article 4 que l'article 3.

État	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Guinée-Bissau ⁹				0	0	
Guyana						
Honduras	1 050		826			826
Hongrie	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Îles Salomon						0
Irlande	130	129	127	125	116	103
Islande				0	0	0
Italie		8 000	8 000	7 992	803	803
Jamaïque		0		0	0	0
Japon	15 000	13 852	12 513	11 223	9 613	8 359
Jordanie	1 000	1 000		1 000	1 000	1 000
Kenya			3 000	3 000		3 000
Kiribati			0			0
Lesotho		0			0	
Libéria						
Liechtenstein		0	0	0	0	0
Lituanie ¹⁰				8 091		3 987
Luxembourg			998	998	988	976
Madagascar			0			
Malaisie ¹¹		0		0	0	0
Malawi ¹²					21	21
Maldives				0		
Mali			3 000		900	900
Malte				0	0	0
Maurice ¹³				93	93	0
Mauritanie ¹⁴			5 728	5 728	843	728
Mexique	0	0			0	0
Monaco			0	0	0	0

⁹ Dans le rapport qu'elle a présenté en 2004, la Guinée-Bissau a indiqué qu'elle ne conserverait qu'un très petit nombre de mines antipersonnel.

¹⁰ Dans le rapport qu'elle a présenté en 2004, la Lituanie a indiqué que les dispositifs de mise à feu des mines du type MON-100 et OZM-72 avaient été remplacés par des dispositifs télécommandés, de sorte que ces mines-là n'étaient plus des mines antipersonnel au sens de la Convention. Il n'en serait plus fait état dans le cadre de l'échange d'informations de 2005.

¹¹ Dans le rapport qu'elle a présenté en 2004, la Malaisie a indiqué que, aux fins de la formation, les forces armées malaisiennes employaient des mines antipersonnel d'instruction.

¹² Dans les rapports qu'il a présentés en 2003 et 2004, le Malawi a indiqué que les mines déclarées en application de l'article 3 étaient factices.

¹³ Dans les rapports présentés par Maurice en 2002 et 2003, les mines dont il a été fait état en application de l'article 3 ont également été déclarées en application de l'article 4.

¹⁴ Dans les rapports présentés par la Mauritanie en 2001 et 2002, les mines dont il a été fait état en application de l'article 3 ont aussi été déclarées en application de l'article 4.

État	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Mozambique		0	0	0	1 427	1 470
Namibie						9 999
Nauru						0
Nicaragua	1 971		1 971	1 971	1 971	1 810
Niger ¹⁵				0	146	0
Nigéria						3 364
Nioué	0			0		
Norvège	0	0	0	0	0	0
Nouvelle-Zélande	0		0	0	0	0
Ouganda				2 400		
Panama				0	0	
Papouasie-Nouvelle-Guinée						
Paraguay			0			
Pays-Bas		4 076	3 532	4 280	3 866	3 553
Pérou		9 526	5 578	4 024	4 024	4 024
Philippines		0	0	0	0	0
Portugal ¹⁶		~3 523	~3 523	1 115		1 115
Qatar					0	0
République centrafricaine						
République de Moldova				849		736
République démocratique du Congo ¹⁷						
République dominicaine			0	0	0	
République tchèque		4 859	4 859	4 849	4 849	4 849
République-Unie de Tanzanie					1 146	1 146
Roumanie				4 000	4 000	2 500
Royaume-Uni ¹⁸	4 437	4 519	4 919	4 949	4 899	1 930

¹⁵ Dans le rapport présenté par le Niger en 2003, les mines dont il a été fait état en application de l'article 3 ont aussi été déclarées en application de l'article 4.

¹⁶ Dans le rapport qu'il a présenté en 2000, le Portugal a indiqué que 3 000 des mines conservées étaient actives et le reste, inertes.

¹⁷ Dans les rapports qu'elle a présentés en 2003 et 2004, la République démocratique du Congo a indiqué qu'aucune décision n'avait encore été prise concernant le nombre de mines qui seraient conservées.

¹⁸ Dans le rapport qu'il a présenté en 1999, le Royaume-Uni a indiqué que ce chiffre comprenait 2 088 mines dont la durée de conservation expirait le 1^{er} août 2002 et 1 056 dont la durée de conservation expirait le 1^{er} août 2010, ainsi que 434 mines inertes d'instruction et 859 mines de fabrication étrangère. Dans son rapport de 2000, il a fait état de 2 088 mines dont la durée de conservation expirait le 1^{er} août 2002 et de 1 056 mines dont la durée de conservation expirait le 1^{er} août 2010, ainsi que de 1 375 mines de fabrication étrangère, les mines factices inertes ayant été enlevées du total puisqu'elles n'étaient pas des mines au sens de la Convention. Dans son rapport de 2001, le Royaume-Uni a fait état de 2 088 mines dont la durée de conservation expirait le 1^{er} août 2002 et de 1 056 mines dont la durée de conservation expirait le 1^{er} août 2010, ainsi que de 1 775 mines de fabrication étrangère. Dans son rapport de 2002, il faisait encore état de 2 088 mines dont la durée de conservation expirait le 1^{er} août 2002 et de 1 056 mines dont la durée de conservation expirait le 1^{er} août 2010, ainsi que de 1 805 mines de fabrication étrangère. Dans son rapport de 2003, le Royaume-Uni a signalé l'existence de 2 088 mines dont la durée de conservation avait expiré le 1^{er} août 2002 (le pays s'attache à présent à les détruire) et de 1 028 mines dont la durée de conservation expirait le 1^{er} août 2010, ainsi que de 1 783 mines de fabrication étrangère.

État	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Rwanda ¹⁹			0		101	101
Sainte-Lucie						
Saint-Kitts-et-Nevis	0					
Saint-Marin			0	0		0
Saint-Siège	0			0	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines						0
Samoa				0		
Sao Tomé-et-Principe						
Sénégal	0		0	0	0	0
Serbie-et-Monténégro						5 000
Seychelles					0	
Sierra Leone						0
Slovaquie	7 000		1 500	1 500	1 486	1 481
Slovénie	7 000		7 000	3 000	3 000	2 999
Soudan						5 000
Suède ²⁰	0	0	11 120	13 948	16 015	15 706
Suisse	0	0	0	0	0	0
Suriname ²¹					296	296
Swaziland		0				
Tadjikistan					255	255
Tchad ²²				0	0	0
Thaïlande ²³	15 604	15 604	5 000	4 970	4 970	4 970
Timor-Leste						0
Togo					436	436
Trinité-et-Tobago				0		
Tunisie		5 000		5 000	5 000	5 000
Turkménistan ²⁴					69 200	

¹⁹ Dans le rapport qu'il a présenté en 2003, le Rwanda a indiqué que les 101 mines déclarées en application de l'article 3 avaient été retirées de champs de mines pour être conservées à des fins de formation.

²⁰ Dans le rapport qu'elle a présenté en 2001, la Suède a indiqué que les 11 120 mines déclarées en application de l'article 3 étaient soit complètes, soit dépourvues de dispositif de mise à feu. Dans son rapport de 2002, elle a signalé que 2 840 des mines déclarées étaient dépourvues de dispositif de mise à feu et pouvaient être reliées à des dispositifs conservés pour les mines factices. Ce chiffre était de 2 782 selon son rapport de 2003 et de 2 840 selon son rapport de 2004.

²¹ Dans le rapport qu'il a présenté en 2004, le Suriname a indiqué que ces 296 mines étaient conservées en application de l'article 3, alors qu'il mentionnait qu'aucune mine n'avait été conservée à des fins de formation à la détection des mines ou au déminage depuis 1995.

²² Dans le rapport qu'il a présenté en 2002, le Tchad a indiqué qu'il signalerait dans le rapport suivant le nombre de mines conservées à des fins de formation.

²³ Dans le rapport qu'elle a présenté en 1999, la Thaïlande a indiqué que les 15 604 mines conservées comprenaient 6 117 mines Claymore.

²⁴ Dans le rapport qu'il a présenté en 2004, le Turkménistan a indiqué que la destruction de 60 000 mines antipersonnel avait commencé en février 2004. Il a précisé plus tard que les 9 200 mines restantes seraient détruites en 2004 encore.

État	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Turquie						16 000
Uruguay				500		500
Venezuela				2 214	5 000	
Yémen	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Zambie			6 691			3 346
Zimbabwe		946	700		700	

Légende

Nombre de mines que les États ont déclaré avoir conservées pendant une année donnée:	Chiffre
Le rapport attendu n'a pas été présenté ou il a été présenté sans qu'un chiffre n'ait été donné dans la formule correspondante:	
Le pays n'avait pas à présenter de rapport:	

Tableau 2. Mines antipersonnel que les États parties ont déclaré avoir transférées en application de l'article 3¹

État	Année du rapport	Nombre de mines antipersonnel transférées	Renseignements complémentaires
Afghanistan	2004	370	Mines transférées des dépôts de munitions du Ministère de la défense au Centre de coordination de l'action antimine de l'ONU en Afghanistan et aux partenaires exécutant le programme d'action antimine pour le pays.
Afrique du Sud	1999	4 830	5 000 mines ont été transférées à la société MECHEM par la Force de défense nationale sud-africaine et conservées par la société à des fins de recherche et de formation, selon l'inventaire n° 100732 daté du 10 octobre 1997. 170 mines ont été employées à des fins de démonstration et de formation. Il reste 4 830 mines.
	2000	4 830	Les renseignements sont les mêmes que précédemment.
Bélarus	2004	7 530	Mines transférées pour la formation.
Belgique	1999	11	Mines inertes.
	2000	11	Mines inertes.
Cambodge	2000	1 454	Mines transférées pour la formation de 1993 à 2000.
	2001	1 454	Mines transférées pour la formation de 1993 à 2000.
	2002	1 877	Des mines nouvellement découvertes, 423 ont été transférées pour la formation. Le nombre total de mines transférées à cette fin depuis 1993 est de 1 877.
	2003	2 117	240 mines transférées pour la formation en 2002.
	2004	2 483	366 mines transférées pour la formation en 2003.
Canada	2000	67	Mines transférées de la Géorgie.
	2001	4	Mines transférées du Centre de coordination de l'action antimine de l'ONU au Kosovo.
	2002	180	(154 mines restantes) transférées des États-Unis d'Amérique.
		110	Mines transférées de pays de l'ex-Yougoslavie.
Danemark	1999	92	Mines transférées au régiment du génie danois.
	2000	57	Mines transférées au régiment du génie danois.
	2001	92	Mines transférées du Danemark à la Suède le 12 octobre 1999.
		189	Mines transférées du Danemark à la Suède le 12 octobre 1999.

¹ Ne sont mentionnés dans le présent tableau que les États parties ayant déclaré que des mines avaient été transférées en application de l'article 3.

État	Année du rapport	Nombre de mines antipersonnel transférées	Renseignements complémentaires
Danemark (<i>suite</i>)		864	Mines transférées du Danemark aux Pays-Bas le 8 décembre 1999.
	2003	33	Mines transférées à des fins de démonstration au Danemark.
	2004	30	Mines employées pour la démonstration et la formation.
Équateur	2002	1 644	Dont 4 mines ont été transférées aux forces navales des États-Unis.
	2003	1 664	Dont 4 mines ont été transférées aux forces navales des États-Unis.
Italie	2003	8	Aucun transfert n'a été effectué hors du territoire italien.
	2004	8	Aucun transfert n'a été effectué hors du territoire italien.
Nicaragua	1999	286	Transférées de l'armée nicaraguayenne au Programme d'aide au déminage de l'OEA et de l'Organisation interaméricaine de défense.
	2001	286	Mines transférées par l'armée nicaraguayenne à la Mission d'aide au déminage en Amérique centrale.
	2002	286	Mines transférées par l'armée nicaraguayenne à la Mission d'aide au déminage en Amérique centrale.
	2003	124	Mines transférées par l'armée à l'UTC pour l'entraînement de chiens démineurs.
	2004	124	Mines transférées par l'armée à l'UTC pour l'entraînement de chiens démineurs.
Pays-Bas	2001	864	Transférées du Danemark le 8 décembre 1999.
Roumanie	2004	3 265	Mines transférées du Ministère de la défense roumain au Département des forces navales des États-Unis.
Royaume-Uni	2000	516	Divers types de mines fabriquées ailleurs qu'au Royaume-Uni.
	2001	490	Mines de fabrication étrangère.
	2002	30	Mines de fabrication étrangère transférées au Royaume-Uni.
Yémen	1999	4 000	Mines transférées des entrepôts militaires centraux de Sana'a et d'Aden au centre de formation du Département du génie militaire de Sana'a.
	2000	4 000	Mêmes renseignements que précédemment.
	2001	4 000	Mêmes renseignements que précédemment.
	2002	4 000	Mêmes renseignements que précédemment.
	2003	4 000	Mêmes renseignements que précédemment.
	2004	4 000	Mêmes renseignements que précédemment.

Annexe IX

Coprésidents et corapporteurs des Comités permanents¹: 1999-2004

	Comité permanent sur l'état et le fonctionnement d'ensemble de la Convention	Comité permanent sur la destruction des stocks	Comité permanent sur l'assistance aux victimes des mines et la réintégration sociale et économique²	Comité permanent sur le déminage, la sensibilisation aux risques inhérents aux mines et les techniques de l'action antimine³	Comité permanent sur les techniques de déminage⁴
1999-2000	Coprésidents: – Canada et Afrique du Sud Corapporteurs: – Belgique et Zimbabwe	Coprésidents: – Hongrie et Mali Corapporteurs: – Malaisie et Slovaquie	Coprésidents: – Mexique et Suisse Corapporteurs: – Japon et Nicaragua	Coprésidents: – Mozambique et Royaume-Uni Corapporteurs: – Pays-Bas et Pérou	Coprésidents: – Cambodge et France Corapporteurs: – Allemagne et Yémen
2000-2001	Coprésidents: – Belgique et Zimbabwe Corapporteurs: – Norvège et Thaïlande	Coprésidents: – Malaisie et Slovaquie Corapporteurs: – Australie et Croatie	Coprésidents: – Japon et Nicaragua Corapporteurs: – Canada et Honduras	Coprésidents: – Pays-Bas et Pérou Corapporteurs: – Allemagne et Yémen	
2001-2002	Coprésidents: – Norvège et Thaïlande Corapporteurs: – Autriche et Pérou	Coprésidents: – Australie et Croatie Corapporteurs: – Roumanie et Suisse	Coprésidents: – Canada et Honduras Corapporteurs: – Colombie et France	Coprésidents: – Allemagne et Yémen Corapporteurs: – Belgique et Kenya	
2002-2003	Coprésidents: – Autriche et Pérou Corapporteurs: – Mexique et Pays-Bas	Coprésidents: – Roumanie et Suisse Corapporteurs: – Guatemala et Italie	Coprésidents: – Colombie et France Corapporteurs: – Australie et Croatie	Coprésidents: – Belgique et Kenya Corapporteurs: – Cambodge et Japon	
2003-2004	Coprésidents: – Mexique et Pays-Bas Corapporteurs: – Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud	Coprésidents: – Guatemala et Italie Corapporteurs: – Bangladesh et Canada	Coprésidents: – Australie et Croatie Corapporteurs: – Nicaragua et Norvège	Coprésidents: – Cambodge et Japon Corapporteurs: – Algérie et Suède	

¹ Jusqu'à la fin du programme de travail de l'intersession 1999-2000, les comités étaient appelés «comités permanents d'experts».

² Jusqu'à la fin du programme de travail de l'intersession 2000-2001, ce comité était appelé «Comité permanent sur l'assistance aux victimes des mines, la réintégration sociale et économique des victimes et la sensibilisation au danger des mines».

³ Jusqu'à la fin du programme de travail de l'intersession 1999-2000, ce comité était appelé «Comité permanent d'experts sur le déminage» avant de fusionner avec le «Comité permanent d'experts sur les techniques de déminage» et de devenir le «Comité permanent sur le déminage et les techniques connexes». Après la fin du programme de travail de l'intersession 2000-2001, il a été rebaptisé «Comité permanent sur le déminage, la sensibilisation aux dangers des mines et les techniques de déminage» puis, après le programme de travail de l'intersession 2001-2002, «Comité permanent sur le déminage, la sensibilisation aux risques inhérents aux mines et les techniques de l'action antimine».

⁴ À la deuxième Assemblée des États parties, il a été décidé de fusionner le «Comité permanent d'experts sur le déminage» et le «Comité permanent d'experts sur les techniques de déminage» pour en faire le «Comité permanent sur le déminage et les techniques connexes».